


RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO  
MINISTÈRE DES FINANCES



**RAPPORT**  
**ANNUEL 2019**

Mars 2021



“ J’en appelle à tous mes compatriotes à faire preuve du civisme fiscal. Je m’assurerai, à mon tour, que les revenus fiscaux servent effectivement à répondre aux besoins de notre peuple. ”

---

Extrait du discours sur l'état de la Nation du  
**Président Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**  
du 13 décembre 2019



**Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**  
**Président de la République Démocratique du Congo**



## LISTE DE PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS

AA	: Agent Auxiliaire
AGA	: Agent d'Administration
AMR	: Avis de Mise en Recouvrement
AMR/A	: Avis de Mise en Recouvrement/Trésor
AMR/B	: Avis de Mise en Recouvrement/DGI
ASBL	: Association Sans But Lucratif
ATA	: Attaché d'Administration
BCeCO	: Bureau Central de Coordination
CA	: Chiffre d'Affaires
CAR	: Commission d'Assiette et de Recouvrement
CB	: Chef de Bureau
CD	: Chef de Division
CDF	: Franc Congolais
CDI	: Centre des Impôts
CEEAC	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CIS	: Centre d'Impôts Synthétiques
CNSS	: Caisse Nationale de Sécurité Sociale
COREF	: Comité d'Orientation de la Réforme des Finances publiques
CREDAF	: Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales
CTR	: Comité Technique de suivi et évaluation des Réformes
DESCOM	: Direction des Etudes, Statistiques et Communication
DG	: Directeur Général
DGA	: Directeur Général Adjoint
DGA/QAF	: Directeur Général Adjoint chargé des Questions Administratives et Financières
DGA/QFR	: Directeur Général Adjoint chargé des Questions Fiscales et des Réformes
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGBSG	: Direction de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux
DGE	: Direction des Grandes Entreprises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DIR	: Directeur
DIRAF	: Direction de l'Assiette Fiscale
DIREC	: Direction du Recouvrement
DIRINFO	: Direction de l'Informatique
DIV. GB&SG	: Division de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux
DLEG	: Direction de la Législation

DP	: Directeur Provincial
DPI	: Direction Provinciale des Impôts
DRH	: Direction des Ressources Humaines
DRR	: Direction de la Recherche et des Recouvrements
DTO	: Direction du Trésor et Ordonnancement
DUI-K	: Direction Urbaine des Impôts de Kinshasa
ENA	: Ecole Nationale d'Administration
ENAP	: Ecole Nationale d'Administration Publique
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FMI	: Fonds Monétaire International
HUISS.	: Huissier
IBP	: Impôt sur les Bénéfices et Profits
ICA	: Impôt sur le Chiffre d'Affaires
ICDI	: Institut Canadien de Développement International
IERE	: Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations du personnel Expatrié
INPP	: Institut National de Préparation Professionnelle
IM	: Impôt Mobilier
IPR	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations
IPR/Nat.	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations des Nationaux
IPR/Exp.	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations des Expatriés
IS	: Impôt des Sociétés
IRPP	: Impôt Sur le Revenu des Personnes Physiques
MED	: Mise en Demeure de déclarer
NIF	: Numéro d'Identification Fiscale
NTIC	: Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ODD	: Objectifs du Développement Durable
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
ONEC	: Ordre National des Experts Comptables
ONEM	: Office National de l'Emploi
PFA	: Perspectives Fiscales Africaines
PM	: Personne Morale
PP	: Personne Physique
RDC	: République Démocratique du Congo
SADC	: Communauté de Développement de l'Afrique Australe
SG	: Secrétaire Général
SMM	: Siège Modélisé et Modernisé
SONAS	: Société Nationale d'Assurance
SYSCOHADA	: Système Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
T.O	: Taxation d'Office
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	: Dollar des Etats-Unis.

# SOMMAIRE

Editorial  
Présentation de la Direction Générale des Impôts

Introduction

Faits saillants de l'année

Exécution des missions de la Direction Générale des Impôts

Gestion des moyens mis à la disposition  
de la Direction Générale des Impôts

Informatisation des Services

Plan de réformes et perspectives d'avenir

Annexes  
Table des Matières



**EDITORIAL**



**P**our gagner le pari de la mobilisation des recettes fiscales à la hauteur des ambitions de développement de la République Démocratique du Congo, la nouvelle équipe composant la Haute Direction de la DGI a, depuis sa prise de fonctions le 16 juin 2020, placé son action sous trois axes prioritaires que sont (i) l'amélioration du cadre de travail et des conditions socio-professionnelles du personnel en mettant l'homme au centre de toute action, (ii) le renforcement du partenariat avec la délégation syndicale et (iii) la consolidation des relations avec toutes les corporations des opérateurs économiques dont la FEC.

Sur le plan de la gestion des ressources humaines, elle entend coupler certaines actions centrées sur la revalorisation de l'agent du fisc avec les missions d'encadrement des services afin de booster la performance du personnel et par conséquent, améliorer le niveau de mobilisation des

recettes fiscales qui se sont élevées globalement à **CDF 4.089.726.733.220,76** pour l'année 2019, dégageant ainsi un taux d'exécution appréciable de **98,01%** comparative-ment aux prévisions budgétaires de **CDF 4.172.584.124.759,00**.

Ces actions se résument en terme de :

- la régularité de paiement de tous les avantages reconnus au personnel ;
- la prise en charge équitable des soins de santé, entraînant notamment le paiement diligent des appels de fonds et des déclarations des créances ;
- l'encadrement efficient et l'assainissement de la gestion de la quote-part de pénalités revenant à la DGI, pour lesquels la prime de contentieux versée à l'ensemble du personnel lui redonne sa fierté d'agent du fisc ;
- l'octroi des avances sur rémunérations au personnel, dans le but de corriger tant soit peu les éventuelles inégalités socio-professionnelles ;

- l'organisation des diverses formations pour le renforcement des capacités du personnel.

Sur le plan de la gestion de l'impôt, la Haute Direction s'est inscrite sur la poursuite des stratégies innovantes mises en place par l'équipe dirigeante précédente, ayant fait de la DGI la première Régie pourvoyeuse des recettes en RDC.

Ces stratégies s'orientent sur trois (03) aspects suivants :

#### a) Dispositifs d'appui à la gestion de l'impôt

Il est d'une nécessité absolue que les dispositifs mis en place pour appuyer les réformes déjà entreprises par la DGI soient consolidés et renforcés pour une gestion optimale de l'impôt. Pour y parvenir, les actions ci-après sont visées :

- la connexion de la DGI sur un réseau interbancaire ;
- la mise à jour régulière du site Web ([www.dgi.gouv.cd](http://www.dgi.gouv.cd)) en vue d'une bonne information des contribuables et du public sur les questions fiscales ;
- la stabilisation des bases des données par la réorganisation des applications informatiques métiers (immatriculation des contribuables, gestion de l'impôt et banque des données des recoupements), leur migration vers les applications Web ainsi que la mise en œuvre des télé-procédures (télé-déclaration et télé-paiement) dont la télé-déclaration est déjà effective avec une bonne part de contribuables gérés par la DGE ;
- l'acquisition d'un dispositif informatique pour la collecte et la gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis, pour permettre la remontée des informations y relatives à la DGI ;
- l'acquisition d'un logiciel intégré de gestion de l'impôt ;

- la poursuite de l'installation des postes déconcentrés d'attribution du NIF au sein des DPI non encore connectés au serveur central.

#### b) Plan de communication

Consciente de la place de la communication dans l'amélioration de ses relations avec les contribuables et les différents partenaires, la DGI exécute un plan d'urgence de communication qui s'appuie sur toutes les techniques d'information et de communication.

C'est notamment à ce titre que des dépliants portant l'information fiscale au public sont aujourd'hui disponibles en français et dans les quatre (04) langues nationales du pays (le Swahili, le Tshiluba, le Lingala et le Kikongo).

#### c) Perspectives d'avenir

Dans l'objectif de la modernisation de la DGI, les réformes structurelles et législatives suivantes sont envisagées :

- l'actualisation du cadre organique visant notamment la restructuration de l'Inspection des Services dans le sens d'organiser un véritable Service d'audit interne conformément aux normes internationales ainsi que celle des Services opérationnels, dédiés à la gestion des comptes des contribuables ;
- l'institution d'un impôt sur le revenu des personnes physiques pour la gestion globale des revenus catégoriels réalisés par les personnes physiques et d'un impôt sur les sociétés qui devra s'appliquer uniquement aux bénéfices réalisés par les sociétés.

Fait à Kinshasa, le 10 MARS 2021

*Barnabé MULAKADI MUAMBA*





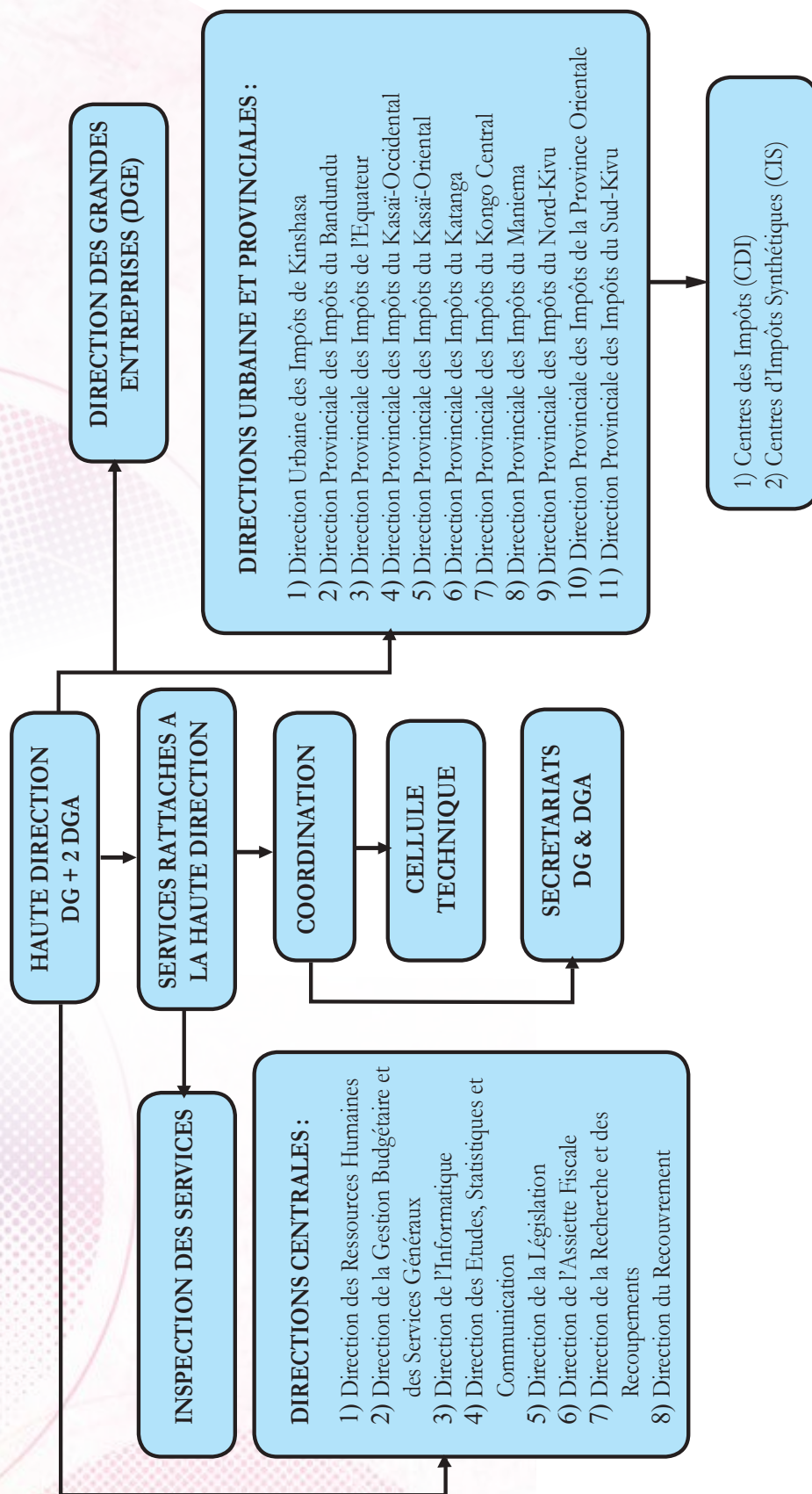
ENTREE PERSONNEL

**PRESENTATION**



**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES**

**DE LA DGI**



2

## HAUTE DIRECTION DE LA DGI



**Barnabé MUA KADI MUAMBA**

*Directeur Général des Impôts*



**NGOY YAV N'ZAM**

*Directeur Général Adjoint chargé des  
Questions Fiscales et des Réformes*



**ETINA BEKILE IPAN Abdon**

*Directeur Général Adjoint chargé des  
Questions Administratives et Financières*

3

**ADMINISTRATION CENTRALE ET  
DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES****Adresse :**

Croisement des Avenues des Marais et Haut-Congo  
B.P. 8613  
KINSHASA I

**Numeros « vert » :**

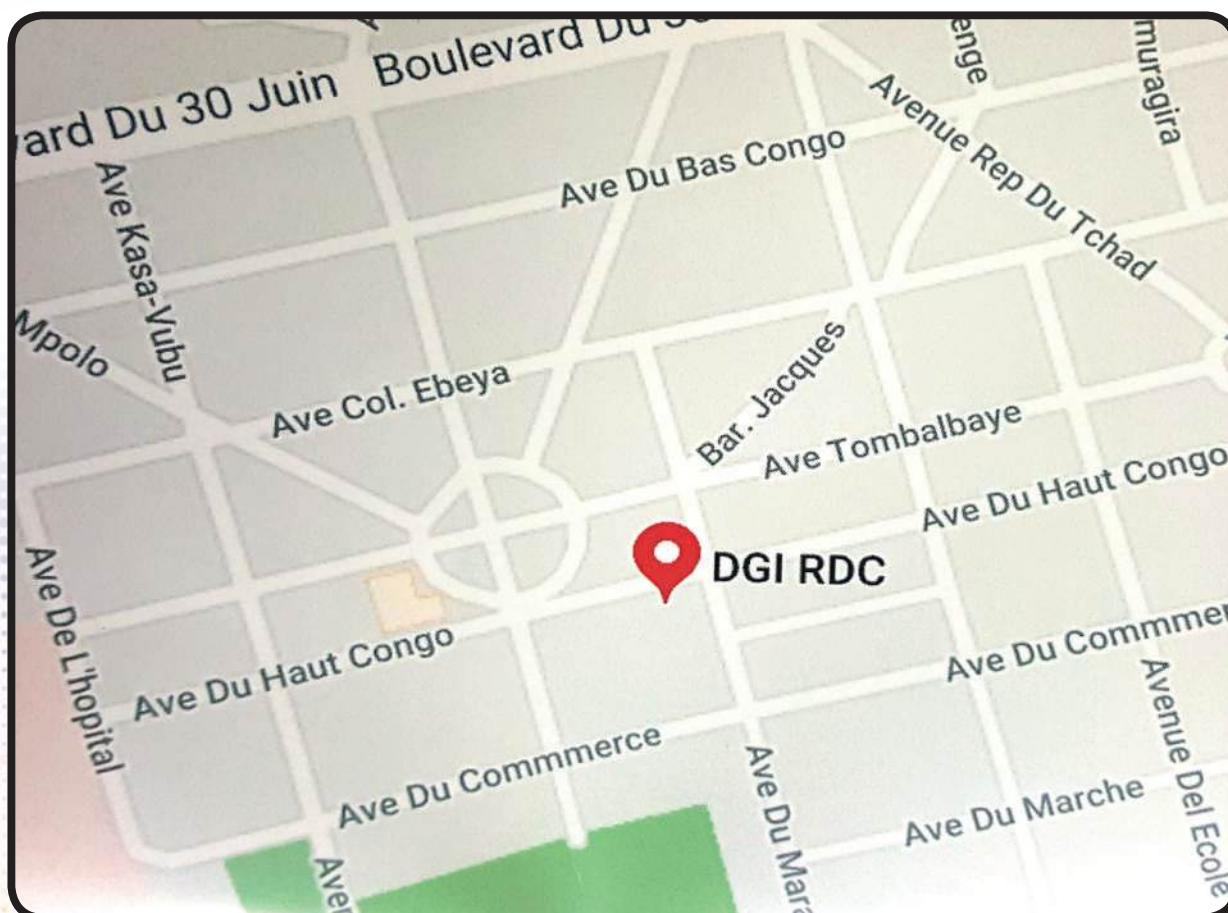
+ 243 82 81 15 555 (Administration Centrale)  
+243 82 81 35 555 (Administration Centrale)  
+243 82 81 45 555 (Direction des Grandes Entreprises)

**E-mail :**

dgikinshasa@dgi.gouv.cd  
secretariatsuite@dgi.gouv.cd  
dgikinshasa@gmail.com  
secretariatsuite@gmail.com  
dge@dgi.gouv.cd

**Site Web :**

[www.dgi.gouv.cd](http://www.dgi.gouv.cd)



#### ■ DIRECTION URBAINE DES IMPOTS DE KINSHASA

- Adresse :  
Avenue de la Révolution n° 819  
Place commerciale, 7ème rue  
C/Limete
- E-mail :  
dui@dgi.gouv.cd



#### ■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KONGO CENTRAL

- Adresse :  
Avenue de la Poste n° 14  
Quartier Ville-basse / Commune  
de Matadi
- E-mail :  
dpikocent@dgi.gouv.cd



#### ■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DE BANDUNDU

- Adresse :  
Avenue de la mission n° 37 Q/  
Salongo Commune de Basoko
- E-mail :  
dpibdd@dgi.gouv.cd



#### ■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU MANIEMA

- Adresse :  
Avenue du Commerce n° 5 Q/  
Katuku Ville de Kindu
- E-mail :  
dpiman@dgi.gouv.cd



#### ■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DE L'EQUATEUR

- Adresse :  
Avenue Bolenge n°17  
Centre-ville de Mbandaka
- E-mail :  
dpieq@dgi.gouv.cd



#### ■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU NORD-KIVU

- Adresse :  
Avenue Mont Goma n° 252 /  
place commerciale de Goma
- E-mail :  
dpink@dgi.gouv.cd



#### ■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KASAI-OCIDENTAL

- Adresse :  
Croisement des avenues  
Kasa-vubu et Lubaya n° 236  
Commune de Kananga
- E-mail :  
dpikoc@dgi.gouv.cd



#### ■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DE LA PROVINCE ORIENTALE

- Adresse :  
Croisement des avenues Matabo  
et Tanganyika n° 08 Commune  
de Makiso
- E-mail :  
dpipor@dgi.gouv.cd



#### ■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KASAI-ORIENTAL

- Adresse :  
Avenue Kasengulu n° 38 Q/  
Masanka Commune de Diulu
- E-mail :  
dpikor@dgi.gouv.cd



#### ■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU SUD-KIVU

- Adresse :  
Avenue de la Cathédrale  
n° 5 Q/Mbendere  
Commune d'Ibanda
- E-mail :  
dpisk@dgi.gouv.cd



#### ■ DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KATANGA

- Adresse :  
Avenue Tabora n° 198  
Commune de Lubumbashi
- E-mail :  
dpikat@dgi.gouv.cd



### ■ CENTRE DES IMPOTS DE KINSHASA

- Adresse :  
Croisement des avenues Kasai et Commerce / Commune de Gombe
- E-mail :  
cdikin@dgi.gouv.cd



### ■ CENTRE DES IMPOTS DE LUBUMBASHI

- Adresse :  
Avenue Kapenda n° 12 / Commune de Lubumbashi
- E-mail :  
cdilub@dgi.gouv.cd



### ■ CENTRE DES IMPOTS DE GOMA

- Adresse :  
Avenue Mesangers n° 12 / Place commerciale de Goma
- E-mail :  
cdigoma@dgi.gouv.cd



### ■ CENTRE DES IMPOTS DE MATADI

- Adresse  
Avenue de la Poste n° 14 Quartier Ville-basse / Commune de Matadi
- E-mail :  
dpikoc@dgi.gouv.cd



### ■ CENTRE DES IMPOTS DE KISANGANI

- Adresse  
Avenue Matabo n° 10 Commune de Makiso
- E-mail :  
cdi.kisangani@gmail.com



# Seuils de compétence des services opérationnels

DGE	: C.A. > CDF 3.500.000.000
CDI ou SMM	: C.A. entre CDF 80.000.000 et CDF 3.500.000.000
CIS	: C.A. < CDF 80.000.000



DUI-K		DPI/KATANGA		DPI/PROVINCE ORIENTALE		DPI/KASAI-OCIDENTAL		DPI/BANDUNDU	
1	BANDALUNGWA	1	ANNEXE	1	ARU	1	DEMBA	1	BANDUNDU
2	BARUMBU	2	KALEMIE	2	BAFWASENDE	2	DIBAYA	2	BOLOBO
3	BUMBU	3	KAMALONDO	3	BONDO	3	DIMBELENGE	3	BULUNGU
4	GOMBE	4	KAMINA	4	BUNIA	4	ILEBO	4	IDIOFA
5	KALAMU	5	KANIAMA	5	BUTA	5	KAMONIA	5	INONGO
6	KASA-VUBU	6	KAPEMBA-RUASHI	6	DJUGU	6	KANANGA I	6	KAHEMBA
7	KIMBANSEKE	7	KASAJI	7	DUNGU	7	KANANGA II	7	KASONGO-LUNDA
8	KINSHASA	8	KATUBA	8	ISANGI	8	KAZUMBA	8	KENGE
9	KINTAMBO	9	KENYA	9	ISIRO	9	LUEBO	9	KIKWIT
10	KISENSO	10	KIPUSHI	10	KISANGANI I	10	LUIZA	10	MASI MANIMBA
11	LEMBA	11	KOLWEZI	11	KISANGANI II	11	MWEKA	11	NIOKI
12	LIMETE	12	KONGOLO	12	MAHAGI	12	TSHIKAPA		
13	LINGWALA	13	LIKASI	13	MAMBASA				
14	MAKALA	14	LUBUMBASHI	14	WATSA				
15	MALUKU	15	SAKANIA						
16	MASINA								
17	MATETE								
18	MONT-NGAFULA								
19	NDJILI								
20	NGABA								
21	NGALIEMA								
22	NGIRI NGIRI								
23	NSELE								
24	SELEMBAO								

CIS MUANDA / KONGO CENTRAL

DPI/KONGO CENTRAL		DPI/KASAI-ORIENTAL		DPI/SUD-KIVU		DPI/EQUATEUR		DPI/NORD-KIVU		DPI/MANIEMA	
1	BOMA	1	DIBINDI	1	BAGIRA	1	BASANKUSU	1	BENI	1	KABAMBARE
2	INKISI	2	DIULU	2	FIZI	2	BOENDE	2	BUTEMBO	2	KALIMA
3	KASANGULU	3	KABINDA	3	IBANDA	3	BUMBA	3	GOMA I	3	KASONGO
4	KIMPESE	4	LODJA	4	KADUTU	4	GBADOLITE	4	GOMA II	4	KINDU
5	KINZAU-MVUETE	5	LUILU	5	KALEHE	5	GEMENA	5	LUBERO	5	LUBUTU
6	LUOZI	6	LUSAMBO	6	MWENGA	6	LISALA	6	MASISI	6	PUNIA
7	MATADI	7	MIABI	7	SHABUNDA	7	MBANDAKA	7	RUTSHURU		
8	MBANZA-NGUNGU	8	MUENE DITU	8	UVIRA	8	ZONGO	8	WALIKALE		
9	MUANDA	9	MUYA	9	WALUNGU						
10	NZAMVU	10	NGANDAJIKA								
11	TSHELA										



A close-up photograph of two men in dark blue suits. The man on the right is wearing glasses and is smiling as he pinns a medal onto the lapel of the man on the left. The medal is a colorful ribbon with blue, orange, and red stripes. The background is a light, slightly blurred outdoor setting.

I

# INTRODUCTION

Le présent rapport retrace l'essentiel des activités menées par la Direction Générale des Impôts au cours de l'année 2019. Ces activités ont tourné autour de la réalisation des objectifs des recettes lui assignés par la Loi de finances n° 18/025 du 13 décembre 2018 pour l'exercice 2019 qui a été élaborée dans un contexte particulièrement caractérisé :

- 1) Sur le plan politique et sécuritaire, par l'organisation imminente des élections présidentielle, législatives et provinciales, la persistance des foyers de tension dans l'Ituri et le Kasai ainsi que la résurgence des groupes armés dans le Nord-Kivu ;
- 2) Sur le plan économique, financier et social, par la stabilité du cadre macroéconomique attestée par le ralentissement de la dépréciation de la monnaie nationale et la décélération du rythme de formation des prix intérieurs, l'entrée en vigueur du Code minier révisé, le bon comportement des cours des produits miniers et pétroliers, l'amélioration des conditions salariales des agents et fonctionnaires de l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre des accords conclus entre le Gouvernement et le banc syndical ainsi que par la résurgence des maladies épidémiques, notamment celles à virus Ebola et le choléra ;
- 3) Sur le plan des réformes, par la mise en place progressive des structures de la réforme administrative et le rajeunissement de l'Administration publique, le déploiement progressif en provinces de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat et le moratoire sur le délai de mise en œuvre du budget programme.

Cette loi était sous-tendue par les principaux agrégats et indicateurs macroéconomiques ci-après :

- Taux de croissance du PIB : 5,6% ;
- Déflateur du PIB: 7,2% ;
- Taux d'inflation moyen : 12,4% ;
- Taux d'inflation fin période : 11,2% ;
- Taux de change moyen : 1.747,8 FC/USD ;
- Taux de change fin période : 1.790,3 FC/USD ;
- PIB nominal : 96.687,8 milliards de FC

L'année 2019 restera marquée en lettres d'or dans les annales de la République Démocratique du Congo à travers la passation pacifique et civilisée du pouvoir politique entre un Chef de l'Etat sortant et un Chef de l'Etat entrant. Cette alternance, la première dans l'histoire de notre pays depuis son accession à la souveraineté nationale et internationale en 1960, matérialisée à travers une cérémonie solennelle qui a vécue le 24 janvier 2019, à l'issue des élections libres, crédibles et transparentes du 30 décembre 2018, augure une nouvelle ère de stabilité politico-économique en vue d'amorcer finalement le développement de notre pays.

Au cours de l'année sous revue, les missions dévolues à la DGI, ont été conduites, jusqu'au 26 août 2019, par le Directeur Général, Monsieur SELE YALAGHULI, assisté du Directeur Général Adjoint chargé des Questions Fiscales et des Réformes, Monsieur NGOY YAV N'ZAM et de la Directrice Générale Adjointe chargée des Questions Administratives et Financières, Madame MUVOVA BONDO Lilie, tous nommés par Ordonnance présidentielle n° 16/095 du 11 novembre 2016.

Depuis la nomination de Monsieur SELE YALAGHULI aux fonctions de Ministre des Finances par Ordonnance présidentielle n° 19/077 du 26 août 2019, l'intérim du Directeur Général des Impôts a été assumé par Monsieur NGOY YAV N'ZAM.

C'est dans cet environnement politico-socio-économique que la DGI a, au cours de l'année 2019, mené ses activités pour la réalisation des objectifs des recettes lui assignés dans le cadre de cette Loi de finances, arrêtés à **CDF 4.172.584.124.759,00** dont **CDF 4.011.414.092.153,00** pour les prévisions des recettes hors IBP des Pétroliers producteurs et **CDF 161.170.032.606,00** des prévisions au titre d'IBP des Pétroliers producteurs.

Pour l'exécution de la Loi de finances précitée, le législateur a édicté quelques mesures fiscales modifiant et complétant certaines dispositions législatives, qui se résument de la manière ci-dessous :

### 1. En matière d'Impôts cédules sur les revenus

- admission de l'impôt minimum de 1% payé par les entreprises en matière d'impôt sur les bénéfices et profits en cas de résultats déficitaires, en déduction des bénéfices réalisés dans la limite de 60% du bénéfice fiscal avant imputation, au même titre que les pertes professionnelles ;
- réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices et profits (IBP) dû par les personnes physiques et morales soumises au droit commun de 35% à 30% ;
- modification du barème d'imposition à taux progressifs de l'impôt professionnel sur les rémunérations (IPR) par

l'actualisation des tranches de revenus imposables et la réduction de leur nombre de 10 à 4, dont la première tranche est imposée au taux de 0%.

### 2. En matière de taxe sur la valeur ajoutée

- suppression de la procédure d'achat en franchise de TVA instituée en faveur des entreprises minières exportatrices, des entreprises pétrolières de production et des entreprises ayant réalisé des investissements lourds qui sont dans la phase d'implantation ;
- suppression de la disposition relative à l'imposition à la TVA de l'importation et de l'acquisition des équipements, matériels, réactifs et autres produits chimiques pendant l'exploitation minière ou pétrolière ;
- exclusion du droit à déduction de la TVA reprise sur une facture émise en dehors des dispositifs électroniques fiscaux par les personnes soumises à l'obligation d'utiliser ces dispositifs ;
- institution d'un Numéro TVA comme identifiant de toute personne assujettie à la TVA à côté du Numéro impôt ;
- institution d'une amende de 5.000.000,00 de francs congolais ou du triple de ce montant en cas de récidive, pour sanctionner toute personne physique ou morale qui corrompt délibérément le fonctionnement du dispositif électronique fiscal.

### 3. En matière de procédures fiscales

- réduction du délai de souscription de la déclaration allégée sur le prix de transfert de six à deux mois prenant cours à la date de l'échéance de dépôt de déclaration de l'IBP ;

- formalisation de l'avis d'enquête fiscale dans les procédures fiscales en matière de contrevérification fiscale en cas de dénonciation ou réquisition d'une autorité publique ;
- La modification des taux pénalités d'assiette et de recouvrement.

Par ailleurs, la mise en exécution des mesures législatives indiquées ci-haut ainsi que des mesures administratives associées aux stratégies développées par l'Administration fiscale au cours de l'année 2019, a permis la réalisation des recettes globales de **CDF 4.089.726.733.220,76** contre les assignations budgétaires de **CDF 4.172.584.124.759,00**, soit un taux d'exécution de **98,01%**.

Ces recettes globales sont ventilées comme suit :

Recettes hors TVA : **CDF 2.912.356.594.564,11**

Recettes TVA : **CDF 1.055.667.040.302,84**

Recettes au titre d'IBP des Pétroliers producteurs : **CDF 121.703.098.353,81**

Concernant les recettes hors IBP des Pétroliers producteurs de l'ordre de **CDF 3.968.023.634.866,95** (somme des recettes hors TVA et des recettes TVA), elles dégagent un écart négatif de **CDF 43.390.457.286,05** comparativement aux prévisions budgétaires de **CDF 4.011.414.092.153,00**, soit un taux d'exécution de **98,92%**. Il sied de noter que ces statistiques incluent les recettes compensatoires des entreprises minières et pétrolières de distribution qui se sont élevées à **CDF 371.067.232.246,08**.

En ce qui concerne les recettes au titre d'IBP des Pétroliers producteurs, la DGI a réalisé **CDF 121.703.098.353,81** contre les assignations budgétaires de **CDF 161.170.032.606,00**, dégageant ainsi un gap de **CDF 39.466.934.252,19** soit un taux d'exécution de **75,51 %**.





## II

## FAITS SAILLANTS

*Réhabilitation de l'Institut Mokengeli de Lemba*



**DE L'ANNEE**

**H**ormis les actions quotidiennes de supervision et de coordination de l'ensemble des activités de la DGI, reprises dans le chapitre relatif à l'exécution des missions de la DGI, quelques faits saillants ont particulièrement marqué l'année 2019, à savoir :

### 1) Organisation d'un atelier sur le projet de restructuration de la DGI

Un atelier des Directeurs des Impôts a été organisé à Kinshasa, du 30 janvier au 1<sup>er</sup> février 2019 sur le projet de restructuration de la DGI, à l'issue duquel quelques options ont été levées, à savoir :

- création de deux services, tous rattachés à la Direction Générale et dirigés par des Directeurs : le Service d'Audit Interne et l'Inspection des services ;
- suppression de l'Inspection Urbaine et Provinciale des Impôts ;
- création des Directions des Moyennes Entreprises et des Directions des Entreprises de petite taille en remplacement des CDI et des CIS, chargées respectivement de la gestion des Moyennes Entreprises et des Entreprises de petite taille ;
- création des Centres Fiscaux de Recensement et de Perception au sein des Directions des Entreprises de petite taille ;
- scission de la Direction de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux en deux Directions : la Direction de la Gestion Budgétaire et la Direction des Services Généraux ;
- création de la Direction de la Formation.

### 2) Signature des contrats de prestation des services avec quelques cabinets d'Avocats

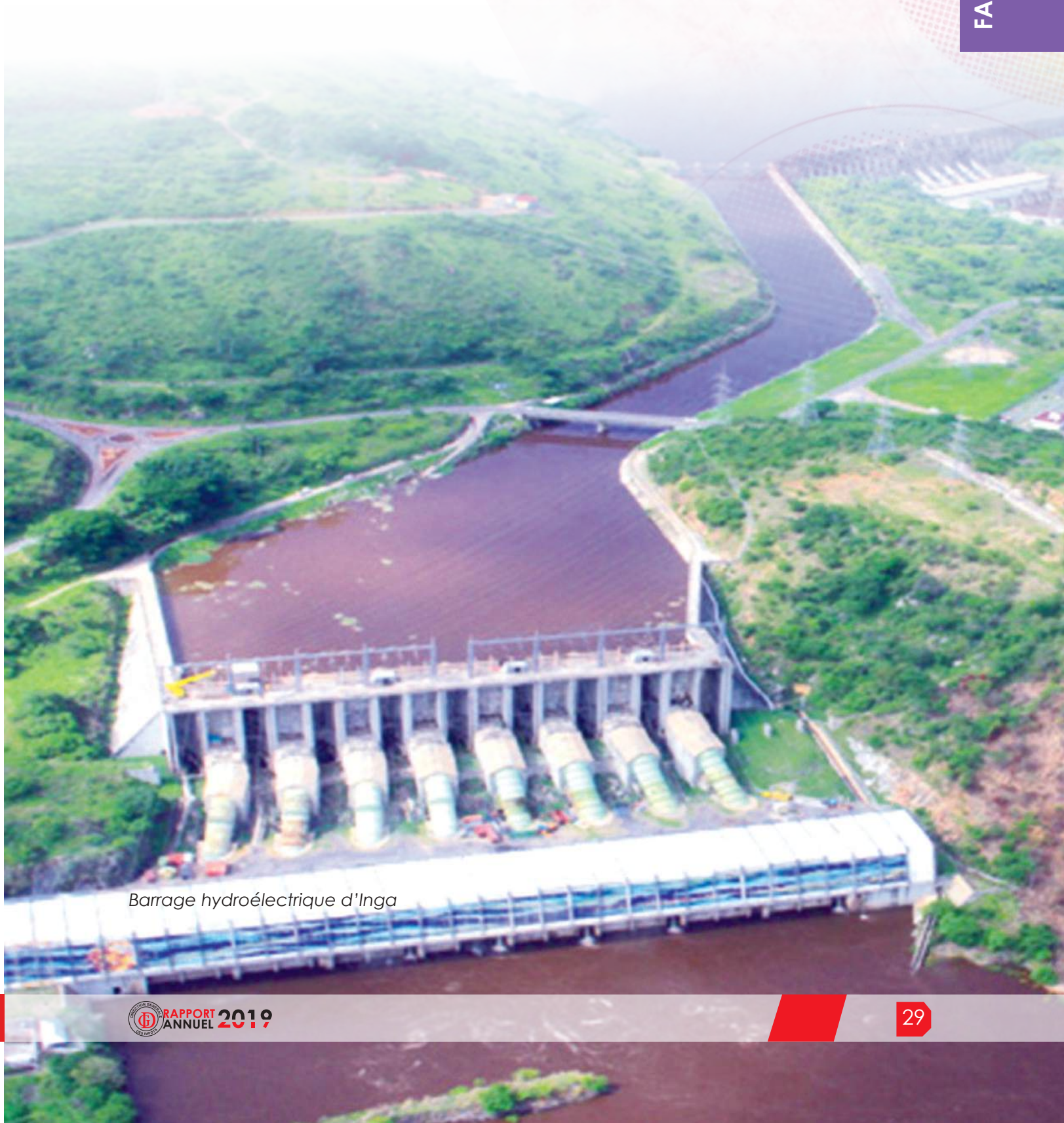
Dans le but de garantir la défense des intérêts de la République relatifs aux litiges nés, d'une part, des contestations des impositions établies par ses Services, et d'autre part, du fonctionnement de l'Administration des impôts, la DGI a signé, pour une durée de deux (02) ans renouvelable par tacite reconduction, des contrats avec cinq (05) cabinets d'Avocats ci-après :

- Cabinet MWILANYA & ASSOCIES, le 18 mars 2019 ;
- Cabinet NKULU MITUMBA KILOMBO, le 18 mars 2019 ;
- Cabinet LAW & CONSULTING FIRM, le 26 avril 2019 ;
- Cabinet THAMBWE MWAMBA, le 26 avril 2019 ;
- Cabinet TSHIMANGA & ASSOCIES, le 28 mai 2019.

### 3) Négociation pour le calcul et le paiement de la prime de contentieux minimum garantie

En raison du dépassement des assignations budgétaires de l'exercice 2018, l'Intersyndicale de la DGI a engagé des négociations avec le Ministère des Finances au sujet du calcul et du paiement de la prime de contentieux minimum garantie, en application de l'article 22 alinéa 3 du Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant règlement d'administration relatif au personnel de carrière de la DGI.

A la suite de ces négociations, Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances a, par Arrêté ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2019/007 du 04 mai 2019, fixé les modalités pratiques de calcul et de paiement de la prime de contentieux minimum garantie au personnel de la DGI. Il a aussi été procédé, à la même date, à la signature d'un protocole d'accord entre les deux parties, sous la modération de Son Excellence Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction Publique, relatif à la paie de cette prime, consacrant les échéances de paiement au 25 mai et 25 juin 2019.



Barrage hydroélectrique d'Inga



III

# EXECUTION DIRECTION



# DES MISSIONS DE LA GENERALE DES IMPOTS

*Palais de la Nation*

### III.1. RAPPEL DES MISSIONS DE LA DGI

**C**réée par le Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003, la DGI exerce, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, toutes les missions et prérogatives en matière fiscale relevant du pouvoir central. Ces missions et prérogatives comprennent notamment l'assiette, le contrôle, le recouvrement et le contentieux des impôts, taxes, redevances et prélèvements à caractère fiscal.

La DGI est, en outre, chargée d'étudier et de soumettre à l'autorité compétente les projets de lois, de décrets et d'arrêtés en la matière. Elle doit également être consultée pour tout texte ou toute convention à incidence fiscale ou tout agrément d'un projet d'investissement à un régime fiscal dérogatoire.

Elle exerce ses compétences sur toute l'étendue du territoire national.

### III.2. ACTIVITES DE LA HAUTE DIRECTION

Les actions menées par la Haute Direction visent la supervision et la coordination de l'ensemble des activités de la DGI, la participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales ainsi qu'à la participation à la conclusion des conventions fiscales internationales.

#### III.2.1. Supervision et coordination de l'ensemble des activités de la DGI

Sous l'autorité de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, **Henri YAV MULANG**, succédé à partir du 26

août 2019 par **SELE YALAGHULI**, la Haute Direction a supervisé et coordonné l'ensemble des activités de la DGI au cours de l'année 2019. A ce titre, elle a impulsé les Services par la mise en œuvre des stratégies de mobilisation des recettes à travers les réunions de la Commission d'Assiette et de Recouvrement (CAR) tenues au début et à mi-parcours de chaque mois, et exécutées par les Services opérationnels chargés de la gestion quotidienne de l'impôt ainsi que ceux de l'Administration Centrale, chargés d'accompagner les Services opérationnels dans l'exécution de leurs missions.

Aussi, les réunions mensuelles de pilotage des missions d'Assiette et de Recouvrement ont-elles permis l'évaluation régulière des tâches techniques dévolues à chaque Service, les Services opérationnels en particulier.

Outre les réunions mensuelles de la CAR et du Comité de pilotage, les activités spécifiques suivantes ont été menées par la Haute Direction au cours de l'année 2019 :

- Séance de travail avec le Directeur Général de l'entreprise SYNTELL, relative à l'harmonisation de vues sur les perturbations récurrentes dans le système d'immatriculation des véhicules, l'intégration de la SONAS dans le système INV et la problématique du lancement de prise en charge de la redevance audiovisuelle, tenue le 03 janvier 2019 ;
- réunions avec la société Congo International Investment Group SAS (CIIG) sur l'évaluation de l'état d'avancement des travaux de construction des maisons pour cadres et agents de la DGI sur le site Pool Malebo, tenues le 12 février 2019 et le 28 juin 2019 ;

- réunion tripartite entre la DGI, le BCeCO et le COREF portant sur le financement des ateliers de formation dans le cadre de la mise en œuvre du projet SYCO-GD-TVA, tenue le 20 février 2019 ;
- séance de travail avec le Directeur Général de Migration, sur l'exercice de droit de communication reconnu à la DGI, suivant les dispositions des articles 46 à 56 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, tenue le 14 juin 2019 ;
- réunion avec le Directeur Général du BCeCO sur l'examen de l'offre de l'entreprise BIGRADAP, tenue le 25 juin 2019 ;
- réunion avec les Directeurs Généraux de la DGDA et de la DGRAD, sur le projet de construction et modernisation des infrastructures des Régies Financières de la République Démocratique du Congo « E-FINANCES » avec la Société HUAWEI TECHNOLOGIE CO LTD, tenue le 13 septembre 2019 ;
- réunion avec l'Ordre National des Experts Comptables (ONEC), sur la collaboration et l'implication que la DGI souhaite obtenir de celui-ci dans la certification des Etats financiers des contribuables et le contreseing à apposer sur la déclaration fiscale au moment de son dépôt, tenue le 17 décembre 2019.

### III.2.2. Participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales

Le Directeur Général des Impôts a pris part aux réunions de suivi des services mobilisateurs des recettes, tenues régulièrement au Ministère des Finances,

aux côtés des responsables de deux autres Régies financières à savoir la DGDA et la DGRAD.

Dans le cadre des rencontres internationales touchant à la politique fiscale ou à l'administration des impôts, la Haute Direction a également pris part :

- à la 34ème Conférence annuelle du Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales « CREDAF » sur le thème : « le numérique au service de l'élargissement de l'assiette fiscale », tenue du 10 au 13 juin 2019, à Yaoundé au Cameroun ;
- au séminaire de formation sur le thème : « Mobilisation des Ressources de l'Etat : l'optimisation des recettes fiscales », organisé par Consultants ICDI du 15 au 26 juillet 2019, à Montréal au Canada ;
- au séminaire par le département des finances publiques du FMI, dans le cadre du projet soutenu par le fonds dédié à la mobilisation des recettes « RM-TF » organisé du 07 au 11 octobre 2019, à Libreville au Gabon.

### III.2.3. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales

La DGI n'a pas signé de convention fiscale internationale au cours de l'année 2019. Toutefois, suite au projet d'accord sur l'échange de renseignements en matière fiscale, soumis à la RDC par la République d'Argentine et transmis à la DGI par lettre n° 131/131.9.2.4/3281/2019 du 09 novembre 2019 du Secrétaire Général aux Affaires Etrangères, un contre-projet d'accord entre les deux pays est sous examen à la clôture de l'année 2019.

### III.3. MISSION DE LEGISLATION FISCALE

Au cours de l'année 2019, quelques textes fiscaux ont été modifiés et complétés et plusieurs notes de service ont été élaborés.

#### III.3.1. TEXTES FISCAUX

Quelques mesures fiscales proposées par la DGI et sanctionnées par les autorités compétentes à travers la Loi de finances n° 18/025 du 13 décembre 2018 pour l'exercice 2019, ont modifié et complété certaines dispositions de :

1. l'Ordonnance-Loi n°69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus Articles concernés : 42, 83 et 84 ;
2. l'Ordonnance-Loi n°10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée Articles concernés : 23 bis, 42, 54 et 74 ;
3. la Loi n°004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales Articles concernés : 24 ter, 45, 46, 89 et 91.

#### III.3.2. NOTES DE SERVICE

Plusieurs Notes de service ont été élaborées pour assurer la diffusion des textes fiscaux à caractère législatif et réglementaire. Il s'agit de :

1. Note de service n°01/0002/DGI/DG/DRH/ANG/2019 du 07 janvier 2019 portant constitution d'une commission chargée de réfléchir sur l'opération de délivrance des cartes de service biométriques aux cadres et agents de la DGI ;
2. Note de service n°01/0004/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 11 janvier 2019 portant diffusion de 02 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à deux Sociétés ;

3. Note de service n°01/0006/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 11 janvier 2019 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n°109/CAB/MIN.ETAT/PL/2018 et n°258/CAB/MIN/FINANCES/2018 du 11 décembre 2018 portant octroi de certaines facilités administratives et fiscales à l'Association Sans But Lucratif dénommée « LUMIERE POUR LE MONDE » ;
4. Note de service n°01/0008/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 15 janvier 2019 portant diffusion de 03 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à trois Sociétés ;
5. Note de service n°01/0009/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 22 janvier 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de décembre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 28 février 2018 ;
6. Note de service n°01/0010/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 22 janvier 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de décembre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 28 février 2018 ;
7. Note de service n°01/0011/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 22 janvier 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi, arrêté au 28 février 2018 ;
8. Note de service n°01/0012/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 22 janvier 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de

- décembre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Kasaï-Occidental, arrêté au 28 février 2018 ;
9. Note de service n°01/0013/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 22 janvier 2019 portant publication d'un contribuable additionnel du mois de décembre 2018 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Maniema, arrêté au 28 février 2018 ;
  10. Note de service n°01/0014/DGI/DG/CO/CK/2019 du 22 janvier 2019 portant organisation d'un Atelier sur le projet de restructuration de la DGI ;
  11. Note de service n°01/0015/DGI/DG/DRH/ALB/2019 du 23 janvier 2019 portant organisation de la formation des formateurs internes ;
  12. Note de service n° 01/0017/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 31 janvier 2019 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 241/CAB/MIN/PLAN/2018 et n° 289/CAB/MIN/FIN/2018 du 31 décembre 2018 portant agrément du projet d'investissement de la société TIEX « KAHINDA LODGE » SA ;
  13. Note de service n° 01/0018/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 31 janvier 2019 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 251/CAB/MIN/PLAN/2018 et n° 290/CAB/MIN/FIN/2018 du 31 décembre 2018 portant agrément du projet d'investissement de la société DOUBLE PLANCHE SARL ;
  14. Note de service n° 01/0019/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/CHK/2019 du 31 janvier 2019 portant surséance de l'application de la Note de service n°01/0009/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 22 janvier 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de décembre 2018 au répertoire des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 28 février 2018 ;
  15. Note de service n° 01/0020/DGI/DG/DLEG/MN/MKE/2019 du 08 février 2019 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/039/2018 du 29 décembre 2018 portant prorogation de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES 2014/007 du 05 décembre 2014 portant mesures de sauvegarde en faveur de la société MARSAVCO S.A. ;
  16. Note de service n° 01/0021/DGI/DG/DIRAF/BM/2019 du 12 février 2019 portant publication de la 1<sup>ère</sup> liste additionnelle des entreprises du CDI/Lubumbashi sélectionnées au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2018, revenus de 2017 ;
  17. Note de service n° 01/0023/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 18 février 2019 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n° 147/CAB/MIN. ETAT/PL/2018 et n° 295/CAB/MIN/FINANCES/2018 du 31 décembre 2018 portant octroi de certaines facilités administratives et fiscales à l'Association Sans But Lucratif dénommée « CENTRE DE CULTURE, DE FORMATION ET DE DEVELOPPEMENT/CECFOR » ;

18. Note de service n°01/0024/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 19 février 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de janvier 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 28 février 2018 ;
19. Note de service n° 01/0025/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 19 février 2019 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de janvier 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 28 février 2018 ;
20. Note de service n° 01/0026/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 19 février 2019 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de janvier 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi, arrêté au 28 février 2018 ;
21. Note de service n° 01/0027/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 19 février 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de janvier 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Maniema, arrêté au 28 février 2018 ;
22. Note de service n° 01/0028/DGI/DG/DRH/MMS/2019 du 20 février 2019 portant sélection des dossiers de candidature aux bourses d'études KOICA pour la Maîtrise en faveur des Agents et Fonctionnaires de l'Etat ;
23. Note de service n°01/0029/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 20 février 2019 portant publication du répertoire général actualisé des contribuables relevant de la gestion des services réformés, au 18 février 2019 ;
24. Note de Service n° 01/0030/DGI/DG/DRH/NK/2019 du 25 février 2019 portant remplacement en activité des diplômés de l'Ecole Nationale des Finances, section Impôts Directs et Indirects, Promotion 2018 ;
25. Note de service n° 01/0033/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 01 mars 2019 portant diffusion de 07 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif ;
26. Note de service n° 01/0034/DGI/DG/CT/TK/2019 du 05 mars 2019 portant constitution d'une Equipe DGI chargée de la mise en place du projet de construction et modernisation des infrastructures des Régies Financières de la République Démocratique du Congo « E-FINANCE » avec la société HUAWEI TECHNOLOGIE CO LTD ;
27. Note de service n° 01/0035/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 08 mars 2019 portant diffusion de 04 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif ;
28. Note de service n° 01/0036/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 08 mars 2019 portant diffusion de 02 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à deux Entreprises ;
29. Note de service n° 01/0037/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 12 mars 2019 portant diffusion de 08 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif ;

- 30.** Note de service n° 01/0038/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 12 mars 2019 portant diffusion de 06 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à six Sociétés ;
- 31.** Note de service n° 01/0039/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 13 mars 2019 portant diffusion de 02 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à deux Sociétés ;
- 32.** Note de service n° 01/0040/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 13 mars 2019 portant diffusion de 03 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à trois Sociétés ;
- 33.** Note de service n° 01/0041/DGI/DG/DLEG/MA/2019 du 14 mars 2019 portant mise en service d'un modèle de déclaration de l'Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires ;
- 34.** Note de service n° 01/0042/DGI/DG/DPI-PO/IS/RK/CK/2019 du 14 mars 2019 portant création des Antennes CDI/Kisangani dans les villes et Territoires de Aru, Bunia, Djugu, Isiro, Mahagi, Mambasa et Watsa ;
- 35.** Note de service n° 01/0043/DGI/DG/SCRE/CO/MMK/2019 du 16 mars 2019 portant désignation des membres du Secrétariat Technique du Comité de Coordination et de Suivi des Protocoles d'accord et de collaboration ;
- 36.** Note de service n° 01/0045/DGI/DG/IS/CIS/AS/2019 du 22 mars 2019 portant diffusion de quatre fiches de procédures ;
- 37.** Note de service n° 01/0046/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 25 mars 2019 portant diffusion de 02 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif ;
- 38.** Note de service n° 01/0047/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 25 mars 2019 portant diffusion de 03 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif ;
- 39.** Note de service n° 01/0048/DGI/DG/E-FINANCE/ML/2019 du 26 mars 2019 portant renforcement de l'effectif de l'équipe DGI projet « E-FINANCE » avec la société HUAWEI TECHNOLOGIE ;
- 40.** Note de service n° 01/0049/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 01 avril 2019 portant publication d'un contribuable additionnel du mois de février 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du siège Modélisé et Modernisé de la DPI/ Bandundu, arrêté au 18 février 2019 ;
- 41.** Note de service n° 01/0050/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 01 avril 2019 portant publication d'un contribuable additionnel du mois de février 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Maniema, arrêté au 18 février 2019 ;
- 42.** Note de service n° 01/0051/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 02 avril 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois de février 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi, arrêté au 18 février 2019 ;

43. Note de service n° 01/0052/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 02 avril 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de février 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 18 février 2019 ;
44. Note de service n° 01/0053/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 02 avril 2019 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de février 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 18 février 2019 ;
45. Note de service n° 01/0054/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 02 avril 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois de février 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 18 février 2019 ;
46. Note de service n° 01/0055/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 02 avril 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de février 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;
47. Note de service n° 01/0056/DGI/DG/DIRAF/MW/BM/2019 du 02 avril 2019 portant critères complémentaires pour le cadrage de la sélection des dossiers à soumettre au contrôle fiscal sur place par les services opérationnels ;
48. Note de service n° 01/0056 bis/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 portant diffusion de 05 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à cinq Sociétés ;
49. Note de service n° 01/0057/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 09 avril 2019 portant diffusion de 03 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à trois Sociétés ;
50. Note de service n° 01/0058/DGI/DG/CR/GM/2019 du 16 avril 2019 portant diffusion de nouvelles mesures fiscales contenues dans la Loi de finances n°018/025 du 13 décembre 2018 de l'exercice 2019 ;
51. Note de service n° 01/0059/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 20 avril 2019 portant diffusion de 03 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à trois Sociétés ;
52. Note de service n° 01/0060/DGI/DG/IS/BAS/JNK/2019 du 23 avril 2019 portant création d'un comité de suivi des Recommandations issues de l'évaluation des performances de la DGI avec l'outil TADAT ;
53. Note de service n° 01/0061/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 27 avril 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois de mars 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 18 février 2019 ;
54. Note de service n° 01/0062/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 27 avril 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de mars 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;
55. Note de service n° 01/0063/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 27 avril 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois de mars 2019 au répertoire

- général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi, arrêté au 18 février 2019 ;
- 56.** Note de service n° 01/0064/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 27 avril 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mars 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 18 février 2019 ;
- 57.** Note de service n° 01/0065/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 27 avril 2019 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mars 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Kasaï-Occidental, arrêté au 18 février 2019 ;
- 58.** Note de service n° 01/0066/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 27 avril 2019 portant publication d'un contribuable à la liste additionnelle du mois de mars 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Sud-Kivu, arrêté au 18 février 2019 ;
- 59.** Note de service n° 01/0067/DGI/DG/DIRAF/GR/KE/2019 du 02 mai 2019 portant formalisation de la notion des immatriculés Non Redevables d'Impôts (NRI) à la DGI ;
- 60.** Note de service n° 01/0068/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 07 mai 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois d'avril 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 18 février 2019 ;
- 61.** Note de service n° 01/0069/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 07 mai 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois d'avril 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;
- 62.** Note de service n° 01/0070/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 07 mai 2019 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois d'avril 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani, arrêté au 18 février 2019 ;
- 63.** Note de service n° 01/0071/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 07 mai 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'avril 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 18 février 2019 ;
- 64.** Note de service n° 01/0072/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 13 mai 2019 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 011/CAB/MIN/PLAN/2019 et n° 028/CAB/MIN/FIN/2019 du 28 mars 2019 portant agrément du projet d'investissement des Etablissements PACIFIQUE PALACE ;
- 65.** Note de service n° 01/0073/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 13 mai 2019 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2019/004 du 17 avril 2019 portant agrément de la cimenterie de KABIMBA/INTERLACS S.A au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;

- 66.** Note de service n° 01/0074/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 13 mai 2019 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 43/CAB/MIN. ETAT/PL/2019 et n° 027/ CAB/MIN/FINANCES/2019 du 28 mars 2019 portant octroi de certaines facilités administratives et fiscales à l'Association Sans But Lucratif dénommée « ALLIANCE BIBLIQUE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO/ABRDC » ;
- 67.** Note de service n° 01/0075/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 13 mai 2019 portant diffusion de 02 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à deux Sociétés ;
- 68.** Note de service n° 01/0076/DGI/DG/DIREC/DIV.P/JLB/2019 du 14 mai 2019 portant appui au recouvrement des impositions établies par les Services ;
- 69.** Note de service n° 01/0077/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 15 mai 2019 portant publication d'un contribuable actif à la liste additionnelle du mois d'avril 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 18 février 2019 ;
- 70.** Note de service n° 01/0079/DGI/DG/CT/JKT/BBIM/2019 du 23 mai 2019 portant création d'un Comité de suivi des travaux de modernisation des infrastructures de la DGI ;
- 71.** Note de service n° 01/0080/DGI/DG/DRH/NK/2019 du 24 mai 2019 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2019/007 du 04 mai 2019 fixant les modalités de calcul et de paiement de la Prime de Contentieux Minimum Garantie et du Protocole d'Accord relatif à la paie de cette prime de l'exercice 2018 ;
- 72.** Note de service n° 01/0081/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 27 mai 2019 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 208/CAB/MIN/PLAN/2018 et n° 361/CAB/MIN/FIN/2018 du 31 décembre 2018 portant agrément du projet d'investissement de la Société CENTRE MEDICAL DIAMANT SARL/LUBUMBASHI ;
- 73.** Note de service n° 01/0082/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 27 mai 2019 portant diffusion de 03 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à trois Sociétés ;
- 74.** Note de service n° 01/0083/DGI/DG/CT/IN/CK/2019 du 28 mai 2019 portant mise sur pied d'une commission chargée d'inventorier les imprimés délivrés par la DGI ;
- 75.** Note de service n° 01/0084/DGI/DG/DIRAF/DCOA/MW/2019 du 03 juin 2019 portant constitution d'un comité préparatoire aux travaux de réflexion sur la problématique de la maîtrise et du recouvrement du solde débiteur de la DGI ;
- 76.** Note de service n° 01/0085/DGI/DG/DRH/MMS/2019 du 10 juin 2019 portant création d'un Comité pédagogique permanent au sein de la DGI ;
- 77.** Note de service n° 01/0086/DGI/DG/SYCOGDTVA/GM/2019 du 10 juin 2019 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2018/031 du 31 décembre 2018 portant création, organisation et fonctionnement d'un Comité de Pilotage du projet de mise en place d'un système d'information pour la collecte et la gestion des données de la taxe sur la valeur ajoutée sur les opérations réalisées par les assujettis ;

- 78.** Note de service n° 01/0087/DGI/DG/DIRAF/KM/MW/2019 du 12 juin 2019 portant publication de la liste des contribuables du CDI/Lubumbashi sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2019, revenus de 2018 ;
- 79.** Note de service n° 01/0088/DGI/DG/DIRAF/BM/MW/2019 du 12 juin 2019 portant publication de la liste des entreprises du CDI/Goma sélectionnées au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2019, revenus de 2018 ;
- 80.** Note de service n° 01/0089/DGI/DG/DRH/NK/2019 du 18 juin 2019 portant correction de la Note de Service n° 01/0030/DGI/DG/DRH/NK/2019 du 25 février 2019 portant remplacement en activité des diplômés de l'Ecole Nationale des Finances, section Impôts Directs et Indirects, Promotion 2018 ;
- 81.** Note de service n° 01/0091/DGI/DG/DLEG/LM/2019 du 20 juin 2019 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n° 017/CAB/VPM/MIN/TC/2019 et n° CAB/MIN/FINANCES/2019/006 du 23 janvier 2019 portant identification et réidentification des véhicules automobiles et des motos ainsi que de leurs propriétaires en République Démocratique du Congo ;
- 82.** Note de service n° 01/0092/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 20 juin 2019 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mai 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 18 février 2019 ;
- 83.** Note de service n° 01/0096/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 20 juin 2019 portant publication de la liste additionnelle de 10 contribuables actifs du mois de mai 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Kasaï-Occidental, arrêté au 18 février 2019 ;
- 84.** Note de service n° 01/0098/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 28 juin 2019 portant diffusion de 03 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif ;
- 85.** Note de service n° 01/0099/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 28 juin 2019 portant diffusion de 04 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif ;
- 86.** Note de service n° 01/0103/DGI/DG/DIRAF/KM/MW/2019 du 02 juillet 2019 portant publication de la liste des entreprises du SMM Maniema sélectionnées au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2019, revenus de 2018 ;
- 87.** Note de service n° 01/0104/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2019 du 02 juillet 2019 portant publication de la liste des entreprises du CDI/Kisangani sélectionnées au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2019, revenus de 2018 ;
- 88.** Note de service n° 01/0105/DGI/DG/DIRAF/BM/MW/2019 du 02 juillet 2019 portant publication de la liste des entreprises du CDI/Matadi sélectionnées au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2019, revenus de 2018 ;
- 89.** Note de service n° 01/0106/DGI/DG/DIRAF/KM/MW/2019 du 02 juillet 2019 portant publication de la liste des entreprises du SMM Equateur sélectionnées au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2019, revenus de 2018 ;

- 90.** Note de service n° 01/0108/DGI/DG/DIRAF/BM/MW/2019 du 03 juillet 2019 portant publication de la liste des contribuables du SMM Bandundu sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2019, revenus de 2018 ;
- 91.** Note de service n° 01/0109/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2019 du 05 juillet 2019 portant publication de la liste des entreprises du SMM Sud-Kivu retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2019, revenus de 2018 ;
- 92.** Note de service n° 01/0110/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2019 du 06 juillet 2019 portant publication de la liste des contribuables du CDI/Kinshasa sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2019, revenus de 2018 ;
- 93.** Note de service n° 01/0111/DGI/DG/CT/TK/2019 du 06 juillet 2019 portant organisation d'un Atelier sur la problématique de la maîtrise et du recouvrement du solde débiteur de la DGI ;
- 94.** Note de service n° 01/0112/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 17 juillet 2019 portant diffusion d'un arrêté Interministériel n° 04/CAB/MIN/PLAN/2019 et n° 061/CAB/MIN/FIN/2019 du 23 mai 2019 portant agrément du projet d'investissement des ETABLISSEMENTS YETU/KINSHASA ;
- 95.** Note de service n° 01/0113/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 17 juillet 2019 portant diffusion de l'Arrêté Interministériel n° 85/CAB/MIN.ETAT/PL/2019 et n° 074/CAB/MIN/FINANCES/2019 du 25 mai 2019 portant octroi de certaines facilités administratives et fiscales à l'Association Sans But Lucratif dénommée « EGLISE NEO-APOSTOLIQUE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO OUEST » ;
- 96.** Note de service n° 01/0114/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 17 juillet 2019 portant diffusion de 12 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif ;
- 97.** Note de service n° 01/0119/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 24 juillet 2019 portant diffusion de 02 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à deux Entreprises ;
- 98.** Note de service n° 01/0121/DGI/DG/DLEG/MN/2019 du 03 août 2019 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 71/CAB/MIN/PLAN/2019 et n° 098/CAB/MIN/FIN/2019 du 07 juin 2019 portant agrément du projet d'investissement de la société TIEX SA ;
- 99.** Note de service n° 01/0122/DGI/DG/DRH/PO/2019 du 03 août 2019 portant appel à candidature des Instructeurs du contentieux ;
- 100.** Note de service n° 01/0123/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2019 du 05 août 2019 portant publication de la 1<sup>ère</sup> liste additionnelle des entreprises de la DGE sélectionnées au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2019, revenus de 2018 ;
- 101.** Note de service n° 01/0124/DGI/DG/DESCOM/OM/2019 du 12 août 2019 portant création d'une commission chargée d'élaborer le projet du Budget de la DGI pour l'exercice 2020 ;

- 102.** Note de service n° 01/0125/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 16 août 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois de juillet 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 18 février 2019 ;
- 103.** Note de service n° 01/0126/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 16 août 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;
- 104.** Note de service n° 01/0127/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 16 août 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani, arrêté au 18 février 2019 ;
- 105.** Note de service n° 01/0128/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 16 août 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 18 février 2019 ;
- 106.** Note de service n° 01/0129/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2018 du 16 août 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi, arrêté au 18 février 2019 ;
- 107.** Note de service n° 01/0130/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 16 août 2019 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de juillet 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 18 février 2019 ;
- 108.** Note de service n° 01/0131/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 16 août 2019 portant publication d'un contribuable additionnel du mois de juillet 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Bandundu, arrêté au 18 février 2019 ;
- 109.** Note de service n° 01/0132/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 16 août 2019 portant publication d'un contribuable additionnel du mois de juillet 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Equateur, arrêté au 18 février 2019 ;
- 110.** Note de service n° 01/0133/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 16 août 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Kasaï-Occidental, arrêté au 18 février 2019 ;
- 111.** Note de service n° 01/0134/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 16 août 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Kasaï-Oriental, arrêté au 18 février 2019 ;

- 112.** Note de service n° 01/0135/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 16 août 2019 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de juillet 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Maniema, arrêté au 28 février 2019 ;
- 113.** Note de service n° 01/0136/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 16 août 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Sud-Kivu, arrêté au 18 février 2019 ;
- 114.** Note de service n° 01/0137/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 30 août 2019 portant diffusion de 02 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif ;
- 115.** Note de service n° 01/0139/DGI/DG/DIRAF/DIGR/IMMA/JNZ/2019 du 03 septembre 2020 portant instructions et dispositions pratiques complémentaires relatives à la gestion opérationnelle du Numéro Impôt ;
- 116.** Note de service n° 01/0141/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 17 septembre 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois d'août 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 18 février 2019 ;
- 117.** Note de service n° 01/0142/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 17 septembre 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois d'août 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;
- 118.** Note de service n° 01/0143/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 17 septembre 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'août 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 18 février 2019 ;
- 119.** Note de service n° 01/0144/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 17 septembre 2019 portant publication d'un contribuable actif à la liste additionnelle du mois d'août 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Kasaï-Oriental, arrêté au 18 février 2019 ;
- 120.** Note de service n° 01/0145/DGI/DG/UPT/ALB/2019 du 21 septembre 2019 portant vulgarisation, sensibilisation et information en matière de prix de transfert ;
- 121.** Note de service n° 01/0147/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 30 septembre 2019 portant diffusion de 07 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques Association Sans But Lucratif ;
- 122.** Note de service n° 01/0149/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 09 octobre 2019 portant diffusion de 05 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à cinq Entreprises ;
- 123.** Note de service n° 01/0151/DGI/DG/DIRAF/GR/KE/2019 du 14 octobre 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de septembre 2019 au répertoire général des contribuables

- relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;
- 124.** Note de service n° 01/0152/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 14 octobre 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de septembre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani, arrêté au 18 février 2019 ;
- 125.** Note de service n° 01/0153/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 14 octobre 2019 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de septembre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 18 février 2019 ;
- 126.** Note de service n° 01/0154/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 14 octobre 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois de septembre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Kasaï-Occidental, arrêté au 18 février 2019 ;
- 127.** Note de service n° 01/0155/DGI/DG/COMP/BNR/2019 du 23 octobre 2019 portant publication de la liste des candidats retenus pour la formation des Instructeurs du contentieux ;
- 128.** Note de service n° 01/0156/DGI/DG/DRH/ANG/2019 du 08 novembre 2019 portant constitution d'une Commission chargée d'examiner les modalités de la distribution des colis de vivres de fin d'année 2019 au Personnel de la DGI ;
- 129.** Note de service n° 01/0157/DGI/DESCOM/IT/2019 du 08 novembre 2019 portant création d'une Commission chargée de revisiter le Protocole d'Accord entre la DGI et la Direction Générale de Migration (DGM) ;
- 130.** Note de service n° 01/0158/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 15 novembre 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois d'octobre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma, arrêté au 18 février 2019 ;
- 131.** Note de service n° 01/0159/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 15 novembre 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois d'octobre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa, arrêté au 18 février 2019 ;
- 132.** Note de service n° 01/0160/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 15 novembre 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois d'octobre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani, arrêté au 18 février 2019 ;
- 133.** Note de service n° 01/0161/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 15 novembre 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables du mois d'octobre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi, arrêté au 18 février 2019 ;
- 134.** Note de service n° 01/0162/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 15 novembre 2019 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi, arrêté au 18 février 2019 ;

- 135.** Note de service n° 01/0163/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 15 novembre 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois d'octobre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Kasaï-Occidental, arrêté au 18 février 2019 ;
- 136.** Note de service n° 01/0164/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KE/2019 du 15 novembre 2019 portant publication de la liste additionnelle du mois d'octobre 2019 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la DPI/Bandundu, arrêté au 18 février 2019 ;
- 137.** Note de service n° 01/0165/DGI/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 15 novembre 2019 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 87/CAB/MIN/PLAN/2018 et n° 377/CAB/MIN/FIN/2018 du 31 décembre 2018 portant agrément du projet d'investissement de la Société GENERALE DES CARRIERES ET DES MINES « GECAMINES » SA ;
- 138.** Note de service n° 01/0166/DG/DLEG/MN/MG/2019 du 15 novembre 2019 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 72/CAB/MIN/PLAN/2019 et n° 177/CAB/MIN/FIN/2019 du 09 août 2019 portant agrément du projet d'investissement de la Société ORANGE RDC SA ;
- 139.** Note de service n° 01/0167/DGI/DG/DGBSG/D.INT/KK/2019 du 18 novembre 2019 portant inventaire des biens meubles et immeubles de la DGI ;
- 140.** Note de service n° 01/0168/DGI/DG/DRH/BNR/2019 du 25

novembre 2019 portant organisation d'une session de formation sur la négociation des conventions fiscales internationales ;

- 141.** Note de service n° 01/0171/DGI/DG/DRH/COMPE/ALB/2019 du 03 décembre 2019 portant organisation d'une session de formation de Vérificateurs Polyvalents ;
- 142.** Note de service n° 01/0172/DGI/DG/DRH/SEC/ANG/2019 du 05 décembre 2019 portant distribution des colis de vivres de fin d'année 2019 ;

### III.4. BUDGET DES RECETTES DE LA DGI POUR L'EXERCICE 2019

La Loi de finances n° 18/025 du 13 décembre 2018 pour l'exercice 2019 a assigné à la DGI des prévisions des recettes globales de **CDF 4.172.584.124.759,00**, éclatées comme suit :

- Prévisions des recettes hors TVA : **CDF 2.837.596.023.035,00**
- Prévisions des recettes TVA : **CDF 1.173.818.069.118,00**
- Prévisions IBP des Pétroliers producteurs : **CDF 161.170.032.606,00**

#### III.4.1. Mesures d'accompagnement du budget des recettes des impôts

Pour la réalisation des prévisions des recettes des Impôts en 2019, les principales mesures ci-après ont été préconisées :

##### a) Mesures législatives

- La déduction, des bénéfices réalisés au cours d'un exercice comptable, des pertes professionnelles de l'exercice comptable concerné et des exercices antérieurs ainsi que de l'impôt minimum payé en cas de résultats déficitaires à

- concurrence de 60 % du bénéfice fiscal avant leur imputation ;
- La réduction du délai de souscription de la déclaration comportant une documentation allégée sur le prix de transfert de 6 à 2 mois, à compter de l'échéance de dépôt de déclaration de l'IBP ;
  - La révision à la baisse du taux de l'impôt professionnel sur les bénéficiers et profits des personnes morales et physiques soumises au régime de droit commun de 35% à 30% ;
  - L'actualisation et la réduction du nombre des tranches du barème à taux progressifs applicable à l'impôt professionnel sur les rémunérations de 10 à 4 ;
  - La suppression de la disposition relative à l'imposition à la TVA de l'importation et de l'acquisition des équipements, matériels, réactifs et autres produits chimiques pendant l'exploitation minière ou pétrolière ;
  - L'institution d'un numéro TVA dont les modalités d'attribution sont déterminées par Arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions pour l'identification de toute personne assujettie à la TVA ;
  - L'exclusion du droit à déduction de la TVA reprise sur une facture émise en dehors des dispositifs électroniques fiscaux par les personnes soumises à l'obligation d'utiliser desdits dispositifs ;
  - L'institution d'une amende de 5.000.000,00 de Francs congolais à toute personne physique ou morale assujettie à la TVA, qui corrompt délibérément le fonctionnement du dispositif électronique fiscal. Cette amende est triplée en cas de récidive ;
  - La formalisation du droit de recherche reconnu aux agents de l'administration des Impôts ;
  - Le renforcement du dispositif relatif aux enquêtes fiscales en cas de dénonciation des fraudes fiscales ;
  - La modification des taux de pénalités d'assiette et de recouvrement.
- b) Mesures administratives**
- Le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale ;
  - L'intensification de la sensibilisation, du recensement et du recouvrement de l'impôt forfaitaire à charge des micro-entreprises au titre d'IBP en impliquant les Autorités des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) ;
  - Le recouvrement effectif de l'IPR sur l'ensemble de l'assiette imposable (émoluments, salaires, primes permanentes et non permanentes, collations et autres avantages) à charge des membres des Institutions Politiques (nationales et provinciales) et assimilés ainsi que des fonctionnaires et agents publics ;
  - L'application rigoureuse de la réglementation sur le numéro impôt par l'ensemble des services publics (Ministères, Etablissements et Organismes publics, Provinces, ETD, etc.) ;
  - L'intensification des contrôles mixtes DGDA-DGI sur l'origine des produits revendus sur le territoire national en luttant contre le phénomène prête-nom ;
  - L'intensification de la campagne de sensibilisation sur l'émission obligatoire de la facture par les assujettis à la TVA ;
  - L'identification des assujettis à la TVA par un numéro TVA dans le cadre de la mise en œuvre des dispositifs électroniques fiscaux ;

- La facturation et la collecte de la TVA sur les marchés publics financés par les Gouvernements Central et provinciaux ;
- L'application rigoureuse et le renforcement de mesures de recouvrement forcé à l'encontre des défaillants en paiement (Avis à tiers détenteurs, saisies mobilières et immobilières ainsi que les ventes qui en découlent, fermeture provisoire des établissements par l'apposition de scellés) ;
- La communication, par la Direction du Trésor et Ordonnancement (DTO) du Ministère des Finances, des informations relatives aux bénéficiaires de paiement au titre des marchés publics.

### III.4.2. Exécution du Budget des recettes des impôts

A la clôture de l'année 2019, les recettes globales de la DGI comptabilisées par la BCC et inscrites dans la Loi n° 20/018 du 24 décembre 2020 portant reddition des comptes de la Loi de Finances pour l'exercice 2019, se chiffrent à **CDF 4.089.726.733.220,76**. Elles sont réparties de la manière ci-après :

- Recettes hors TVA :  
**CDF 2.912.356.594.564,11**
- Recettes TVA :  
**CDF 1.055.667.040.302,84**
- Recettes IBP des Pétroliers producteurs :  
**CDF 121.703.098.353,81**

Par rapport aux prévisions budgétaires de l'année de **CDF 4.172.584.124.759,00**, Il se dégage un gap de **CDF 82.857.391.538,24**, soit un taux d'exécution de **98,01%**.

#### III.4.2.1. Exécution du Budget des recettes par nature d'impôt

Au regard des assignations budgétaires de l'exercice 2019, les réalisations de la DGI, par nature d'impôt, sont renseignées dans le tableau ci-dessous :



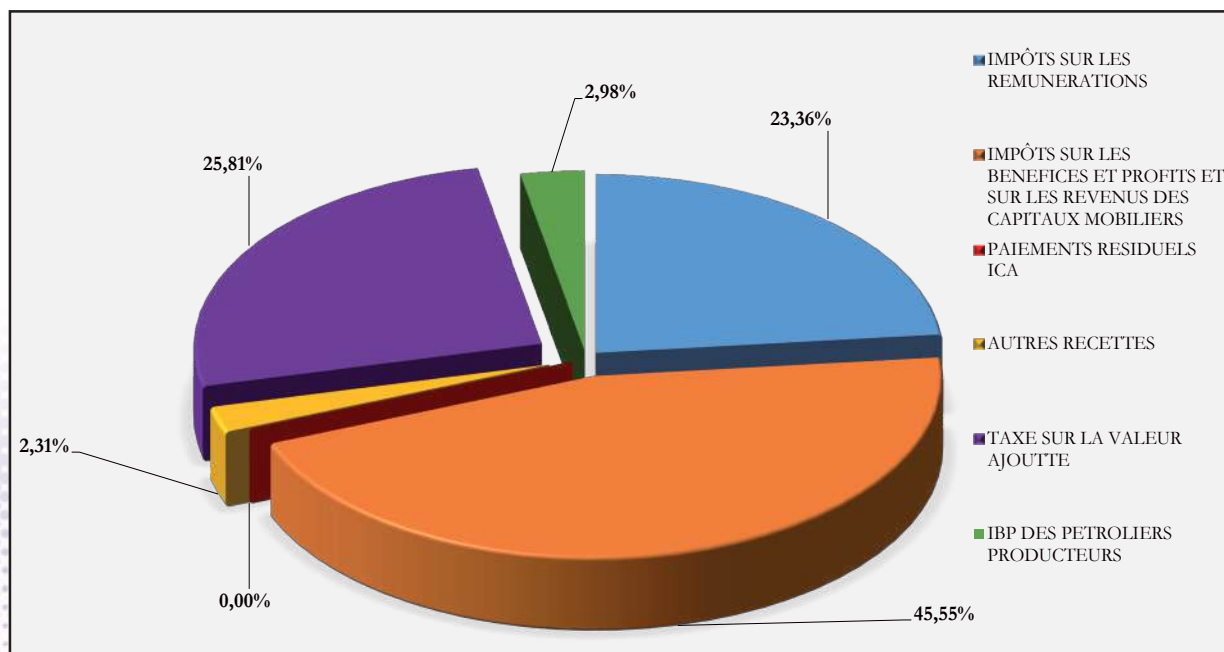
Palais du Peuple

N°	NATURE D'IMPOT	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUTION	TAUX DE PARTICIP.
<b>A</b>	<b>RECETTES HORS TVA</b>					
<b>I.</b>	<b>IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS</b>	<b>1 066 919 695 301,00</b>	<b>955 156 859 068,62</b>	<b>-111 762 836 232,38</b>	<b>89,52%</b>	<b>23,36%</b>
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	680 621 282 328,00	631 366 157 864,75	-49 255 124 463,25	92,76%	15,44%
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	22 326 920 621,00	27 224 466 289,06	4 897 545 668,06	121,94%	0,67%
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics					
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	9 390 224 023,00	8 854 975 601,00	-535 248 422,00	94,30%	0,22%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régies financières	38 010 445 833,00	18 093 550 221,88	-19 916 895 611,12	47,60%	0,44%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	211 070 730 534,00	148 489 359 058,01	-62 581 371 475,99	70,35%	3,63%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	105 500 091 962,00	121 128 350 033,92	15 628 258 071,92	114,81%	2,96%
<b>II.</b>	<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS</b>	<b>1 723 701 024 411,00</b>	<b>1 862 769 406 979,05</b>	<b>139 068 382 568,05</b>	<b>108,07%</b>	<b>45,55%</b>
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	1 520 735 741 926,00	1 603 429 501 510,53	82 693 759 584,53	105,44%	39,21%
	Impôt spécial sur les profits excédentaires		23 924 597 552,00			
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	19 276 494 404,00	6 747 497 813,51	-12 528 996 590,49	35,00%	0,16%
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises</i>	<i>10 276 494 404,00</i>	<i>5 809 131 321,22</i>	<i>-4 467 363 082,78</i>	<i>56,53%</i>	<i>0,14%</i>
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises</i>	<i>9 000 000 000,00</i>	<i>938 366 492,29</i>	<i>-8 061 633 507,71</i>	<i>10,43%</i>	<i>0,02%</i>
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	91 222 198 638,00	97 818 433 098,53	6 596 234 460,53	107,23%	2,39%
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	92 466 589 443,00	130 849 377 004,48	38 382 787 561,48	141,51%	3,20%
<b>III.</b>	<b>IMPÔTS &amp; TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES</b>		<b>14 241 458,82</b>	<b>14 241 458,82</b>	<b>100,00%</b>	<b>0,00%</b>
	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur		14 241 458,82	14 241 458,82	100,00%	0,00%
<b>IV.</b>	<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>46 975 303 323,00</b>	<b>94 416 087 057,62</b>	<b>47 440 783 734,62</b>	<b>200,99%</b>	<b>2,31%</b>
71 451 1	Immatriculation des véhicules	3 676 291 101,00	3 476 096 658,82	-200 194 442,18	94,55%	0,08%
74 233 9	Vente des imprimés	1 808 345 586,00	74 737 255,76	-1 733 608 330,24	4,13%	0,00%
71 181	Amendes et pénalités	41 490 666 636,00	90 865 253 143,04	49 374 586 507,04	219,00%	2,22%
	<b>SOUS-TOTAL HORS TVA</b>	<b>46 975 303 323,00</b>	<b>94 416 087 057,62</b>	<b>47 440 783 734,62</b>	<b>102,63%</b>	<b>71,21%</b>
<b>B.</b>	<b>RECETTES TVA</b>					
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE SUR DECLARATIONS	1 129 835 339 707,23	1 027 028 495 107,22	-102 806 844 600,01	90,90%	25,11%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE RECOUVRÉE SUR AMR A	43 982 729 410,77	28 638 545 195,62	-15 344 184 215,15	65,11%	0,70%
	<b>SOUS-TOTAL TVA</b>	<b>1 173 818 069 118,00</b>	<b>1 055 667 040 302,84</b>	<b>-118 151 028 815,16</b>	<b>89,93%</b>	<b>25,81%</b>
	<b>TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS</b>	<b>4 011 414 092 153,00</b>	<b>3 968 023 634 866,95</b>	<b>-43 390 457 286,05</b>	<b>98,92%</b>	<b>97,02%</b>
	<b>IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS</b>	<b>161 170 032 606,00</b>	<b>121 703 098 353,81</b>	<b>-39 466 934 252,19</b>	<b>75,51%</b>	<b>2,98%</b>
	<b>RECETTES GLOBALES</b>	<b>4 172 584 124 759,00</b>	<b>4 089 726 733 220,76</b>	<b>-82 857 391 538,24</b>	<b>98,01%</b>	<b>100,00%</b>

De manière agrégée, la situation se présente, par grandes masses d'impôts, dans le tableau ci-dessous :

GRANDES MASSES D'IMPOTS	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXEC.	TAUX DE PARTIC.
IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	1 066 919 695 301,00	955 156 859 068,62	-111 762 836 232,38	89,52%	23,36%
IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	1 723 701 024 411,00	1 862 769 406 979,05	139 068 382 568,05	108,07%	45,55%
PAIEMENTS RESIDUELS ICA	0,00	14 241 458,82	14 241 458,82	100,00%	0,00%
AUTRES RECETTES	46 975 303 323,00	94 416 087 057,62	47 440 783 734,62	200,99%	2,31%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	1 173 818 069 118,00	1 055 667 040 302,84	-118 151 028 815,16	89,93%	25,81%
IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	161 170 032 606,00	121 703 098 353,81	-39 466 934 252,19	75,51%	2,98%
<b>RECETTES GLOBALES</b>	<b>4 172 584 124 759,00</b>	<b>4 089 726 733 220,76</b>	<b>-82 857 391 538,24</b>	<b>98,01%</b>	<b>100,00%</b>

Graphiquement, la situation est représentée comme suit :



De la lecture des tableaux des recettes et graphique ci-dessus, il ressort les constats suivants :

- 1) les impôts directs, constitués d'une part de l'impôt sur les rémunérations et d'autre part de l'impôt sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux mobiliers, ont participé respectivement dans les recettes globales à hauteur de **23,36%** et **45,55%** ;
- 2) les impôts indirects, constitués de la TVA et des recettes résiduelles de l'ICA, sont intervenus à raison de **25,81%** ;
- 3) les autres recettes ont participé à hauteur de **2,31%** dans les recettes globales ;
- 4) l'IBP des Pétroliers producteurs intervient à hauteur de **2,98%** dans les réalisations globales de l'année.

En outre, il sied de signaler que sur les recettes TVA recouvrées en 2019 de **CDF 1.055.667.040.302,84**, **CDF 1.027.028.495.107,22** proviennent des déclarations autoliquidatives et **CDF 28.638.545.195,62** des AMR A.

Par ailleurs, les recettes compensatoires des entreprises minières et pétrolières de distribution incluses dans la situation globale ont été de l'ordre de **CDF 371.067.232.246,08**.

La situation des recettes globales est ventilée, par mois, dans le tableau ci-dessous :

MOIS	RECETTES HORS IBP PETROLIERS PRODUCTEURS	RECETTES COMPENSATOIRES	RECETTES IBP PETROLIERS PRODUCTEURS	RECETTES GLOBALES
Janvier	250 386 894 287,06	8 241 786 711,75	10 769 586 369,41	269 398 267 368,22
Février	192 470 832 658,44	14 479 461 376,46	8 642 325 284,51	215 592 619 319,41
Mars	225 133 941 441,34	11 848 301 024,39	7 731 958 687,85	244 714 201 153,58
Avril	738 306 118 922,62	131 445 332 259,71	26 369 996 903,12	896 121 448 085,45
Mai	170 203 939 311,35	38 138 424 626,33	10 026 558 563,42	218 368 922 501,10
Juin	194 199 723 415,34	20 729 311 241,63	5 293 376 167,95	220 222 410 824,92
Juillet	515 454 892 224,85	65 922 797 540,51	8 262 130 841,74	589 639 820 607,10
Août	209 823 019 908,42	16 330 222 277,75	13 262 363 011,90	239 415 605 198,07
Septembre	243 548 697 068,60	30 860 495 790,02	9 753 064 575,02	284 162 257 433,64
Octobre	220 373 829 730,13	6 739 176 811,55	4 400 082 306,16	231 513 088 847,84
Novembre	453 042 402 937,94	20 220 581 052,99	6 672 920 363,36	479 935 904 354,29
Décembre	184 012 110 714,78	6 111 341 532,99	10 518 735 279,37	200 642 187 527,14
<b>TOTAL</b>	<b>3 596 956 402 620,87</b>	<b>371 067 232 246,08</b>	<b>121 703 098 353,81</b>	<b>4 089 726 733 220,76</b>

### III.4.2.2. Exécution du Budget des recettes par Centre de perception

L'exécution des assignations budgétaires par Centre de perception est présentée dans le tableau suivant :

CENTRE DE PERCEPTION	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXEC.	TAUX DE PARTIC.
DGE	3 588 609 039 115,83	3 504 722 753 326,58	-83 886 285 789,25	97,66%	85,70%
DUI-K	196 001 679 602,72	168 513 555 285,65	-27 488 124 317,07	85,98%	4,12%
<b>S/TOTAL KINSHASA</b>	<b>3 784 610 718 718,55</b>	<b>3 673 236 308 612,23</b>	<b>-111 374 410 106,32</b>	<b>97,06%</b>	<b>89,82%</b>
DPI/BANDUNDU	2 029 808 027,01	1 309 001 208,21	-720 806 818,80	64,49%	0,03%
DPI/KONGO CENTRAL	33 024 129 308,74	38 010 900 723,18	4 986 771 414,44	115,10%	0,93%
DPI/EQUATEUR	1 647 397 280,14	1 157 776 494,29	-489 620 785,85	70,28%	0,03%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	1 963 923 527,58	1 596 454 584,42	-367 468 943,16	81,29%	0,04%
DPI/KASAI-ORIENTAL	6 778 229 637,52	9 402 021 785,38	2 623 792 147,86	138,71%	0,23%
DPI/KATANGA	248 722 850 094,63	276 034 330 189,35	27 311 480 094,72	110,98%	6,75%
DPI/MANIEMA	2 021 471 237,46	1 686 206 678,43	-335 264 559,03	83,41%	0,04%
DPI/NORD-KIVU	31 517 345 386,30	33 097 981 308,44	1 580 635 922,14	105,02%	0,81%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	40 880 309 631,71	37 188 780 675,25	-3 691 528 956,46	90,97%	0,91%
DPI/SUD-KIVU	19 387 941 909,36	17 006 970 961,58	-2 380 970 947,78	87,72%	0,42%
<b>S/TOTAL DPI</b>	<b>387 973 406 040,45</b>	<b>416 490 424 608,53</b>	<b>28 517 018 568,08</b>	<b>107,35%</b>	<b>10,18%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 172 584 124 759,00</b>	<b>4 089 726 733 220,76</b>	<b>-82 857 391 538,24</b>	<b>98,01%</b>	<b>100,00%</b>

NB : les prévisions (**CDF 161.170.032.606,00**) et les recettes (**CDF 121.703.098.353,81**) au titre d'IBP des Pétroliers producteurs sont intégrées dans les statistiques de la DGE, structure qui prend en charge la gestion des assujettis à cet impôt.

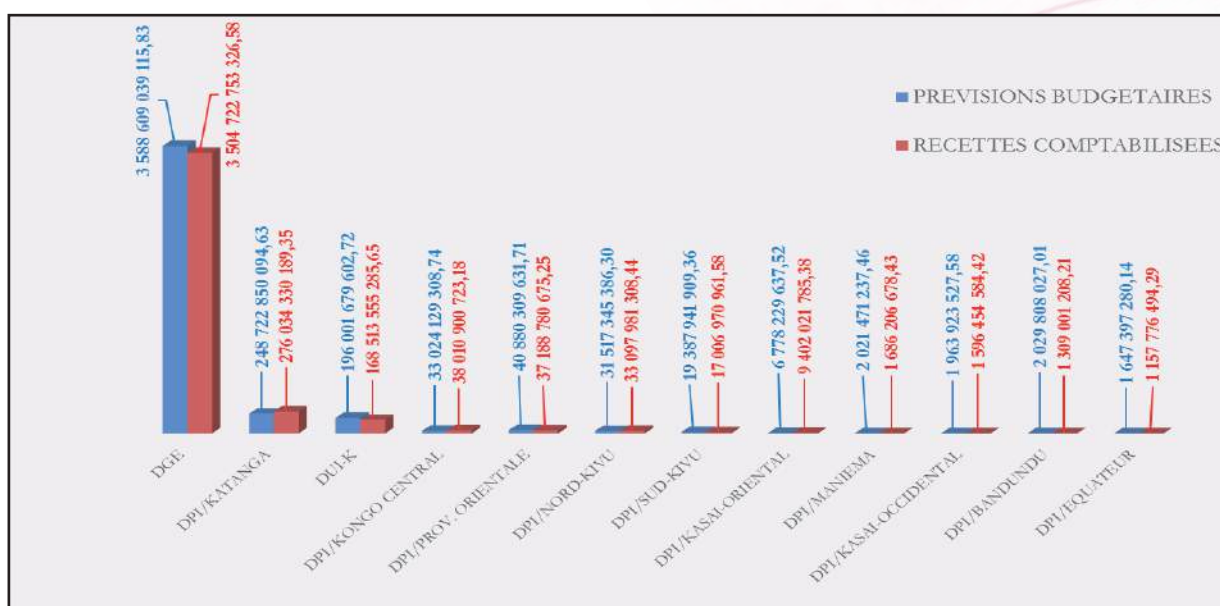
Il ressort du tableau de l'exécution du budget des recettes par centre de perception ci-dessus que quatre (04) Services ont dépassé leurs assignations budgétaires de l'année 2019. Il s'agit des DPI du KASAI-ORIENTAL, du KONGO CENTRAL, du KATANGA et du NORD-KIVU, avec des taux d'exécution respectifs de **138,71%**, **115,10%**, **110,98%** et **105,02%**.

Par contre, deux (02) Services ont atteint le plancher minimal de 90% exigé suivant les instructions contenues dans la lettre n° CAB/MIN/FINANCES/CMR/NGMI/2018/974 du 15 mars 2018 de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances en l'occurrence la DGE et la DPI/PROVINCE ORIENTALE, avec des taux d'exécution respectifs de **97,66%** et de **90,97%**.

Aussi, six (06) Services restant sont-ils en deçà dudit plancher.

En outre, ce tableau révèle que la DGE a participé aux recettes globales de la DGI à hauteur de **85,70 %**, suivie de la DPI Katanga avec **6,75 %** et de la DUI-K avec **4,12 %**. Les autres DPI ont participé globalement à hauteur de **3,43 %** des recettes totales.

Suivant l'importance du taux de participation dans les recettes globales, la situation est représentée graphiquement de la manière suivante :



### III.4.2.3. Justification du niveau d'exécution du Budget des recettes des Impôts

Les recettes globales réalisées par la DGI à fin 2019 s'élèvent à **CDF 4.089.726.733.220,76** contre les prévisions de **CDF 4.172.584.124.759,00**, dégageant ainsi un taux d'exécution de **98,01%**.

De ce niveau d'exécution, il convient de relever le bon comportement des certaines lignes budgétaires à l'occurrence :

- 1) l'IPR sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques : les recettes sont de **CDF 27.224.466.289,06** contre les prévisions de **CDF 22.326.920.621,04**, dégageant ainsi un taux d'exécution de **121,94%**. Ce bon résultat fait suite à la mise en application de la Circulaire interministérielle n° 001/CAB/VPM-MIN/BUDGET/2014 et n° CAB/MIN/FINANCES/2014/05 du 07 mai 2014 relative aux modalités de retenue et de reversement de l'IPR sur les primes, collations et autres avantages payés aux fonctionnaires et agents publics ainsi qu'aux membres des Institutions nationales et provinciales et des cabinets politiques ;

- 2) l'Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations versées aux Expatriés : les recettes comptabilisées de **CDF 121.128.350.033,92** dégagent un taux d'exécution de **114,81%** par rapport aux prévisions budgétaires de **CDF 105.500.091.962,00** consécutivement à un encadrement efficace des échéances de paiement et à la mise en œuvre du Code minier révisé, qui ramène le taux d'imposition à **12,5%** ou **25%** selon le cas ;
- 3) l'Impôt sur les Bénéfices et Profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production avec un taux d'exécution de **105,44%** issu du rapport entre les recettes de **CDF 1.603.429.501.510,53** et les prévisions de **CDF 1.520.735.741.926,00** et résultant du suivi efficace des échéances de paiement tant des acomptes provisionnels que du solde de l'IBP ;
- 4) l'Impôt Spécial sur le Profit Excédentaire : les recettes captées pour cette nature d'impôt, pour laquelle il n'y a pas eu de prévisions préalables car nouvellement créée par le Code minier révisé en 2018, sont de **CDF 23.924.597.552,00** et proviennent essentiellement des paiements effectués par les entreprises **MUTANDA MINING** et **TFM** ;
- 5) l'Impôt professionnel sur les prestations de services des non-résidents : les recettes sont de **CDF 97.818.433.098,53**. Contre les prévisions de **CDF 91.222.198.638,00**, elles dégagent un taux d'exécution de **107,23%** ;
- 6) l'Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers : contre les prévisions de **CDF 92.466.589.443,00**, les recettes sont de **CDF 130.849.377.004,48** dégagant ainsi un taux d'exécution de **141,51%**. Ces recettes sont constituées entre autre des paiements effectués

par les entreprises ayant procédé à la distribution significative des dividendes. Il s'agit notamment de :

- **VODACOM CONGO** avec un montant de **CDF 12.277.999.678,88** payé au mois de janvier 2019
  - **BYRNECUT UNDERGROUNG CONGO** qui a payé un montant de **CDF 3.497.990.078,83** au mois de juin 2019
  - **ORANGE RDC S.A.** avec un montant de **CDF 2.549.916.807,79** payé au mois de juillet 2019
  - **LA MINIERE DE KALUMBWE MYUNGA** qui a effectué les paiements de **CDF 2.480.624.650,00** au mois de septembre 2019 et de **CDF 2.369.288.249,44** au mois de décembre 2019 ;
- 7) les Amendes et pénalités : les actions menées par les services opérationnels au cours de l'année 2019 ont abouti à la mobilisation des recettes de **CDF 90.865.253.143,04** au titre d'amendes et pénalités. Contre les prévisions de **CDF 41.490.666.636,00**, le taux d'exécution est de **219,00%**.

D'autres lignes budgétaires accusent par contre des contre-performances qui s'expliquent par les effets exogènes aux efforts de service. On peut citer :

- 1) l'IBP des entreprises de petite taille dont les recettes affichent un taux d'exécution de **35,00%** par rapport aux prévisions budgétaires et peine encore à s'accommoder à la réalité observée sur terrain suite entre autres à l'absence des protocoles d'accord de collaboration avec les ETD, à commencer par Hôtel de ville de Kinshasa, pour l'instauration des guichets uniques de déclaration et de paiement de l'impôt sur les bénéfices et profits à charge des micro-entreprises

et de la patente, voie par excellence pouvant permettre la bonne maîtrise du répertoire réel des assujettis ;

- 2) la vente des imprimés qui affiche le taux d'exécution le plus bas de la série avec **4,13%**, constitue une rubrique dont le volume de transactions ne peut être boosté par l'Administration.

### III.4.3. Suivi des paiements issus des ressources naturelles

Les secteurs des ressources naturelles (Mines, Hydrocarbures et Forêts) ont contribué à hauteur de **CDF 2.297.264.103.149,77**. Par rapport aux recettes globales de la DGI de l'ordre de **CDF 4.089.726.733.220,76**, la participation des secteurs des ressources naturelles atteint un taux de **56,17%**.

Les détails de ces paiements, par nature d'impôt, se présentent comme suit :

NATURE D'IMPOT	SECTEURS			CUMUL
	MINES	HYDROCARBURES	FORÊTS	
IBP	1 308 557 486 994,23	121 703 098 353,81	413 489 789,24	1 430 674 075 137,28
IMPÔT SPECIAL SUR LES PROFITS EXCEDENTAIRES	23 924 597 551,99			23 924 597 551,99
IPPNR	27 418 812 315,86			27 418 812 315,86
IM	35 463 928 861,52			35 463 928 861,52
IPR/NATIONAUX	290 712 446 162,18	4 529 336 248,22	55 634 783,10	295 297 417 193,50
IPR/EXPATRIES	118 711 284 657,47	727 652 636,20	16 913 623,77	119 455 850 917,44
IERE	94 845 341 445,54		18 570 350,63	94 863 911 796,17
TVA	211 987 677 663,89		32 267 895,88	212 019 945 559,77
IMPRIMES	678 673,00			678 673,00
PENALITES	58 126 307 610,33		18 577 532,91	58 144 885 143,24
<b>TOTAL</b>	<b>2 169 748 561 936,01</b>	<b>126 960 087 238,23</b>	<b>555 453 975,53</b>	<b>2 297 264 103 149,77</b>
<b>TAUX DE PARTICIPATIONS SUR LES RECETTES GLOBALES</b>	<b>53,05%</b>	<b>3,10%</b>	<b>0,01%</b>	<b>56,17%</b>

### III.4.4. Suivi des statistiques des Pétroliers producteurs

Les statistiques des Pétroliers producteurs se présentent, par entreprise, de la manière ci-dessous :

REPERTOIRE		PRODUCTION EN BARIL	EXPORTATION EN BARIL	VENTES EN USD	PAIEMENTS EFFECTUES EN CDF	PRIX MOYEN DU BARIL
ON SHORE	1. LIREX	1 383 912,71	1 385 000,00	88 496 975,00	29 170 926 837,95	60,07
	2. PERENCO-REP	1 660 698,29	1 665 000,00	106 322 940,00	31 511 021 773,91	60,07
TOTAL ON SHORE		3 044 611,00	3 050 000,00	194 819 915,00	60 681 948 611,86	
OFF SHORE	1. MIOC	2 558 033,00	2 479 163,00	157 961 592,84	29 399 102 634,18	64,08
	2. TEIKOKU	1 651 466,11	1 610 000,00	103 309 625,00	18 302 416 467,17	64,08
	3. PERENCO-ODS	906 566,89	885 000,00	57 793 345,00	13 319 630 640,60	64,08
TOTAL OFF SHORE		5 116 066,00	4 974 163,00	319 064 562,84	61 021 149 741,95	
TOTAL GENERAL		8 160 677,00	8 024 163,00	513 884 477,84	121 703 098 353,81	

Au cours de l'année 2019, le prix du baril s'est situé dans l'intervalle de **USD 57,03** à **USD 60,00** pour la production du pétrole on shore tandis que celui de la production off shore s'est placé dans l'intervalle de **USD 54,06** à **USD 66,25**.

Au cours de la période sous revue, la DGI a enregistré les paiements de **CDF 121.703.098.353,81** au titre d'IBP des Pétroliers producteurs contre les prévisions budgétaires de **CDF 161.170.032.606,000**, représentant ainsi un taux d'exécution de **75,51%**. Par rapport aux recettes enregistrées en 2018 de l'ordre de **CDF 106.245.420.652,99** il se dégage un taux de progression de **14,55%**.



### III.4.5. Suivi de remboursements des crédits de TVA

La DGI a enregistré **273** demandes de remboursement de crédit TVA au cours de l'année 2019 pour une valeur de **CDF 699.518.437.857,87**. Du traitement effectué pendant l'année 2019, l'Administration fiscale a accordé, au titre de remboursement de crédit TVA des demandes antérieures, un montant total de **CDF 442.437.958.518,54**, tel que renseigné dans le tableau ci-dessous :

PERIODE	DEMANDES EXPRIMEES		REMBOURSEMENTS ACCORDES (en CDF)
	NBRE	VALEUR (en CDF)	
Janvier	23	41 720 902 534,28	3 377 646 500,00
Février	25	58 803 324 695,89	32 310 865 822,18
Mars	23	49 562 324 545,61	
Avril	21	53 943 811 027,57	35 251 871 782,51
Mai	25	67 884 382 384,97	
Juin	22	51 520 897 338,86	62 805 349 673,91
Juillet	23	54 358 451 768,45	82 991 334 741,25
Août	27	65 072 797 297,23	49 325 111 595,58
Septembre	21	51 752 753 949,61	96 922 584 792,29
Octobre	18	40 872 854 434,18	79 453 193 610,82
Novembre	21	45 628 647 047,70	
Décembre	24	118 397 290 833,52	
<b>TOTAL</b>	<b>273</b>	<b>699 518 437 857,87</b>	<b>442 437 958 518,54</b>

A l'issue des travaux relatifs aux éléments de réponse de la DGI au questionnaire de la Mission du Département Afrique du FMI effectuée du 26 août au 03 septembre 2020, tels que communiqués par lettre n° 01/2417/DGI/DG/DESCOM/NB/2020 du 24 août 2020, les arriérés de crédit de TVA arrêtés à la clôture de l'année 2019 sont de **CDF 1.873.400.754.990,35**.

### III.5. MISSIONS D'ASSIETTE

Les missions d'assiette reprennent respectivement :

- L'attribution du numéro impôt ;
- La tenue et la mise à jour des répertoires ;
- Le suivi des déclarations souscrites par les contribuables ;
- Le suivi des opérations de contrôle fiscal.

#### III.5.1. Attribution du Numéro Impôt

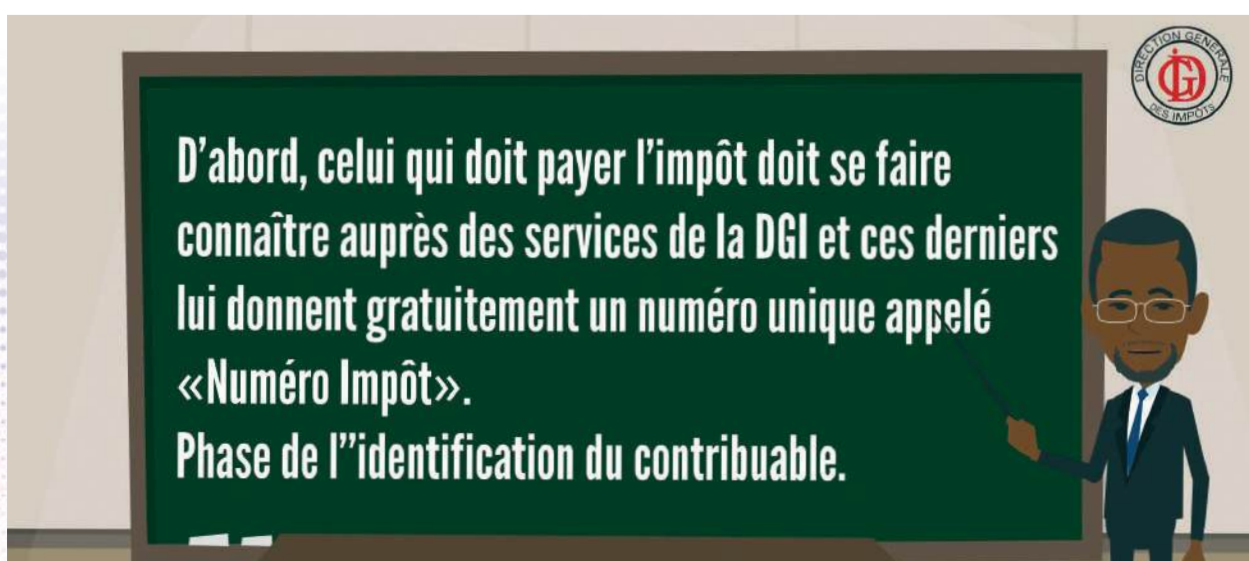
Institué par Décret n° 03/012 du 18 juillet 2003, le Numéro Impôt sert à l'identification des contribuables. Il est le seul identifiant de toute personne physique ou morale, redevable d'impôt et autres droits dus à l'Etat. Il répond au triple souci de :

- maîtriser les répertoires généraux des contribuables et assujettis de tous les Services opérationnels ;
- faciliter le recoupement d'informations à caractère fiscal entre différentes Administrations ;
- élargir l'assiette fiscale.

En matière d'attribution du NIF, l'option levée par la DGI consiste en la mise en service des postes déconcentrés de saisie des fiches d'identification des contribuables dans les chefs-lieux de toutes les provinces. Toutefois, à fin 2019, cet objectif n'a pas pu être concrétisé dans la mesure où les trois postes déconcentrés de saisie installés respectivement à la DUI-K, à la DPI/KATANGA ainsi qu'à la DPI/KONGO CENTRAL et antérieurement connectés au réseau central, ont été les seuls opérationnels.

Au cours de l'année 2019, **24.461** Numéros Impôt ont été attribués, tels que détaillés, par forme juridique, dans le tableau ci-après :

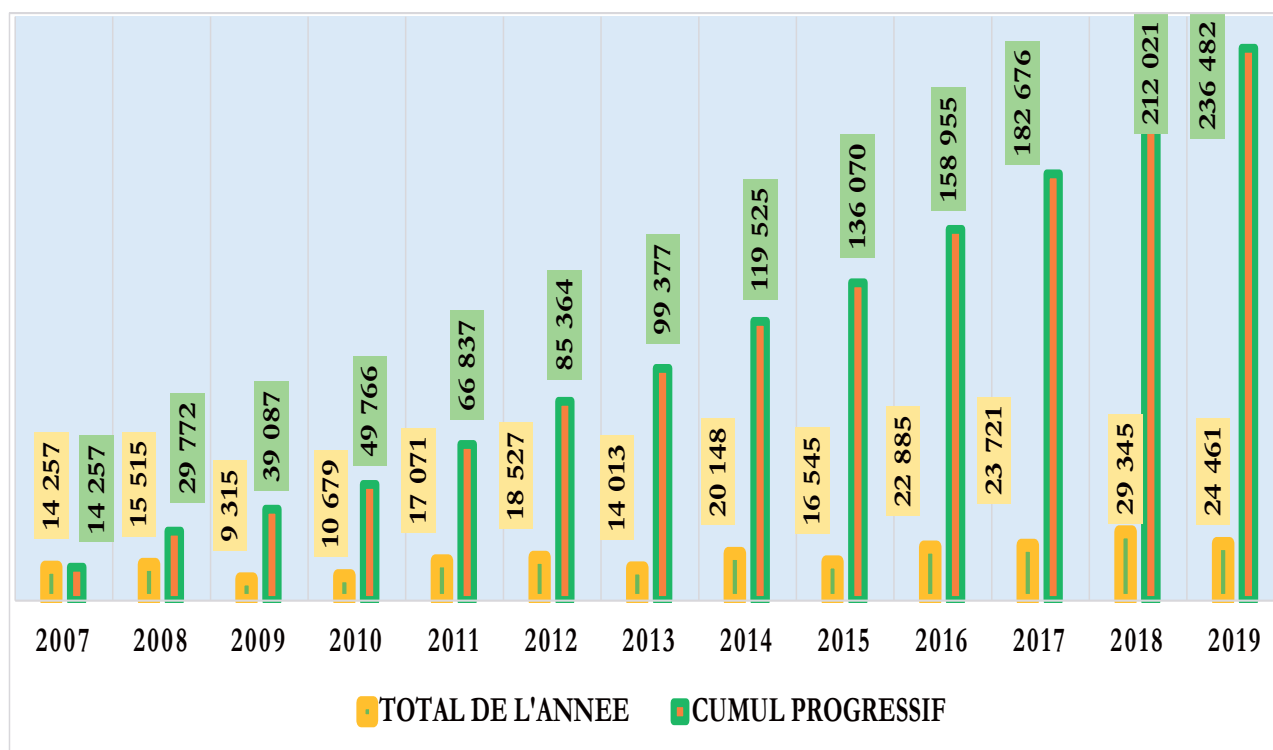
PP	PM	ASBL	TOTAL
19 156	4 553	752	24 461



Depuis le début de l'opération en 2007, l'attribution du numéro impôt a évolué jusqu'à fin 2019, de la manière ci-après :

ANNEE D'ATTRIBUT°	PP	PM	ASBL	TOTAL DE L'ANNEE	CUMUL PROGRESSIF
2007	12 336	1 415	506	14 257	14 257
2008	13 905	1 103	507	15 515	29 772
2009	8 050	929	336	9 315	39 087
2010	9596	750	333	10 679	49 766
2011	15 100	1 072	899	17 071	66 837
2012	15 738	1 771	1 018	18 527	85 364
2013	11 716	1 617	680	14 013	99 377
2014	17 519	2 052	577	20 148	119 525
2015	15 607	357	581	16 545	136 070
2016	19 245	2 923	717	22 885	158 955
2017	20 028	2 952	741	23 721	182 676
2018	24 505	3 931	909	29 345	212 021
2019	19 156	4 553	752	24 461	236 482

La situation de l'évolution d'attribution du NIF de 2007 à 2019 est représentée graphiquement de la manière ci-après :



### III.5.2. Tenue et mise à jour des répertoires

Les répertoires des contribuables gérés par les Services de la DGI, mis à jour au 31 décembre 2019, sont présentés d'une part en répertoires généraux et d'autre part en répertoires sectoriels.

#### III.5.2.1. Répertoires généraux des Services opérationnels

Les répertoires généraux des Services opérationnels sont communiqués par état d'activités et par forme juridique.

##### III.5.2.1.1. Répertoire des services par état d'activités

Conformément à la Note de service n° 01/0168/DGI/DG/DIRAF/DLEG/2017 du 03 octobre 2017 portant instructions relatives à la gestion des répertoires des contribuables des Services réformés, les contribuables actifs sont répertoriés dans un fichier reprenant lesdits contribuables répartis suivant les trois états ci-après, au regard de l'exercice de leurs activités : en activité, en cessation d'activité et en liquidation.

A fin 2019, le répertoire des Services réformés par état d'activités ainsi que celui des CIS se présentent comme suit :

SERVICE	SERVICES REFORMES				CIS	TOTAL GENERAL
	EN ACTIVITE	EN CESSATION D'ACTIVITE	EN LIQUIDATION	TOTAL		
DGE	519	21	5	545		545
DUI-K	3 448	912	279	4 639	19 037	23 676
DPI/BANDUNDU	179	46	0	225	1 861	2 086
DPI/KONGO CENTRAL	586	360	10	956	3 369	4 325
DPI/EQUATEUR	178	2	0	180	2 963	3 143
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	208	17	0	225	3 456	3 681
DPI/KASAI-ORIENTAL	201	138	1	340	3 300	3 640
DPI/KATANGA	1 772	30	12	1 814	7 859	9 673
DPI/MANIEMA	115	32	1	148	3 137	3 285
DPI/NORD-KIVU	654	153	0	807	12 336	13 143
DPI/PROVINCE ORIENTALE	523	370	0	893	9 704	10 597
DPI/SUD-KIVU	631	19	0	650	5 037	5 687
<b>TOTAL</b>	<b>9 014</b>	<b>2 100</b>	<b>308</b>	<b>11 422</b>	<b>72 059</b>	<b>83 481</b>

### III.5.2.1.2. Répertoire des services par forme juridique

A fin 2019, le répertoire des Services réformés par forme juridique se présente de la manière ci-après :

SERVICE	PERSONNE MORALE	PERSONNE PHYSIQUE	ONG & ASBL	TOTAL
DGE	485	7	53	545
CDI/KINSHASA	3 005	1 351	283	4 639
CDI/LUBUMBASHI	1 370	376	68	1 814
CDI/GOMA	251	310	246	807
CDI/MATADI	186	531	239	956
CDI/KISANGANI	391	322	180	893
SMM BANDUNDU	58	117	50	225
SMM EQUATEUR	131	42	6	180
SMM KASAI-OCCIDENTAL	22	82	121	225
SMM KASAI-ORIENTAL	92	168	80	340
SMM MANIEMA	43	71	34	148
SMM SUD-KIVU	141	237	272	650
<b>TOTAL</b>	<b>6 175</b>	<b>3 614</b>	<b>1 633</b>	<b>11 422</b>

### III.5.2.2. Répertoires sectoriels des Services opérationnels

En fonction des assujettissements opérés partant de leurs répertoires généraux, les Services opérationnels ont confectionné des répertoires sectoriels par nature d'impôt en vue d'assurer le suivi du respect des obligations déclaratives (notamment la délivrance des récépissés de dépôt de déclaration, l'émission des mises en demeure de déclarer, la taxation d'office pour absence de déclaration à l'échéance).

A fin 2019, les répertoires sectoriels, par nature d'impôt, des Services réformés ainsi que des CIS sont présentés dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	SERVICES REFORMES						CIS	
	IBP/GRANDES ENTREPRISES	IBP/MOYENNES ENTREPRISES	IMPOT MOBILIER	IPR/NATIONAUX	IERE	TVA	IBP/PETITES ENTREPRISES	IBP/MICRO- ENTREPRISES
DGE	550			545		470		
DUI-K		2 747		4 639		2 721	6 841	12 196
DPI/BANDUNDU		141	7	225	15	104	571	1 290
DPI/KONGO CENTRAL		351		956	53	367	1 331	2 038
DPI/EQUATEUR		222		180	26	218	1 244	1 719
DPI/KASAI-OCCIDENTAL		77		225	19	79	1 965	1 491
DPI/KASAI-ORIENTAL		84	3	340	13	64	1 263	2 037
DPI/KATANGA		1 717	2	1 814		1 644	5 808	2 051
DPI/MANIEMA		46	8	148	9	50	951	2 186
DPI/NORD-KIVU		365	125	807	55	378	4 915	7 421
DPI/PROV. ORIENTALE		681	219	893	15	224	4 617	5 087
DPI/SUD-KIVU		291	6	650	27	308	2 058	2 979
<b>TOTAL</b>	<b>550</b>	<b>6 722</b>	<b>370</b>	<b>11 422</b>	<b>232</b>	<b>6 627</b>	<b>31 564</b>	<b>40 495</b>

NB : les données de l'IERE de la DGE, du CDI/Kinshasa et du CDI/Lubumbashi sont comprises dans celles de l'IPR.

### III.5.3. Suivi des déclarations souscrites en 2019

Cette section reprend la situation des déclarations annuelles souscrites par les grandes et moyennes entreprises ainsi que par les entreprises de petite taille (petites entreprises et micro- entreprises) à l'échéance du 30 avril 2019 au titre d'IBP.

Elle renseigne également la situation des déclarations mensuelles souscrites par les assujettis en matière d'IPR, d'IERE et de TVA.

## Systeme déclaratif :

**Le contribuable souscrit librement sa déclaration que l'on croit sincère et exacte et qu'il devra justifier lors du contrôle fiscal éventuel par l'Administration fiscale.**



### III.5.3.1. Situation des déclarations IBP des grandes et moyennes entreprises

Au 31 décembre 2019, la situation des déclarations IBP 2019/2018 souscrites à l'échéance du 30 avril 2019 par les grandes et moyennes entreprises gérées par la DGE ainsi que les CDI et les SMM, se présente de la manière suivante :

N°	SERVICES REFORMES	NBR D'ASSUJETTIS	NBR DECL. RENTREES	NBR DEFILLANTS	TAX DE DEFILLANCE	MED DEPOSES	DECL. SUITE AUX MED	NBR DEF. CORRIGE	TAX DE DEF. CORRIGE	CHIFFRE D'AFFAIRES DECLARE	BENEFICE DECLARE	PERTE DECLAREE	IBP DECLARE	ACOMPTES VERSES	SOLDE DU	SOLDE PAYE	TROP VERSE	TIO		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE		
																		Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	
1	DGE	550	431	119	22%	10	12	107	19%	35 000 058 372 025,30	5831703333255,77	2 442 318 896 551,25	1878421067470	992 411 564 064,62	606 570 356 493,69			5	2 123 244 932,23			7	1 475 317 630,41	
2	CDI/ KINSHASA	2 747	1 095	1 652	60%	970		1652	60%	1 751 003 070 591,25	512 733 529 575,32		5 480 496 431,61	12 634 219 920,44	5 657 887 047,41			261	9 662 188 300,00			261	9 662 188 300,00	
3	CDI/ LEKUMBASHI	1 717	722	995	58%	322	45	950	55%	3 780 874 226 542,56	152 358 043 923,51	754 914 064 013,07	258 939 930 279,03	23 927 330 119,40	15 676 103 622,70	15 676 103 622,70			365	3 178 311 031,00	7	125 675 444,00	330	2 823 503 414,50
4	CDI/GOMA	365	346	19	5%	19	10	9	2%	281 528 539 689,97	14 237 400 738,59	16 216 679 659,01	3 918 713 865,24	2 194 160 356,23	1 724 553 508,78	1 724 912 954,89	359 446,11	9	81 102 593,81			9	81 102 593,81	
5	CDI/MATADI	351	144	207	59%	57	14	193	55%	198 728 353 426,00	40 887 107 645,76	8 446 524 630,19	13 039 854 939,50	204 776 998,43	280 086 625,07	285 170 214,00			56	218 391 467,10	15	6 957 828,11	26	70 759 216,09
6	CDI/ KISANGANI	681	341	340	50%	212	27	313	46%	170 175 348 661,63	69 385 597,00	9 568 634 929,00	3 954 030 577,35		2 749 522 182,90	2 231 344 805,61			23	7 898 350 506,52			16	70 759 216,09
7	SMM BANDUNDU	141	61	80	57%	157	22	58	41%	170 129 348 661,63	12 267 520 786,64	3 037 898 095,00	3 954 030 577,45	1 204 808 394,45		31 187 016,54			58	6 151 080 886,00	25	543 158 690,00	2	30 271 687,00
8	SMM EQUATEUR	222	32	190	86%	10		190	86%	4 854 345 791,83	100 904 529,51	1 001 513 240,68	61 109 850,80	28 649 840,66	102 826 954,56	52 069 944,81			10	56 088 000,00			10	56 088 000,00
9	SMM KASAI OCCIDENTAL	77	38	39	51%	33	7	32	42%	2 961 037 426,00	150 439 961,00	14 467 969,00	91 229 342,00	70 013 831,00	21 215 511,00	21 215 511,00			26	64 733 000,00			26	64 733 000,00
10	SMM KASAI ORIENTAL	84	64	20	24%	8	4	16	19%	131 152 076 300,00	3 877 216 768,00	11 879 082 628,00	1 163 165 030,00	1 049 789 375,00	2 904 252 924,00	2 904 252 924,00			3	21 971 845,00			3	21 971 845,00
11	SMM MANIEMA	46	33	13	28%	13	8	5	11%	11 519 645 757,60	73 574 747,00	9 568 634 929,24	123 795 620,26	559 045 952,00	81 258 083,00	80 553 083,00			7	29 339 960,00	8	2 510 600,00	6	27 839 948,00
12	SMM SUD- KIVU	291	179	112	38%	42	13	99	34%	35 233 759 283,23	827 114 818,59	4 344 394 530,62	453 972 754,34	518 731 003,94	64 758 249,60	303 142 235,81			28	1 222 302 399,40			16	1 029 239 698,26
<b>TOTAL</b>		<b>7 272</b>	<b>3 486</b>	<b>3 786</b>	<b>52%</b>	<b>1853</b>	<b>162</b>	<b>3 624</b>	<b>50%</b>	<b>41 538 218 124 157,00</b>	<b>6 569 285 632 346,69</b>	<b>3 261 310 591 175,06</b>	<b>2 109 601 396 737,58</b>	<b>1 036 007 298 250,62</b>	<b>23 604 577 661,61</b>	<b>63 458 195 853,46</b>	<b>359 446,11</b>	<b>851</b>	<b>30 707 104 983,06</b>	<b>55</b>	<b>678 302 562,11</b>	<b>712</b>	<b>22 021 633 906,59</b>	

**III.5.3.2. Situation des déclarations IBP des petites entreprises**

A fin décembre 2019, la situation des déclarations IBP souscrites à l'échéance du 30 avril 2019 par les petites entreprises relevant de la gestion des CIS, est indiquée dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	NBR ASSUJETTIS	NBR DECL. RENTREES	DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAILL.	MED	CA DECLARE	IBP DECLARE	ACOMPTES VERSES	SOLDE PAYE	T.O		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
										NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DUI-K	6 841	3 051	3 790	55%		106 171 375 167,82	1 481 334 135,14	715 843 771,11	661 904 129,93						
DPI/KATANGA	5 808	1 024	4 784	82%		38 342 571 286,00	647 811 687,81	154 828 675,00	309 612 613,20						
DPI/NORD-KIVU	4 915	2 326	2 589	53%	1 919	34 144 563 107,93	388 132 309,36	218 769 751,43	109 362 557,93	42	3 368 676 221,00	22	2 692 497,50	64	3 371 368 718,50
DPI/KONGO CENTRAL	1 331	688	643	48%		11 180 496 573,00	174 745 699,00	109 183 454,00	52 183 172,00	165	53 163 246,00			78	20 286 375,00
DPI/BANDUNDU	571	396	175	31%		2 030 178 000,00	20 301 780,00		20 301 780,00						
DPI/EQUATEUR	1 244	522	722	58%		6 320 585 634,00	82 548 764,00	52 362 630,00	34 162 092,00	48	17 484 656,00	8	979 090,00	42	12 742 000,00
DPI/KASAI- OCCIDENTAL	1 965	481	1 484	76%	196	1 986 426 000,00	177 341 171,00	95 292 963,00	82 048 208,00	163	45 501 850,00			163	45 501 850,00
DPI/KASAI-ORIENTAL	1 263	618	645	51%		11 671 404 000,00	92 463 271,00	53 043 104,00	39 390 187,00	514	71 298 667,00			514	71 298 667,00
DPI/MANIEMA	951	526	425	45%	375	6 161 404 827,00	76 565 982,39	43 826 552,89	27 563 229,77	196	54 214 563,22	90	4 800 000,00	286	59 014 563,22
DPI/PROVINCE ORIENTALE	4 617	2 416	2 201	48%	1 645	47 539 679 986,00	274 355 708,00	261 107 513,00	602 488 089,00	1 241	103 297 206,79			1 146	89 996 333,19
DPI/SUD-KIVU	2 058	1 381	677	33%	502	18 048 372 808,00	196 177 965,38	138 433 583,58	79 168 780,80	259	131 292 143,13	4	307 500,00	76	34 931 088,00
<b>TOTAL</b>	<b>31 564</b>	<b>13 429</b>	<b>18 135</b>	<b>57%</b>	<b>4 637</b>	<b>283 597 057 389,75</b>	<b>3 611 748 473,08</b>	<b>1 842 691 098,01</b>	<b>2 138 184 839,63</b>	<b>2 628</b>	<b>3 844 928 553,14</b>	<b>124</b>	<b>8 779 087,50</b>	<b>2 369</b>	<b>3 705 139 594,91</b>

### III.5.3.3. Situation des déclarations IBP des micro-entreprises

Au 31 décembre 2019, la situation des déclarations IBP souscrites à l'échéance du 30 avril 2019 par les micro-entreprises gérées également par les CIS, se présente comme suit :

SERVICE	NBRE ASSUJETTIS	NBRE DECL. RENTREES	DEFALLANTS	TAUX DE DEFALL.	IMPOT GLOBAL ATTENDU	IBP PAYE	T.O		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
							NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DUI-K	12 196	3 502	8 694	71%	609 800 000,00	174 788 500,00	531	34 887 000,00	499	32 425 000,00		
DPI/KATANGA	2 051	647	1 404	68%	102 550 000,00	32 405 000,00						
DPI/NORD-KIVU	7 421	5 078	2 343	32%	371 050 000,00	168 210 000,00	987	59 220 000,00	145	9 487 089,00	1 132	68 707 089,00
DPI/KONGO CENTRAL	2 038	706	1 332	65%	101 900 000,00	30 021 000,00	708	53 605 900,00			200	17 189 900,00
DPI/BANDUNDU	1 290	662	628	49%	64 500 000,00	19 643 500,00	155	11 788 500,00			155	11 788 500,00
DPI/EQUATEUR	1 719	784	935	54%	85 950 000,00	13 276 750,00	242	23 614 018,00			242	23 614 018,00
DPI/KASAI- OCCIDENTAL	1 491	912	579	39%	74 550 000,00	22 544 170,00	384	27 175 000,00			384	27 175 000,00
DPI/KASAI- ORIENTAL	2 037	1 367	670	33%	101 850 000,00	44 957 999,00	256	20 646 242,00			73	5 761 250,00
DPI/MANIEMA	2 186	946	1 240	57%	109 300 000,00	41 060 790,00	717	64 112 960,00	121	12 600 000,00	838	76 712 960,00
DPI/PROVINCE ORIENTALE	5 087	1 324	3 763	74%	254 350 000,00	101 531 500,00	12	2 481 180,00			3	228 700,00
DPI/SUD-KIVU	2 979	2 282	697	23%	148 950 000,00	112 888 000,00	252	17 760 000,00			207	14 385 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>40 495</b>	<b>18 210</b>	<b>22 285</b>	<b>55%</b>	<b>2 024 750 000,00</b>	<b>761 327 209,00</b>	<b>4 244</b>	<b>315 290 800,00</b>	<b>765</b>	<b>54 512 089,00</b>	<b>3 234</b>	<b>245 562 417,00</b>

III.5.3.4. Situation des déclarations IPR

La situation des déclarations IPR souscrites au cours de l'année 2019 auprès des Services réformés se présente de la manière ci-après :

N° SERVICES	Nbre d'assujettis (1)	Nbre déclarations attendues (2)	Nbre déclarations reçues (3)	Dépeillement déclarations payantes	déclarations néant	déclarations exorcées	Nbre détaillants (4)	Taux détailance (5)	Nbre travailleurs	Masse salariale	Impôt déclaré	Nbre MED expédiées	Nbre MED suivies des déclarations	Nbre travailleurs suite aux MED	Masse salariale suite aux MED	Impositions						Dossiers pris en charge							
																T.O		Régularisations		Total		Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
																Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant								
1 DGE	545	6.540	5.855	4.900	955	0	685	10,47%	611.204	3.676.417.887.782,00	653.335.581.462,00	273	81				28.122.670.822,00	40.362.082.574,00	68.484.753.396,00	128	188	68.484.753.396,00	129	43.646.943.641,00					
2 CDI/ KINSHASA	4.639	55.668	22.346	15.241	7.105	0	33.322	59,86%	28.605	294.006.789.382,00	26.430.565.159,00	4.178	4.292				3.454.827.587,00	5.269.933.409,00	8.724.760.996,00	39	563	8.724.760.996,00	524	3.454.827.587,00					
3 CDI/ LURUMBASHI	1.814	21.768	17.035	8.823	8.212	0	4.733	21,74%	26.243	211.661.657.354,00	48.560.179.318,00	891	2.052				2.231.501.120,00		2.231.501.120,00	300	300	2.231.501.120,00	651	5.268.654.240,00					
4 CDI/GOMA	807	9.684	7.518	6.814	660	44	2.166	22,37%	16.591	116.468.070.932,76	13.307.977.443,98	569	443				105.184.556,45	616.216.405,13	721.400.941,58	231	357	721.400.941,58	357	721.400.968,58					
5 CDI/MATADI	956	11.472	4.516	3.209	1.307		6.956	60,63%	6.063	41.581.523.014,00	4.864.869.693,00	595	421				229.555.786,00	1.037.483.719,00	1.267.039.505,00	213	568	1.267.039.505,00	313	186.541.513,00					
6 CDI/ KISANGANI	893	10.716	2.887	2.517	370	0	7.829	73,06%	7.689	83.422.021.102,00	4.301.192.885,00	1.030	442				41.545.545,00	365.677.192,00	407.222.737,00	16	33	407.222.737,00	11	372.988.522,00					
7 SMM BAUNDUNDU	225	2.700	2.650	2.441	209	0	50	1,85%	1.271	3.036.259.522,00	481.872.446,00	504	0				13.682.644,00		13.682.644,00	0	74	13.682.644,00	31	13.682.644,00					
8 SMM EQUATEUR	180	2.160	1.949	1.551	374	24	211	9,77%	4.937	6.811.064.778,00	784.622.025,00	364	198				78.776.996,00	196.525.701,00	275.302.697,00	8	214	275.302.697,00	173	96.175.088,00					
9 SMM KASAI- OCCIDENTAL	225	2.700	2.144	2.056	108		556	20,59%	1.629	4.179.466.830,00	653.726.790,00	556	266	204		193.560.200,00	118.705.186,00	118.705.186,00	0	292	118.705.186,00	292	118.705.186,00						
10 SMM KASAI- ORIENTAL	340	4.080	2.375	1.837	538		1.705	41,79%	2.190	1.085.145.525,00	2.700.705.106,00	171	128	3.379		1.273.745.748,48	8.092.028,00	8.888.398,33	46	46	8.980.426,33	49	9.868.824,66						
11 SMM MANIEMA	148	1.776	1.141	1.118	23	0	635	35,75%	834	2.516.798.139,18	322.972.126,67	161	89	923		345.560.056,84	53.219.135,23	10.766.408,00	76	76	63.985.543,23	78	74.751.951,23						
12 SMM SUD- KIVU	650	7.800	6.586	6.053	533	0	1.214	15,56%	8.799	44.802.594.219,00	5.698.206.702,00	1.038	615	7.089		2.386.258.251,00	200.312.178,00	541.746.157,00	234	234	742.058.334,00	85	376.838.278,00						
<b>TOTAL</b>	<b>11.422</b>	<b>137.064</b>	<b>77.002</b>	<b>56.540</b>	<b>20.394</b>	<b>68</b>	<b>60.062</b>	<b>43,82%</b>	<b>716.055</b>	<b>4.485.989.218.579,94</b>	<b>761.451.471.156,65</b>	<b>10.330</b>	<b>9.027</b>	<b>11.595</b>	<b>4.198.924.236,32</b>	<b>2.194</b>	<b>34.658.073.563,68</b>	<b>48.401.319.963,46</b>	<b>83.059.393.526,14</b>	<b>2.945</b>	<b>2.945</b>	<b>83.059.393.526,14</b>	<b>2.693</b>	<b>54.341.378.443,47</b>					





### III.5.4. Suivi des travaux de contrôle fiscal

Conformément au Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI, l'Administration des Impôts exerce toutes les missions et prérogatives en matière fiscale de manière exclusive, sur toute l'étendue du territoire national. Ainsi, les services ayant la mission de contrôle fiscal dans leurs attributions ont le pouvoir de vérifier, sur pièces et sur place, l'exactitude des déclarations de tous les impôts et autres droits dus par les redevables. Ce contrôle se fait tant au premier qu'au second degré.

S'agissant du contrôle fiscal au premier degré, il est réalisé suivant une programmation des dossiers par vagues, sur base des Notes de Service alignant les entreprises autorisées à être contrôlées sur place.

Ainsi, au terme de l'article 28 de l'Ordonnance-loi n° 13/005 du 23 février 2013 modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, le contrôle fiscal peut être général ou ponctuel. Le contrôle est général s'il porte sur tous les impôts et taxes sur toute la période non prescrite. Il est ponctuel s'il consiste à la vérification d'un seul impôt sur une période inférieure à un exercice fiscal.

Aussi, la structure de contrôle-qualité, instituée par la Note de Service n° 01/0085/DGI/DG/MM/2011 du 08 juillet 2011, est-elle chargée de procéder à l'examen, en formulant des avis aux Services opérationnels avant notification au contribuable, des conclusions du contrôle sur place effectué, tant au premier qu'au second degré. Ce contrôle-qualité s'effectue uniquement sur les dossiers fiscaux à fort enjeux et repris sur une liste arrêtée par le DG.

Concernant le contrôle au second degré, il s'effectue dans les conditions fixées par l'article 45 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour, par l'Inspection des Services de la DGI.

#### III.5.4.1. Le contrôle fiscal au premier degré

##### III.5.4.1.1. Programmation du contrôle sur place

A la clôture de l'année 2019, la situation de la programmation des dossiers sélectionnés pour le contrôle sur place, de l'exercice 2019, revenus de 2018 et autorisés par la Haute Direction, est communiquée dans le tableau ci-après :



SERVICE	DECLARATIONS IBP SOUSCRITES	DECLARATIONS IBP SOUSCRITES APRES MED	TOTAL DES DECLARATIONS IBP SOUSCRITES	DOSSIERS PROPOSES AU CONTRÔLE	DOSSIERS AUTORISES A ETRE PROGRAMMES	DOSSIERS PROGRAMMES	TAUX DE PROGRAMMATION
DGE	431	12	443	262	260	260	100,00%
CDI/KINSHASA	1 095	0	1 095	220	214	206	96,26%
CDI/LUBUMBASHI	722	45	767	501	487	229	47,02%
CDI/GOMA	346	10	356	225	192	192	100,00%
CDI/MATADI	144	14	158	158	152	133	87,50%
CDI/KISANGANI	341	27	368	53	53	53	100,00%
SMM BANDUNDU	148	22	170	31	27	27	100,00%
SMM EQUATEUR	32	0	32	21	15	15	100,00%
SMM KASAI-OCCIDENTAL	38	7	45	36	36	36	100,00%
SMM KASAI-ORIENTAL	64	4	68	64	60	60	100,00%
SMM MANIEMA	33	8	41	35	30	30	100,00%
SMM SUD-KIVU	179	13	192	180	157	154	98,09%
<b>TOTAL</b>	<b>3 573</b>	<b>162</b>	<b>3 735</b>	<b>1 786</b>	<b>1 683</b>	<b>1 395</b>	<b>82,89%</b>

### III.5.4.1.2. Résultats du contrôle sur place

Les résultats des travaux du contrôle sur place sont renseignés séparément selon qu'il s'agit de la vérification polyvalente ou du contrôle ponctuel.

#### III.5.4.1.2.1. Vérification polyvalente

Les détails des résultats des travaux de vérification polyvalente sont présentés de la manière ci-après :

### III.5.4.1.2.1.1. Résultat des travaux de l'exercice 2019, rappel des revenus de 2017 et antérieurs

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES						DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS EN CONTENTIEUX		DOSSIERS DEGREVES		DOSSIERS RECOURVRES	
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU		CUMUL		CUMUL		CUMUL		CUMUL		CUMUL	
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DGE	121	401 233 450 675			121	401 233 450 675	15	618 117 986 792 150	161 557 750 284						220	44 326 200 003
CDI/ KINSHASA	290	14 474 936 581			290	14 474 936 581		295	14 601 247 580						353	4 054 481 614
CDI/ LUBUMBASHI	277	54 400 897 834			15	54 400 897 834	66	6 540 524 235 232	8 813 392 716						297	4 030 578 920
CDI/GOMA																
CDI/MATADI	45	223 096 420 1	9 152 919		46	232 249 339	8	82 730 483 45	256 792 003						85	136 087 504
CDI/ KISANGANI	25	23 394 109 917 1	69 863 771		26	23 463 973 688		25	2 333 852 994						39	530 660 314
SMM BANDUNDU	1	5 484 079 1	13 737 100 2	4	19 221 179		2	10 731 301 1	13 737 100						12	23 587 755
SMM EQUATEUR																
SMM KASAI- OCCIDENTAL	3	1 318 421		6	1 318 421			3	1 318 421						3	1 318 421
SMM KASAI- ORIENTAL																
SMM MANIEMA																
SMM SUD- KIVU	50	830 314 124 2	272 883 143		52	1 103 197 267		40	195 484 453						36	121 530 810
<b>TOTAL</b>	<b>812</b>	<b>494 563 608 051 5</b>	<b>365 636 933 23</b>	<b>840</b>	<b>494 929 244 984</b>	<b>91</b>	<b>624 751 972 811 791</b>	<b>187 773 575 551 0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 045</b>	<b>53 224 445 341</b>	

EXECUTION DES MISSIONS DE LADGI

III.5.4.1.2.1.2. Résultat des travaux de l'exercice 2019, revenus de 2018

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES						DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS EN CONTENTIEUX		DOSSIERS DEGREVES		DOSSIERS RECOURVES				
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU		CUMUL		TAUX DE CLOTURE		CUMUL		CUMUL		CUMUL		CUMUL		
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	TAUX DE RECOURV.
DGE	190	66 507 074 921	1	43 937 354		191	66 551 012 275	2	246 103 580	182	64 569 280 098					125	40 691 900 973	68,68%	
CDI/KINSHASA	156	4 549 363 947				156	4 549 363 947			120	2 373 039 049					61	1 754 321 636	50,83%	
CDI/LUBUMBASHI	221	18 540 524 657			7	228	18 540 524 657	66	6 540 524 235	212	13 252 966 507					158	5 105 353 846	74,53%	
CDI/GOMA	186	1 213 693 131	1	44 115 763	1	188	1 257 808 894			187	1 257 808 594					170	1 029 197 121	90,91%	
CDI/MATADI	116	1 795 123 328				116	1 795 123 328	19	314 742 901	76	1 290 067 052					21	552 091 553	27,63%	
CDI/KISANGANI	23	82 762 953			1	24	82 762 953	1	10 793 899	21	71 970 055					19	43 148 677	90,48%	
SMM BANDUNDU	15	25 077 749				15	25 077 749												
SMM EQUATEUR	30	63 376 420			6	36	63 376 420	1	3 350 976	30	63 376 420					24	48 142 920	80,00%	
SMM KASAI- OCCIDENTAL	36	121 477 191			3	39	121 477 191			29	110 942 823					26	110 769 187	89,66%	
SMM KASAI- ORIENTAL	26	170 869 214			2	28	170 869 214			26	170 869 214					26	126 732 218	100,00%	
SMM MANIEMA	12	590 446 934				12	590 446 934			3	79 004 491					2	18 250 000	66,67%	
SMM SUD-KIVU	78	705 591 579	1	13 920 464	2	81	719 512 043			74	423 073 894					72	325 791 169	97,30%	
<b>TOTAL</b>	<b>1 089</b>	<b>94 365 382 024</b>	<b>3</b>	<b>101 973 581</b>	<b>22</b>	<b>1 114</b>	<b>94 467 355 605</b>	<b>89</b>	<b>7 115 515 591</b>	<b>960</b>	<b>83 662 398 197</b>					<b>704</b>	<b>49 805 699 300</b>	<b>73,33%</b>	

### III.5.4.1.2.1.3. Cumul de résultat de contrôle fiscal exercice 2019, revenus de 2018 et antérieurs

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES												DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS EN CONTENTIEUX		DOSSIERS DEGREVES		DOSSIERS RECOURVES	
	REDRESSEMENT			TAXATION D'OFFICE			NON-LEU	CUMUL		TAUX DE CLOTURE		CUMUL		CUMUL		CUMUL		CUMUL		CUMUL		
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	
DGE	311	467 740 525 596	1	43 937 354		312	467 784 462 950	120,00%	17	618 364 090 371	332	226 127 030 382				345	85 018 100 976	103,92%				
CDI/KINSHASA	446	19 024 300 528				446	19 024 300 528	216,50%			415	16 974 286 629				414	5 808 803 250	99,76%				
CDI/LUBUMBASHI	498	72 941 422 491			22	72 941 422 491	227,07%	132	13 081 048 470	444	22 066 359 223					455	9 135 932 766	102,48%				
CDI/GOMA	186	1 213 693 131	1	44 115 763	1	1 257 808 894	97,92%			187	1 257 808 594					170	1 029 197 121	90,91%				
CDI/MATADI	161	2 018 219 748	1	9 152 919		162	2 027 372 667	121,80%	27	397 473 384	121	1 546 859 055				106	688 179 057	87,60%				
CDI/KISANGANI	48	23 476 872 870	1	69 863 771	1	23 546 736 641	94,34%	1	10 793 899	46	2 405 823 049					58	573 808 991	126,09%				
SMM BANDUNDU	16	30 561 828	1	13 737 100	2	44 298 928	70,37%	2	10 731 301	1	13 737 100					12	23 587 755	1200,00%				
SMM EQUATEUR	30	63 376 420			6	63 376 420	240,00%	1	3 350 976	30	63 376 420					24	48 142 920	80,00%				
SMM KASAI- OCCIDENTAL	39	122 795 612			9	122 795 612	133,33%			32	112 261 244					29	112 087 608	90,63%				
SMM KASAI- ORIENTAL	26	170 869 214			2	170 869 214	46,67%			26	170 869 214					26	126 732 218	100,00%				
SMM MANIEMA	12	590 446 934			12	590 446 934	40,00%			3	79 004 491					2	18 250 000	66,67%				
SMM SUD-KIVU	128	1 535 905 703	3	286 803 607	2	1 822 709 310	86,36%			114	618 558 347					108	447 321 979	94,74%				
<b>TOTAL</b>	<b>1 901</b>	<b>588 928 990 075</b>	<b>8</b>	<b>467 610 514</b>	<b>45</b>	<b>589 396 600 589</b>	<b>140,07%</b>	<b>180</b>	<b>631 867 488 401</b>	<b>1 751</b>	<b>271 435 973 748</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 749</b>	<b>103 030 144 641</b>	<b>99,89%</b>				

Le tableau ci-avant révèle qu'au 31 décembre 2019, **1.954** dossiers soumis au contrôle polyvalent de l'exercice fiscal 2019, revenus de 2018, 2017 et antérieurs, ont été clôturés pour un montant total de **CDF 589.396.600.589** dont :

- 1 901 dossiers clôturés par redressement pour un montant de **CDF 588.928.990.075** ;
- 08 dossiers clôturés par taxation d'office pour un montant de **CDF 467.610.514** ;
- 45 dossiers clôturés par un non-lieu.

### III.5.4.1.2.2. Contrôle ponctuel

Le tableau ci-dessous présente les résultats du contrôle ponctuel à fin 2019 :

SERVICE	NBR PROGRAMMES		DOSSIERS CLOTURES						DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE			DOSSIERS PRIS EN CHARGE			DOSSIERS RECOURVRES					
	NBR	VALEUR	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL		TAUX DE CLOTURE	NBR	VALEUR	CUMUL	NBR	VALEUR	CUMUL	NBR	VALEUR	TAUX DE RECOURVRES	
			NBR	VALEUR	NBR	VALEUR		NBR	VALEUR											NBR
DGE	12	9	11 871 309 848,00					9	11 871 309 848,00	75,00%										
CDI/KINSHASA	120	2	32 408 838,00					2	32 408 838,00	1,67%										
CDI/LUBUMBASHI	155	94	150 136 847 758,00			30		124	150 136 847 758,00	80,00%	14	2 363 704 840,00	21	141 331 086 487,00	6	64 260 927,00	28,57%			
CDI/GOMA	13	9	469 814 066,00					9	469 814 066,00	69,23%			5	458 644 031,00	3	68 432 750,00	60,00%			
CDI/MATADI	63	85	171 092 360,00					85	171 092 360,00	134,92%			5	16 035 270,00	43	35 671 823,00	860,00%			
CDI/KISANGANI		20	7 181 129 136,00					20	7 181 129 136,00				18	7 178 649 033,00						
SMM BANDUNDU	3	6	5 812 746,00			1		7	5 812 746,00	233,33%			6	58 127 746,00	4	3 921 860,00	66,67%			
SMM EQUATEUR		10	10 820 353,00					10	10 820 353,00											
SMM KASAI- OCCIDENTAL	44	31	1 758 649 931,00					31	1 758 649 931,00	70,45%			18	1 757 611 914,00	12	8 479 339,00	66,67%			
SMM KASAI- ORIENTAL		15	9 845 031,00	1	1 066 496 951,00	1		17	1 076 341 982,00				16	1 082 644 154,00	22	11 043 042,00	137,50%			
SMM MANIEMA	29	27	20 873 250,00			2		29	20 873 250,00	100,00%	4	2 904 731,00	23	17 968 519,00	23	16 811 871,00	100,00%			
SMM SUD-KIVU		67	478 734 729,00	1	12 109 922,00			68	490 844 651,00				97	118 925 071,00	50	51 506 282,00	51,55%			
<b>TOTAL</b>	<b>439</b>	<b>375</b>	<b>172 147 338 046,00</b>	<b>2</b>	<b>1 078 606 873,00</b>	<b>34</b>	<b>411</b>	<b>173 225 944 919,00</b>	<b>93,62%</b>	<b>18</b>	<b>2 366 609 571,00</b>	<b>209</b>	<b>152 019 692 225,00</b>	<b>163</b>	<b>260 127 894,00</b>	<b>77,99%</b>				

### III.5.4.1.3. Participation des travaux de contrôle fiscal dans les recettes de l'année

La participation des travaux de contrôle fiscal au premier degré (contrôle polyvalent au premier degré et contrôle ponctuel) dans les recettes de l'année 2019 se présentent comme suit :

SERVICE	RECETTES COMPTABILISEES (1)	SUPPLEMENTS RECOUVRES ISSUS DU CONTRÔLE POLYVALENT (2)	SUPPLEMENTS RECOUVRES ISSUS DU CONTRÔLE PONCTUEL (3)	TOTAL DES SUPPLEMENTS RECOUVRES (4)=(2)+(3)	TAUX DE PARTICIP. (5)=(4)/(1)
DGE	3 504 722 753 326,58	85 018 100 975,54	0,00	85 018 100 975,54	2,43%
DUI-K	168 513 555 285,65	5 808 803 250,00	0,00	5 808 803 250,00	3,45%
DPI/BANDUNDU	1 309 001 208,21	23 587 755,00	3 921 860,00	27 509 615,00	2,10%
DPI/KONGO CENTRAL	38 010 900 723,18	688 179 057,00	35 671 823,00	723 850 880,00	1,90%
DPI/EQUATEUR	1 157 776 494,29	48 142 920,00	0,00	48 142 920,00	4,16%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	1 596 454 584,42	112 087 608,00	8 479 339,00	120 566 947,00	7,55%
DPI/KASAI-ORIENTAL	9 402 021 785,38	126 732 218,00	11 043 042,00	137 775 260,00	1,47%
DPI/KATANGA	276 034 330 189,35	9 135 932 766,00	64 260 927,00	9 200 193 693,00	3,33%
DPI/MANIEMA	1 686 206 678,43	18 250 000,00	16 811 871,00	35 061 871,00	2,08%
DPI/NORD-KIVU	33 097 981 308,44	1 029 197 121,00	68 432 750,00	1 097 629 871,00	3,32%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	37 188 780 675,25	573 808 991,00	0,00	573 808 991,00	1,54%
DPI/SUD-KIVU	17 006 970 961,58	447 321 979,00	51 506 282,00	498 828 261,00	2,93%
<b>TOTAL</b>	<b>4 089 726 733 220,76</b>	<b>103 030 144 640,54</b>	<b>260 127 894,00</b>	<b>103 290 272 534,54</b>	<b>2,53%</b>

De la lecture du tableau ci-dessus, il s'observe que la participation des travaux de contrôle fiscal au premier degré dans les recettes globales comptabilisées en 2019 de l'ordre de **CDF 4.089.726.733.220,76** est évaluée à **2,53%**. En d'autres termes, si l'on déduit les recettes issues des suppléments d'impôts recouvrés de **CDF 103.290.272.534,54** de réalisations totales, la part des déclarations autoliquidatives serait de **CDF 3.986.436.460.686,22** et représenterait **97,47%**.

Comparativement à l'année 2018 où la participation de l'ensemble des suppléments d'impôts aux recettes globales était de l'ordre de **CDF 151.446.989.616,00**, il se dégage un écart négatif de **CDF 48 156 717 081,46**, soit un taux de régression de **31,80%**.

### III.5.4.2. Le contrôle fiscal au second degré

L'inspection des Services a, au cours de l'année 2019, procédé au contrôle fiscal au second degré (contre vérification) de quelques dossiers sélectionnés.

#### III.5.4.2.1. Résultats des travaux de contrôle fiscal au second degré

A fin 2019, **34** dossiers ayant fait objet d'une dénonciation ont été clôturés pour des suppléments d'impôts de l'ordre de **CDF 382.436.383.699,96** et **USD 38.829.190.113,60**, tels que répartis dans le tableau ci-après :

EN CDF			EN USD		
TRESOR	DGI	TOTAL	TRESOR	DGI	TOTAL
272 529 341 104,09	109 907 042 595,87	382 432 383 699,96	37 788 354 494,66	1 040 835 618,94	38 829 130 113,60

Comparé à l'année 2018, au cours de laquelle les suppléments d'impôts notifiés aux **48** dossiers ont été de **CDF 257.330.004.418,15** et **USD 285.652.724,46**, il s'observe une amélioration du niveau moyen de notification.

#### III.5.4.2.2. Prise en charge des redressements établis au second degré

La prise en charge réalisée au cours de l'année 2019, tant pour les dossiers de l'exercice que ceux clôturés antérieurement, a été de l'ordre de **CDF 63.201.884.818,19** et **USD 145.476.160,50**, telle que répartie dans le tableau ci-dessous :

EN CDF			EN USD		
TRESOR	DGI	TOTAL	TRESOR	DGI	TOTAL
43 581 600 526,52	19 620 284 291,67	63 201 884 818,19	104 165 670,37	41 310 490,13	145 476 160,50

## III.6. MISSIONS DE RECOUVREMENT

La ventilation détaillée des recettes, par nature d'impôt et par centre de perception, ayant été traitée dans le point II.4.2 relatif à l'exécution du Budget des recettes des impôts, cette section se focalise exclusivement sur le traitement du solde débiteur.

A la clôture de l'exercice 2019, le solde débiteur général de la DGI est de **CDF 2.796.419.149.193,33**. Il est constitué essentiellement des restes à payer des entreprises commerciales du portefeuille de l'Etat au titre d'IPR et de TVA, du solde antérieur à la création de la DGE et de la prise en charge des redressements, régularisations et autres taxations d'office opérés.

### III.6.1. Solde débiteur par degré de solvabilité

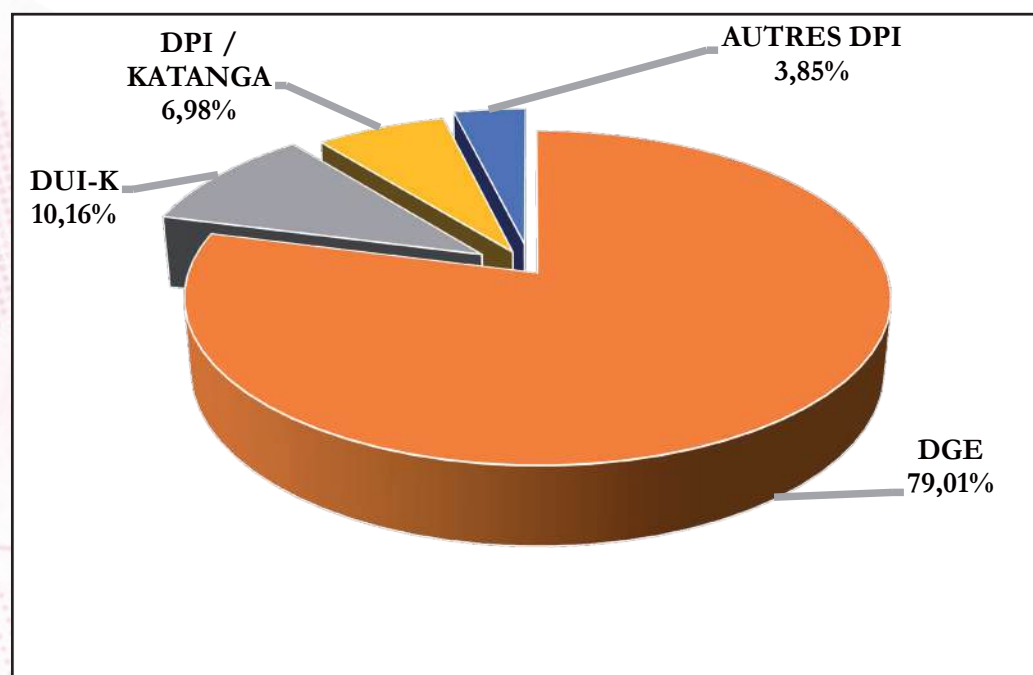
La situation du solde débiteur, par degré de solvabilité, à fin 2019 se présente comme suit :

SERVICE	SOLDE SANS PROBLEME	SOLDE A PROBLEME	SOLDE EN SURSIS DE PAIEMENT	SOLDE EN ATTENTE D'APUREMENT	SOLDE GENERAL
DGE	56 893 640 338,68	758 241 228 335,29	1 394 198 317 293,10	0,00	2 209 333 185 967,07
DUI-K	26 283 557 092,28	187 864 170 652,04	22 044 837 150,79	47 995 404 710,83	284 187 969
DPI/BANDUNDU	88 874 429,71	257 617 656,12	0,00	0,00	346 492 085,83
DPI/KONGO CENTRAL	1 198 774 790,00	6 167 864 040,00	151 453 702,00	981 296 138,00	8 499 388 670,00
DPI /EQUATEUR	26 810 856,92	1 127 331 772,52	21 445 500,00	2 600 000 ,00	1 178 188 129,44
DPI/KASAI- OCCIDENTAL	50 889 818,00	507 013 877,00	0,00	0,00	557 903 695,00
DPI/KASAI-ORIENTAL	14 281 397,29	13 208 548 624,99	0,00	0,00	13 222 830 022,28
DPI/KATANGA	20 600 924 795,31	167 649 189 038,32	6 127 686 389,09	859 401,68	195 237 357 624,34
DPI/MANIEME	102 972 065,34	634 342 522,58	112 368 066,85	0,00	849 682 654,77
DPI/NORD-KIVU	2 290 818 938,45	16 605 921 119,62	195 804 455,77	131 166 144,69	19 223 710 658,53
DPI/PROVINCE ORIENTALE	15 980 295 345,00	29 679 056 024,00	18 033 036 484,00	0,00	63 692 387 853,00
DPI/SUD-KIVU	23 511 720,00	61 233 634,00	4 331 200,13	975 673,00	90 052 227,13
<b>TOTAL</b>	<b>123 555 351 586,98</b>	<b>1 182 003 517 296,48</b>	<b>1 440 889 280 241,67</b>	<b>49 971 000 068,20</b>	<b>2 796 419 149 193,33</b>

De l'analyse de la situation du solde débiteur par degré de solvabilité, telle que présentée dans le tableau ci-avant, il s'observe que le solde en sursis de paiement représente **51,53%** du montant global, suivi du solde à problème évalué à **42,27%**. Le solde débiteur sans problème dont les actions de poursuite devraient en principe être menées sans heurt, ne représente que **4,42%** et la proportion de **1,79%** concerne le montant des apurements à opérer.

Par ordre d'importance, la situation dudit solde débiteur se présente, en montant et en pourcentage, suivant le tableau et le graphique ci-dessous :

SERVICE	SOLDE DEBITEUR GENERAL
DGE	2 209 333 185 967,07
DUI-K	284 187 969 605,94
DPI / KATANGA	195 237 357 624,34
AUTRES DPI	107 660 635 995,98
<b>TOTAL</b>	<b>2 796 419 149 193,33</b>



### III.6.2. Recouvrement du Solde débiteur

La situation de recouvrement du solde débiteur de la DGI est évaluée dans le tableau ci-dessous, par Service, et par rapport aux réalisations globales :

SERVICE	RECETTES COMPTABILISEES (1)	SOLDE DEBITEUR GENERAL (2)	SOLDE DEBITEUR RECOUVRE (3)	EFFORT DE SERVICE (4) = (3) / (1)
DGE	3 504 722 753 326,58	2 209 333 185 967,07	107 010 237 108,76	3,05%
DUI-K	168 513 555 285,65	284 187 969 605,94	12 825 809 738,85	7,61%
DPI/BANDUNDU	1 309 001 208,21	346 492 085,83	84 040 268,33	6,42%
DPI/KONGO CENTRAL	38 010 900 723,18	8 499 388 670,00	1 598 348 602,02	4,20%
DPI/EQUATEUR	1 157 776 494,29	1 178 188 129,44	87 507 899,07	7,56%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	1 596 454 584,42	557 903 695,00	246 167 519,00	15,42%
DPI/KASAI-ORIENTAL	9 402 021 785,38	13 222 830 022,28	167 928 370,92	1,79%
DPI/KATANGA	276 034 330 189,35	195 237 357 624,34	15 096 862 775,67	5,47%
DPI/MANIEMA	1 686 206 678,43	849 682 654,77	227 728 676,14	13,51%
DPI/NORD-KIVU	33 097 981 308,44	19 223 710 658,53	2 050 128 483,37	6,19%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	37 188 780 675,25	63 692 387 853,00	4 938 686 141,65	13,28%
DPI/SUD-KIVU	17 006 970 961,58	90 052 227,13	827 949 162,92	4,87%
<b>TOTAL</b>	<b>4 089 726 733 220,76</b>	<b>2 796 419 149 193,33</b>	<b>145 161 394 746,70</b>	<b>3,55%</b>

De l'analyse du tableau ci-dessus, il s'observe que le solde débiteur recouvré de l'ordre de **CDF 145.161.394.746,70**, représente **3,55%** des recettes totales de l'année et est évalué comme effort de service dans le sens des instructions de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances contenues dans sa lettre n° CAB/MIN/FINANCES/CMR/NGMI/2018/974 du 15 mars 2018.

Ce ratio étant inférieur au critère de performance fixant l'effort de service à **10%** des réalisations globales, suivant la lettre de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances sus évoquée, appelle des efforts particuliers.

### III.7. SUIVI DES EXONERATIONS ET AUTRES ALLEGEMENTS FISCAUX

Conformément à l'article 174 de la Constitution, il est prévu des exemptions, exonérations et allègements fiscaux, repris dans le Code des Impôts, Code des Investissements, Code Minier et autres textes législatifs particuliers.

Des dispositions dérogatoires à la législation fiscale de droit commun s'expriment en termes d'exonérations, de réductions de taux ou de taux préférentiels de perception d'impôt et de la prise en charge de la fiscalité indirecte par l'Etat.

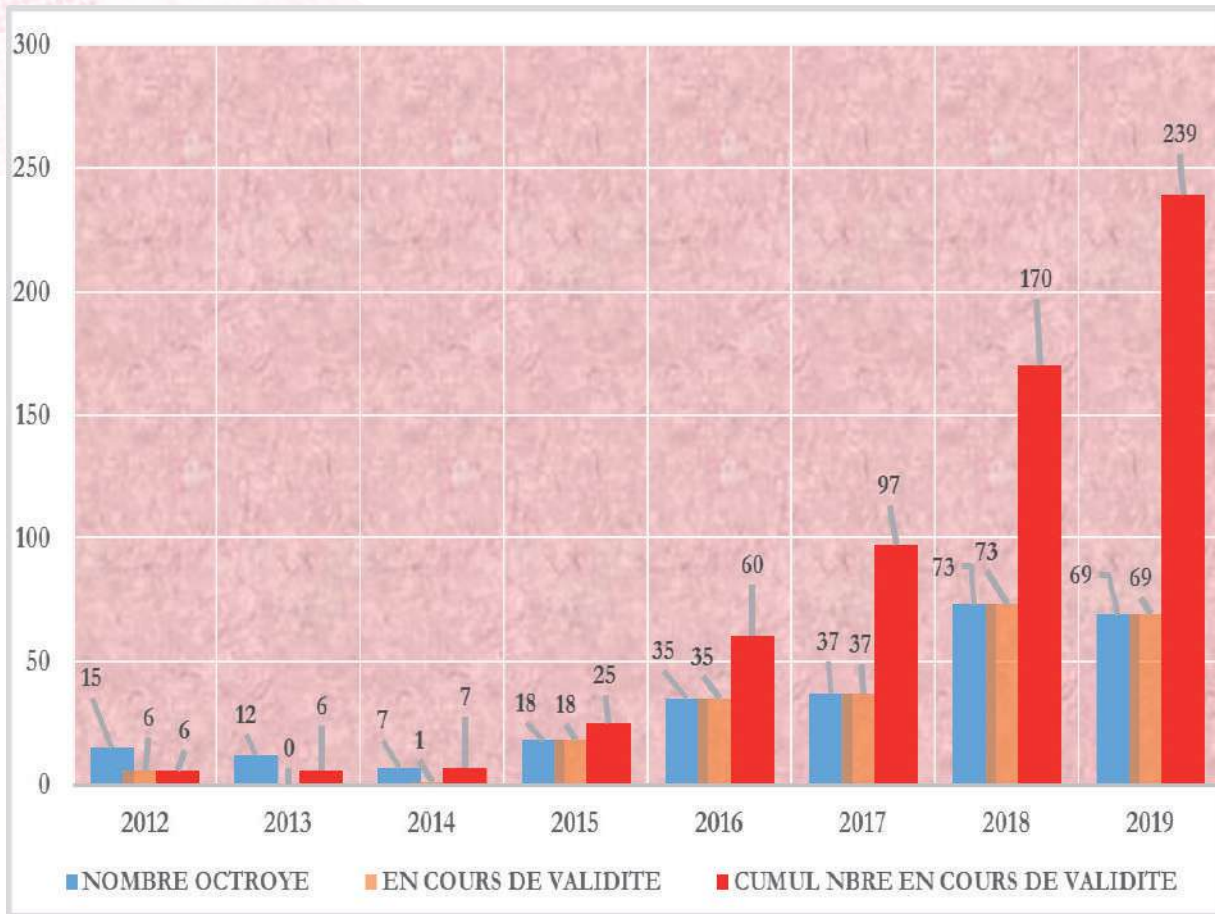
Par ces mesures dérogatoires, le Gouvernement poursuit le développement de certains secteurs d'activités (agricole, minier etc.) principalement ceux porteurs de croissance économique du pays. Néanmoins, ces mesures représentent un enjeu budgétaire important, leurs effets sur le budget de l'Etat est comparable à celui des dépenses publiques, car elles occasionnent des pertes des recettes pour l'Etat.

#### III.7.1. Exonérations suivant le Code des Investissements

En vertu du Code des Investissements, les exonérations accordées par les Arrêtés Interministériels des Ministres des Finances et du Plan au cours de l'année 2019 ont concerné **69** entreprises. A la clôture de l'année, la situation des exonérations en cours de validité est reprise dans le tableau ci-après :

ANNEE D'OCTROI	NOMBRE OCTROYE	EN COURS DE VALIDITE	CUMUL NBRE EN COURS DE VALIDITE
2012	15	6	6
2013	12	0	6
2014	7	1	7
2015	18	18	25
2016	35	35	60
2017	37	37	97
2018	73	73	170
2019	69	69	239

L'évolution du répertoire des entreprises agréées au régime général du Code des Investissements peut également être retracée par le graphique suivant :



### III.7.2. Dépenses fiscales résultant des exonérations en cours de validité en 2019

Au cours de l'année 2019, les exonérations accordées à certaines entreprises ont occasionné un manque à gagner au Trésor public de **CDF 438.305.025.776,77**, tel que ventilé dans le tableau ci-dessous :

NATURE D'IMPOT	BASE IMPOSABLE	MANQUE A GAGNER (EN CDF)
<b>I. Code des Investissements</b>		
IBP (Impôt sur les Bénéfices et Profits)	1 006 659 921 398,95	63 515 070 444,03
<b>S/TOTAL (1)</b>	<b>1 006 659 921 398,95</b>	<b>63 515 070 444,03</b>
<b>II. Taxe sur la Valeur Ajoutée</b>		
Droit commun	1 703 281 351 152,62	272 525 016 184,42
Entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	259 887 295 568,09	41 581 967 290,89
Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché Public à financement extérieur	135 260 937 205,25	21 641 749 952,84
<b>S/TOTAL (2)</b>	<b>2 098 429 583 925,97</b>	<b>335 748 733 428,15</b>
<b>III. Code Minier</b>		
IBP (Impôts sur les Bénéfices et Profits) soit une réduction de 5% par rapport au taux de droit commun de 35%	Pas de dépense fiscale du fait que le taux de l'IBP de 30% est le même que celui de droit commun suivant l'article 247 de la Loi n° 18/001 modifiant et complétant la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier.	
IM (Impôt Mobilier) au taux de 10%, soit une réduction de 10% par rapport au droit commun de 20%	146 453 334 274,78	14 645 333 414,27
IERE (Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés) au taux de 12,5%, soit une réduction de la moitié par rapport au taux de droit commun de 25%	195 167 107 922,56	24 395 888 490,32
<b>S/TOTAL (3)</b>	<b>341 620 442 197,34</b>	<b>39 041 221 904,59</b>
<b>TOTAL GENERAL (4)=(1)+(2)+(3)</b>		<b>438 305 025 776,77</b>

### III.8. MISSION DE TRAITEMENT DU CONTENTIEUX FISCAL

Conformément à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour, les réclamations des contribuables doivent être instruites d'abord par l'Administration des Impôts et, en cas d'insatisfaction du réclamant, par la Cour d'Appel territorialement compétente.

#### III.8.1. Contentieux en phase administrative

En phase administrative, l'Administration Fiscale a géré **2.681** réclamations au cours de l'année 2019 pour un montant de **CDF 1.521.770.011.158,55** dont **1.586** réclamations représentant le solde reporté à fin 2018 pour un montant de **CDF 997.671.390.115,28** et **1.095** réclamations reçues pendant l'année 2019 pour un montant de **CDF 524.098.621.043,27**.

La situation des réclamations reçues, traitées ainsi que des décisions y relatives se présente comme suit :

LIBELLE	NOMBRE	MONTANT (en CDF)
Réclamations en traitement au début de l'année (1)	1 586	997 671 390 115,28
Réclamations reçues au cours de l'année (2)	1 095	524 098 621 043,27
<b>Total de réclamations gérées (3)=(1)+(2)</b>	<b>2 681</b>	<b>1 521 770 011 158,55</b>
Réclamations traitées au cours de l'année (4) (4) = (5)+(6)+(7)+(8)	855	523 439 912 649,62
Rejets (5)	143	198 834 761 602,12
Dégrèvement total (6)	430	126 180 252 356,17
Dégrèvement partiel (7)	282	125 241 169 970,86
Restes à recouvrer résultant des dégrèvements partiels (8)	0	73 183 728 720,47
Dossiers en traitement à fin 2019 (9) =(3)-(4)	1 826	998 330 098 508,93

#### III.8.2. Contentieux en phase juridictionnelle

En phase juridictionnelle, la DGI a suivi le règlement des litiges nés tant des opérations d'assiette que de celles de recouvrement.

##### III.8.2.1. Contentieux d'assiette

A fin 2019, la DGI a géré **34** recours en phase juridictionnelle dont **05** jugements rendus et **29** dossiers en cours d'instruction, tels qu'illustrés dans le tableau ci-dessous :

LIBELLE	NOMBRE
Recours gérés en 2019	34
Jugements rendus	05
Affaires en cours à fin 2019	29

Par juridiction, la situation se présente comme suit :

Nature	Recours gérés en 2019	Jugements rendus	Affaires en cours à fin 2019
Juridiction			
Tribunal de Commerce			
Tribunal de Grande Instance			
Cour d'Appel	30	05	25
Cour de cassation	04	00	04
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>05</b>	<b>29</b>

Il sied de relever que des cinq (05) décisions rendues par les Cours et Tribunaux, une (01) seule est en faveur de la République et quatre (04) autres en sa défaveur.

### III.8.2.2. Contentieux de recouvrement

A fin 2019, le règlement du contentieux de recouvrement en phase juridictionnelle est présenté de la manière ci-dessous :

LIBELLE	NOMBRE
Recours gérés en 2019	47
Jugement rendu	07
Affaires en cours à fin 2019	40

Par juridiction, la situation se présente comme suit :

Nature	Recours gérés en 2019	Jugements rendus	Affaires en cours à fin 2019
Juridiction			
Tribunal de Commerce			
Tribunal de Grande Instance	47	07	40
Cour d'Appel			
<b>Total</b>	<b>47</b>	<b>07</b>	<b>40</b>

Il appert de souligner que cette situation ne reprend que le traitement des affaires se rapportant à l'année 2019. Le stock antérieur, envoyé au rôle général, ne pourra être repris qu'en cas de relance des contribuables.



IV

# GESTION DISPOSITION



# DES MOYENS MIS A LA DE LA DGI

**P**our réaliser à bien les missions lui confiées, la DGI fait recours aux moyens tant humains, matériels que financiers.

#### IV.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Bien que dépourvue de personnalité juridique, la DGI est une régie relevant de l'autorité directe du Ministre des Finances et bénéficiant d'une autonomie administrative et financière. Dans ce cadre, son personnel est régi spécifiquement par le Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant Règlement d'Administration

relatif au personnel de carrière de la DGI pris conformément au statut des agents de carrière des services publics de l'Etat. Ce texte particulier accorde une souplesse de gestion de ces fonctionnaires en matière d'affectation, de motivation et d'application du régime disciplinaire.

##### IV.1.1. Effectifs de la DGI

Les effectifs de la DGI s'établissent, à fin décembre 2019, à **6.504** unités. Leur ventilation par service et grade, par genre et par niveau d'études ainsi que leur évolution, sont retracées à travers les tableaux et graphiques ci-après :

##### IV.1.1.1. Répartition des effectifs par service et par grade

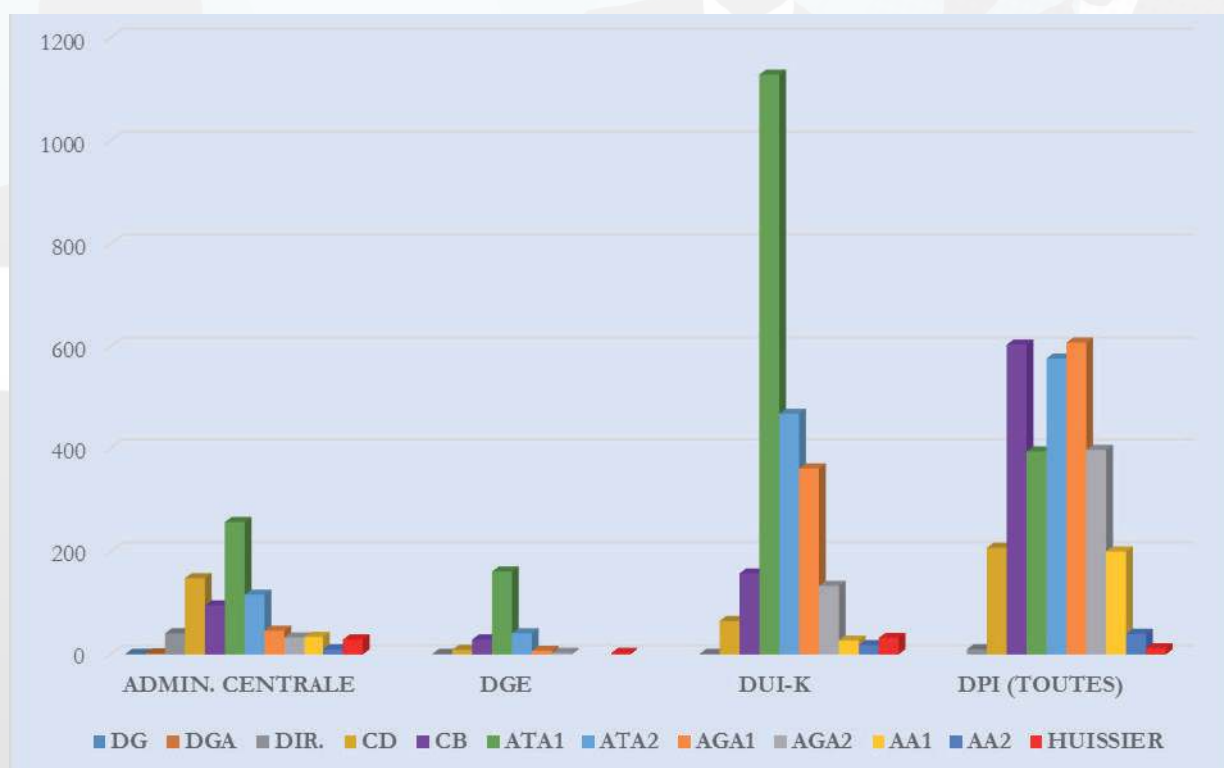
SERVICE	GRADE													TOTAL
	DG	DGA	DIR.	CD	CB	ATA1	ATA2	AGA1	AGA2	AA1	AA2	HUISS.		
ADMINISTRATION CENTRALE	1	2	41	148	95	257	116	46	33	34	10	29	812	
DGE			1	9	29	161	41	7	3			3	254	
DUI-K			1	65	157	1 128	467	361	133	27	18	32	2 389	
DPI/BANDUNDU			1	10	45	12	23	69	55	17	10	1	243	
DPI/KONGO CENTRAL			1	24	70	85	65	82	35	10	3		375	
DPI/EQUATEUR			1	17	53	9	20	43	47	21	6	1	218	
DPI/KASAI-OCCIDENTAL			1	25	57	3	18	28	15	4	1		152	
DPI/KASAI-ORIENTAL			1	22	52	11	15	42	26	6	3	7	185	
DPI/MANIEMA			1	12	31	7	10	19	22	13	5		120	
DPI/KATANGA			1	28	87	145	166	77	48	32	2	1	587	
DPI/NORD-KIVU			1	19	74	66	119	100	46	29	7	1	462	
DPI/PROVINCE ORIENTALE			1	30	62	35	81	82	43	37		1	372	
DPI/SUD-KIVU			1	20	73	21	60	66	60	31	3		335	
<b>CUMUL</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>53</b>	<b>429</b>	<b>885</b>	<b>1 940</b>	<b>1 201</b>	<b>1 022</b>	<b>566</b>	<b>261</b>	<b>68</b>	<b>76</b>	<b>6 504</b>	

Il sied de relever qu'au niveau de l'Administration centrale, le nombre des Chefs de Division (148) est plus important que celui des Chefs de Bureaux (95) par le fait que hormis les responsables des structures organiques, les Inspecteurs ainsi que les membres de la Cellule d'Etudes/DESCOM, sont tous revêtus du grade de CD.

Par regroupement et par grade, la situation se présente, dans le tableau et graphique, de la manière ci-dessous :

SERVICE \ GRADE	DG	DGA	DIR.	CD	CB	ATA1	ATA2	AGA1	AGA2	AA1	AA2	HUISSIER	TOTAL
ADMIN. CENTRALE	1	2	41	148	95	257	116	46	33	34	10	29	812
DGE			1	9	29	161	41	7	3			3	254
DUI-K			1	65	157	1 128	467	361	133	27	18	32	2 389
DPI (TOUTES)			10	207	604	394	577	608	397	200	40	12	3 049
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>53</b>	<b>429</b>	<b>885</b>	<b>1 940</b>	<b>1 201</b>	<b>1 022</b>	<b>566</b>	<b>261</b>	<b>68</b>	<b>76</b>	<b>6 504</b>

La situation est représentée graphiquement comme suit :

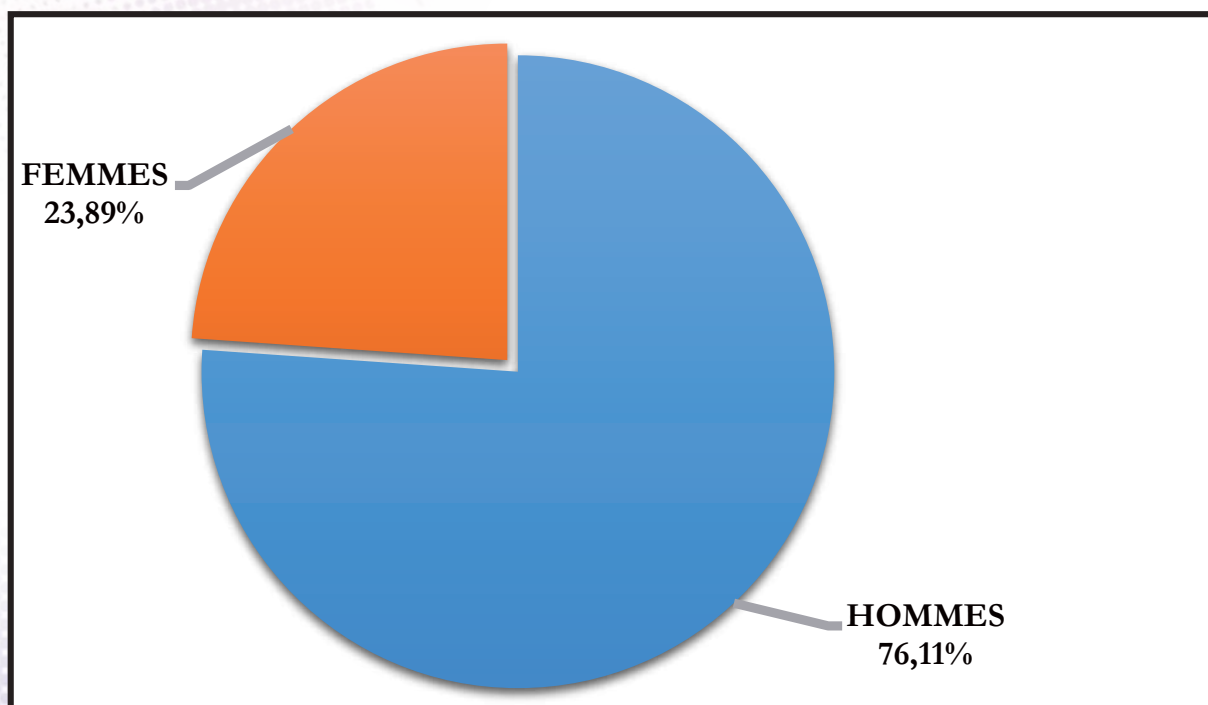


#### IV.1.1.2. Répartition des effectifs par genre

Suivant ordre d'importance, les effectifs de la DGI sont répartis, par regroupement et par genre, de la manière ci-dessous :

STRUCTURE	EFFECTIFS	HOMMES		FEMMES	
		NOMBRE	POURC.	NOMBRE	POURC.
DPI (TOUTES)	3 049	2 439	79,99%	610	20,01%
DUI-KINSHASA	2 389	1 739	72,79%	650	27,21%
DGE	812	594	73,15%	218	26,85%
ADMINISTRATION CENTRALE	254	178	70,08%	76	29,92%
<b>TOTAL</b>	<b>6 504</b>	<b>4 950</b>	<b>76,11%</b>	<b>1 554</b>	<b>23,89%</b>

La situation est représentée graphiquement comme suit :

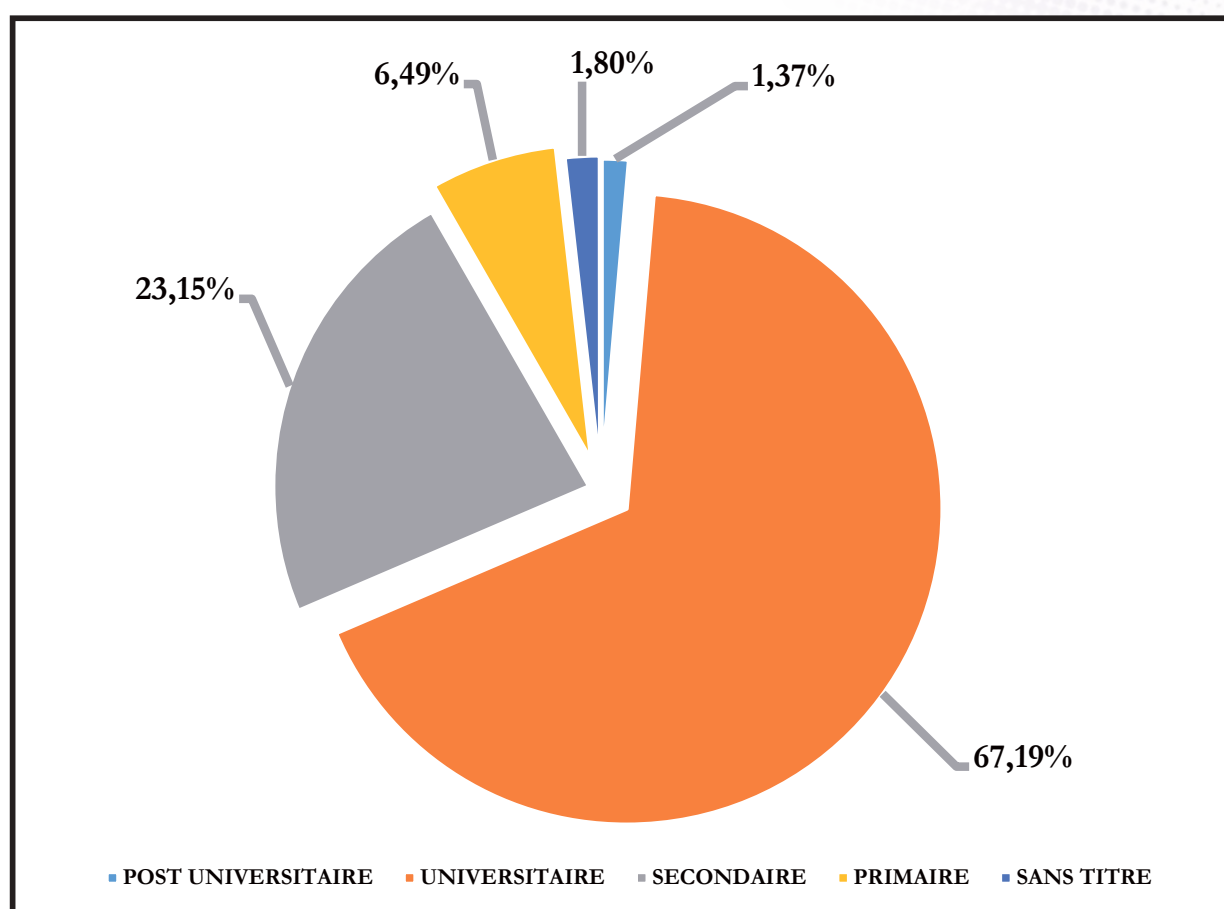


### IV.1.1.3. Répartition des effectifs par niveau d'études

Les effectifs de la DGI sont répartis, par niveau d'études, de la manière ci-dessous :

NIVEAU D'ETUDES	NOMBRE	PARTICIP.
POST UNIVERSITAIRE	89	1,37%
UNIVERSITAIRE	4 370	67,19%
SECONDAIRE	1 506	23,15%
PRIMAIRE	422	6,49%
SANS TITRE	117	1,80%
<b>TOTAL</b>	<b>6 504</b>	<b>100,00%</b>

La situation est représentée graphiquement comme suit :

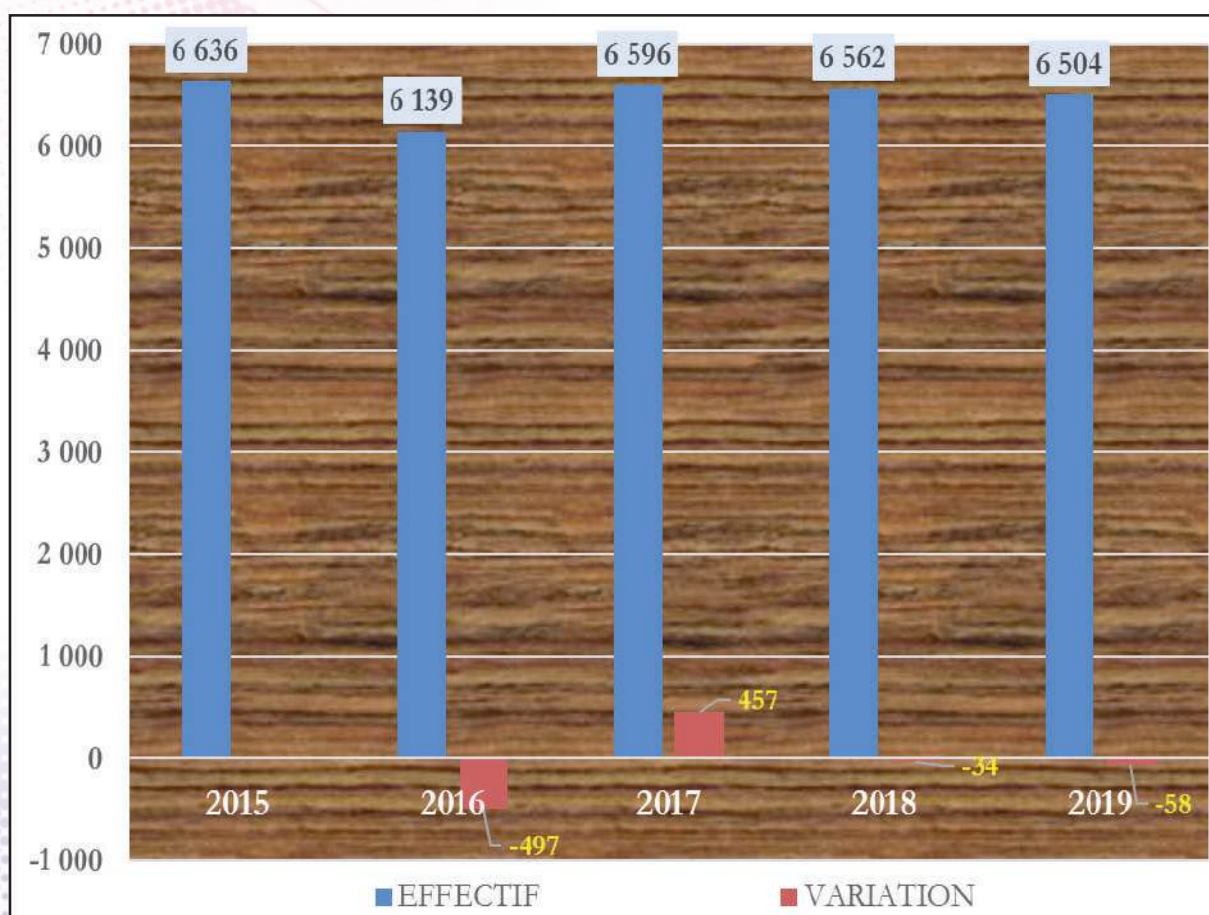


#### IV.1.1.4. Evolution globale des effectifs de 2015 à 2019

L'évolution des effectifs de la DGI, de 2015 à 2019, est renseignée dans le tableau ci-dessous :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>VARIATION</b>	6 742	6 636	6 139	6 596	6 562	6 504
EN NOMBRE		-106	-497	457	-34	-58
EN POURC.		-1,57%	-7,49%	6,89%	-0,52%	-0,88%

La représentation graphique est ainsi indiquée :



### IV.1.2. Promotion

Au cours de l'année 2019, **29** cadres et agents de la DGI de certains services ont bénéficié de promotion dont les nouveaux grades sont communiqués dans le tableau ci-dessous :

STRUCTURE \ GRADE	DIR.	CD	CB	ATA1	ATA2	AGA1	AGA2	AA1	AA2	HUISS.	TOTAL
ADMIN. CENTRALE		5	2	6	1	1					15
DGE				1							1
DUI-K		2		3	4						9
DPI/KONGO CENTRAL				1							1
DPI/NORD-KIVU				1							1
DPI/PROVINCE ORIENTALE					1	1					2
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29</b>

### IV.1.3. Situation de décès

La DGI a enregistré, au cours de l'année 2019, quelques cas de décès de son personnel ainsi que des membres de leur famille dont la situation se présente, par service, dans le tableau ci-dessous :

STRUCTURE \ STATUT	Cadres	Agents	Conjoints	Enfants	Total
ADMIN. CENTRALE	23	3	12	6	44
DGE		1			1
DUI-K	6	23	8	7	44
DPI/KONGO CENTRAL		2			2
DPI/EQUATEUR		3			3
DPI/KASAI-OCCIDENTAL		1			1
DPI/KASAI-ORIENTAL		1			1
DPI/KATANGA		3			3
DPI/NORD-KIVU		1			1
DPI/PROVINCE ORIENTALE		1	1		2
<b>TOTAL</b>	<b>29</b>	<b>39</b>	<b>21</b>	<b>13</b>	<b>102</b>

#### IV.1.4. Formation du personnel de la DGI

La formation est un volet essentiel de la politique de renforcement des capacités développée par la DGI. Elle se matérialise sous forme de formation de base au début ou en cours de carrière, de formation spécialisée sur place ou sous forme de participation à des formations de longue ou de courte durée à l'étranger.

##### IV.1.4.1. Formation sur place

En 2019, les activités liées à la formation sur place du personnel de la DGI sont résumées de la manière ci-après :

N°	THEME DE LA FORMATION	PERIODE
1	Séminaire de formation sur la comptabilité OHADA révisée en faveur des cadres supérieurs de l'Administration Centrale, de la DGE et de la DUI-K, tenu à Kinshasa.	du 28 janvier au 1 <sup>er</sup> février 2019
2	Mise à niveau sur le logiciel GESIMPOTS en faveur des agents œuvrant au sein des Bureaux informatiques et Liaisons, Gestion, Secteurs Stratégiques et Recouvrement, tenue à Kinshasa.	du 29 janvier au 19 février 2019
3	Formation des formateurs internes en faveur des Hauts fonctionnaires et cadres supérieurs de la DGI, tenue à Kinshasa.	du 04 février au 10 avril 2020
4	Formation sur la négociation des conventions fiscales internationales organisée par le cabinet Deloitte en faveur des agents de la DGI, tenue à Kinshasa ;	du 25 au 26 mars 2019
5	Mise à niveau sur de nouvelles mesures fiscales contenues dans la Loi de finances n° 18/025 du 13 décembre 2018 en faveur des Vérificateurs polyvalents et des Gestionnaires des comptes des contribuables de la DGE et du CDI, tenue à Kinshasa.	du 28 mars au 08 avril 2019
6	Séminaire de formation sur la gestion et traitement des archives dans les projets, les administrations et les structures publiques en faveur des Chefs de Bureau, des Secrétaires de Direction et de quelques Agents de l'Administration Centrale, de la DGE et de la DUI-K, tenu à Kinshasa.	du 01 au 6 avril 2019
7	Séminaire de formation sur la Comptabilité OHADA révisée en faveur des cadres supérieurs de l'Administration Centrale et de la DUI-K, tenu à Kinshasa.	du 17 au 21 juin 2019
8	Formation sur la fraude, corruption et risques de réputation en faveur d'un Haut fonctionnaire et onze cadres supérieurs de l'Administration Centrale, de la DGE et de la DUI-K, tenue à Kinshasa.	du 22 au 28 juin 2019
9	Séminaire de formation sur le thème : « Compétences requises pour secrétaires » en faveur des quelques agents de l'Administration Centrale, de la DGE et de la DUI-K, tenu à Kinshasa.	du 24 au 28 juin 2019
10	Séminaire de formation sur la comptabilité OHADA révisée en faveur des dix cadres supérieurs de l'Administration Centrale, de la DGE et de la DUI-K, tenu à Kinshasa.	du 01 au 05 juillet 2019
11	Séminaire de formation et de perfectionnement sur la gestion des stocks et des emplacements de stockage en faveur des cadres et agents de l'Administration Centrale et de la DUI-K, tenu à Kinshasa.	du 03 au 05 juillet 2019
12	Formation sur les notions de base de la fiscalité en faveur de quelques agents de l'Administration Centrale, tenue à Kinshasa.	du 22 juillet au 11 octobre 2019
13	Formation complémentaire de remise à niveau des candidats admis au concours sur la négociation des conventions fiscales.	du 02 au 09 août 2019
14	Séances sur la vulgarisation, la sensibilisation et l'information en matière de prix de transfert en faveur de quelques Haut Fonctionnaires, cadres supérieurs et agents de la DGI.	du 26 au 27 septembre 2019

15	Formation des Instructeurs du Contentieux en faveur des candidats retenus ;	du 21 octobre au 09 novembre 2019
16	Formation de courte durée dans le cadre de la mission d'assistance technique en administration fiscale par le FMI-AFRITAC CENTRE en faveur des agents du recouvrement de la DGE et du CDI, tenue à Kinshasa.	du 23 au 24 octobre 2019
17	Séminaire sur l'arrêté des comptes 2019 sur le thème: Panorama du SYSCOHADA révisé en faveur des cadres supérieurs de l'Administration Centrale, de la DGE et de la DUI-K, tenu à Kinshasa.	du 25 au 29 novembre 2019
18	Formation sur la négociation des conventions fiscales internationales en faveur de quelques cadres et agents de la DGI.	du 04 au 13 décembre 2019

#### IV.1.4.2. Formation à l'étranger

En 2019, la participation du personnel de la DGI à des formations de longue ou de courte durée à l'étranger est résumée dans le tableau ci-après :

N°	THEME DE LA FORMATION	PAYS
1	Atelier de formation sur l'érosion de la base d'imposition et les transferts de bénéficiaires dans le secteur minier, organisé par l'OCDE et le Forum Intergouvernemental sur l'exploitation minière, les métaux et le développement durable, en collaboration avec la DGI et de Domaines du Sénégal, à Dakar, du 21 au 24 janvier 2019.	SENEGAL
2	Séminaire sur le rôle et l'impact d'une bonne communication dans les Institutions Publiques, tenu à Montréal, du 27 janvier au 07 février 2019.	CANADA
3	Cinquième réunion du Forum mondial de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) sur la TVA, tenue à Melbourne, du 20 au 22 mars 2019.	AUSTRALIE
4	Réunion du Groupe de travail du CREDAF sur le thème : « Prérequis d'une bonne maîtrise d'ouvrage informatique », tenue à Paris, du 25 au 26 mars 2019.	FRANCE
5	Sommet sur la Fiscalité en Afrique sur le thème : « Opportunités et évolution du paysage fiscal en Afrique », organisé par KPMG South Africa à Cape Town, du 25 au 27 mars 2019.	AFRIQUE DU SUD
6	Cycle International Spécialisé d'Administration Publique (CISAP) sur le thème : « Lutter contre la corruption », organisé par l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), tenu à Paris, du 25 mars au 05 avril 2019.	FRANCE
7	Stage organisé par le Service Histoire et Politique du Musée royal de l'Afrique Centrale sur le thème : « la méthodologie, heuristique et partage d'expérience de recherches », tenu à Tervuren, du 1 <sup>er</sup> avril au 1 <sup>er</sup> juillet 2019.	BELGIQUE
8	Séminaire international sur le thème : « Virus, Arnaque et Demande de rançon, comment en protéger votre entreprise », tenu à Dubaï, du 08 au 15 avril 2019.	EMIRATS ARABES UNIS
9	Congrès International Francophone des Directeurs des Ressources Humaines, organisé par UNIVERSAL, COMPETENCES CONSULTING à Istanbul, du 23 au 28 avril 2019.	TURQUIE
10	Réunion de renforcement des capacités sur les perspectives fiscales africaines (PFA), tenue à Windhoek, du 24 au 26 avril 2019.	NAMIBIE

11	Séminaire de formation sur le thème : « Gestion de l'information et de la Communication pour AD », organisé par le Centre de formation TRI COMPETENCES à Lyon, du 06 au 21 mai 2019.	FRANCE
12	Colloque international sur le thème : « Impact du développement de l'économie numérique sur les administrations fiscales », organisé par le Revenu du Québec, avec la participation de l'Agence de Revenu du Canada et du CREDAF à Montréal, du 13 au 16 mai 2019.	CANADA
13	Congrès International des Secrétaire et Assistant(e)s de Direction, organisé par UNIVERSAL COMPETENCEES COSULTING à Tunis, du 21 au 26 mai 2019.	TUNISIE
14	Séminaire de formation sur le thème : « Audit informatique et de la sécurité », organisé par le Centre de Perfectionnement et de Recyclage à Paris, du 21 au 29 mai 2019.	FRANCE
15	7ème réunion du Cadre Inclusif sur le BEPS organisée par le Centre de Politique et d'Administration Fiscales de l'OCDE, à Paris, du 27 au 29 mai 2019.	FRANCE
16	Conférence Internationale de WOMEN DELIVER 2019, organisée conjointement par le Gouvernement Fédéral du Canada et provincial de la Colombie-Britannique, du 02 au 06 juin 2019.	CANADA
17	Formation sur les contrôles et politiques des prix de transfert dans l'industrie extractive organisée à Paris, du 10 au 14 juin 2019.	FRANCE
18	Formation sur le thème : « Fiscalité applicable à l'industrie minière », organisée par l'Institut Perspective SOFRECO à Clichy, du 17 au 28 juin 2019.	FRANCE
19	Séminaire de formation sur le thème : « Organisation pour Assistant(e)s de Direction » organisé par le Centre de formation TRI COMPETENCES à Paris, du 17 au 28 juin 2019.	FRANCE
20	Séminaire de formation sur le thème : « Finances publiques : recette, exécution budgétaire et gestion de la dette », organisé par le Centre de Formation SETYM International à Montréal, du 17 au 28 juin 2019.	CANADA
21	Formation sur l'impôt sur le revenu organisé par l'Administration fiscale de la République de Chine, conjointement avec l'OCDE, à Yangzhou, du 30 juin au 06 juillet 2019.	CHINE
22	Séminaire régional intitulé « Améliorer l'utilisation des incitations à l'investissement dans la région méditerranéenne », tenu à Amman, du 1 <sup>er</sup> au 02 juillet 2019.	JORDANIE
23	Séminaire de formation sur le thème : « Coaching pour Assistant(e) de Direction », organisé par le Centre de formation TRICOMPETENCES, à Paris, du 08 au 19 juillet 2019.	FRANCE
24	Formation sur le thème : « Doing Business and tax Services », organisée par l'Administration fiscale de la République de Chine, conjointement avec l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), à Yangzhou, du 14 au 19 juillet 2019.	CHINE
25	Formation sur le thème : « Mobilisation des ressources de l'Etat : L'optimisation des recettes fiscales », organisée par Consultants ICDI, à Montréal, du 15 au 26 juillet 2019.	CANADA
26	Séminaire de formation sur le thème : « Mobilisation des ressources de l'Etat : L'optimisation des recettes fiscales », organisé par Consultants ICDI à Montréal, du 15 au 29 juillet 2019.	CANADA

27	Séminaire de formation sur le thème : « Audit informatique et de la sécurité », organisé par le Centre Africain pour le Renforcement des Capacités (CAPER), à Paris, du 21 au 29 juillet 2019.	FRANCE
28	Formation sur le thème : « Evaluation et optimisation des résultats : méthodes et outils », organisée par SETYM INTERNATIONAL, à Marrakech, du 22 juillet au 02 août 2019.	MAROC
29	Formations sur les thèmes : « Evaluation des interventions complexes », « Aucun laissé pour compte : évaluations axées sur l'équité et sensibles au genre dans le contexte des ODD » et « Mise en place d'un système de suivi-évaluation », organisées par la Direction des affaires internationales de l'Ecole Nationale d'Administration Publique (ENAP) à Québec, du 22 juillet au 09 août 2019.	CANADA
30	Programme international de formation en évaluation du développement, organisé par l'Ecole Nationale d'Administration Publique Canadienne, à Québec, du 08 au 18 juillet 2019.	CANADA
31	Formation des Présidents des Délégations Syndicales sur le thème : « comment éliminer la pauvreté dans le milieu du travail de pays de l'Afrique Centrale, membres de la CEEAC », organisée à Tunis, du 16 au 26 juillet 2019 ;	TUNISIE
32	Réunion du Groupe de travail sur les accords fiscaux de la SADC, tenue à Pretoria, du 25 au 26 juillet 2019.	AFRIQUE DU SUD
33	Séminaire interrégional sur les prévisions des recettes budgétaires organisé par Afritac Centre, à Sao Tome, du 05 au 09 août 2019.	SAO TOME ET PRINCIPE
34	Travaux préparatifs du 39 <sup>ème</sup> Sommet Ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernements de la SADC, à Dar es Salaam, du 08 au 19 août 2019.	TANZANIE
35	Séminaire de formation sur le thème : « Evaluation de la performance des collaborateurs et consolidation d'équipe », organisé par Consultants ICDI à Montréal, du 12 au 23 août 2019.	CANADA
36	Séminaire sur le thème ; « le contrôle fiscal, la lutte contre la fraude fiscale et les spécificités des prix de transfert », organisé par l'Institut FORHOM, à La Rochelle, du 12 au 23 août 2019.	FRANCE
37	Formation sur le règlement des contentieux fiscaux, organisée par BRITACEG, à Yangzhou, du 25 au 31 août 2019.	CHINE
38	Stage de niveau 3 : Numérisation, dématérialisation, GED et SAE, organisé par Mémoire & Développement à Douala, du 26 août au 06 septembre 2019.	CAMEROUN
39	Séminaire organisé par consultants ICDI sur le thème « Suivi de l'Action Gouvernementale et Rapport Annuel de Performance (RAP) », tenu à Montréal, du 02 au 13 septembre 2019.	CANADA
40	Séminaire sur le management commercial pour les pays francophones d'Afrique, organisé par le Gouvernement Chinois à Huwan, du 05 au 25 septembre 2019.	CHINE
41	Atelier de validation et de consultation de l'édifice 2020 sur les Perspectives Fiscales Africaines (PFA), organisé à Cotonou, du 13 au 22 septembre 2019.	BENIN
42	Formation sur le thème : « Marchés publics et optimisation de la dépense publique », organisée par le Centre Africain pour le Renforcement des Capacités, à Paris, du 21 au 29 septembre 2019.	FRANCE

43	Réunion plénière du Groupe de réflexion sur l'économie numérique organisée par le Centre de Politique et d'Administration Fiscale de l'OCDE, à Paris, du 30 septembre au 1 <sup>er</sup> octobre 2019.	FRANCE
44	Séminaire dans le cadre du projet soutenu par le fonds dédié à la mobilisation des recettes, organisé par le Département des finances publiques du FMI, à Libreville, du 07 au 11 octobre 2019.	GABON
45	Formation sur la LOLF : « enjeux et modalités de mise en œuvre », organisée par l'Institut Forhom, à La Rochelle, du 07 au 18 octobre 2019.	FRANCE
46	3 <sup>ème</sup> réunion régionale sur les BEPS organisée conjointement par l'OCDE et le CREDAF, en partenariat avec la Direction Générale des Impôts et des Douanes du Sénégal, à Saly, du 15 au 17 octobre 2019.	SENEGAL
47	Séminaire de formation sur le thème : « Optimisation des capacités professionnelles des secrétaires et assistant(e)s dans les administrations ou institutions publiques (Ministres, SG, DIRCAB, DAAF, DFM, DAG... ) », organisé par le Centre Africain pour le Renforcement des Capacités « CAPER », à Paris, du 17 au 27 octobre 2019.	FRANCE
48	Séminaire de formation sur le thème : « Optimisation des capacités professionnelles des secrétaires et assistant(e)s dans les administrations ou institutions publiques (Ministères, SG, DIRCAB, DAAF, DFM, DAG,...) », organisé par le Centre Africain pour le Renforcement des Capacités(CAPER), à Paris, du 19 au 27 octobre 2019.	FRANCE
49	Séminaire/Atelier sur le thème : « Management et développement des ressources humaines », organisé par SETYM International, à Marrakech, du 21 octobre au 1er novembre 2019.	MAROC
50	Formation sur le thème : « Management et développement des ressources humaines », organisée par SETYM INTERNATIONAL à Marrakech, du 21 octobre au 1er novembre 2019.	MAROC
51	Séminaire organisé par le Cercle de Réflexion et d'Echange des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF), sur le thème : « le contrôle fiscal : travailler ensemble », à Antananarivo, du 28 au 30 octobre 2019.	MADAGASCAR
52	Séminaire de formation sur le thème : « Informatique et NTIC pour Assistant(e)s de Direction », organisé par le Centre de formation TRI COMPETENCES, à Paris, du 04 au 15 novembre 2019.	FRANCE
53	Séminaire de formation sur le thème : « Politique et Stratégies financières des Organisations », organisé par le Centre de formation TRI COMPETENCES, à Paris, du 06 au 19 novembre 2019.	FRANCE
54	Formation sur les affaires de fiscalité offshore, organisée par l'Administration fiscale de la République Populaire de Chine (STA), conjointement avec l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), à Yangzhou, du 17 au 23 novembre 2019.	CHINE
55	Séminaire du Cercle de Réflexion et d'Echange des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) sur le thème : « La maîtrise et la valorisation des données : défis et opportunités pour l'élargissement de l'assiette fiscale », tenu à Paris, du 18 au 20 novembre 2019.	FRANCE
56	Séances de « Préparation des examens CIA, niveau 2 », organisées par l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle internes, en sigle IFACI, à Paris, du 20 novembre au 02 décembre 2019.	FRANCE
57	Séminaire de formation sur le thème : « Communication et Relations Publiques pour Assistant(e)s de Direction », organisé par le Centre de formation TRI COMPETENCES, à Paris, du 02 au 18 décembre 2019.	FRANCE

#### IV.1.5. Missions de service

Au cours de l'année 2019, la DGI a diligencé 387 missions de service dont 270 à l'intérieur et 117 à l'extérieur du pays.

Les détails, par rapport à la prise en charge, sont repris dans le tableau ci-dessous :

PERIODE	MISSIONS A L'INTERIEUR				MISSIONS A L'EXETRIEUR				CUMUL			
	NBRE	BILLET (En USD)	FRAIS DE MISSION		NBRE	BILLET (En USD)	FRAIS DE MISSION		NBRE	BILLET (En USD)	FRAIS DE MISSION	
			En CDF	En USD			En CDF	En USD			En CDF	En USD
Janvier	10	7 082,00	47 630 000,00		1	1 574,00			11	8 656,00	47 630 000,00	9 009,00
Février	18	12 998,00	43 492 500,00		4	8 238,00			22	21 236,00	43 492 500,00	33 775,00
Mars	29	24 270,00	105 056 000,00		8	27 480,00			37	51 750,00	105 056 000,00	34 695,00
Avril	31	28 897,00	103 125 000,00		22	36 827,00			53	65 724,00	103 125 000,00	122 200,00
Mai	36	34 298,00	122 265 000,00		11	43 426,00			47	77 724,00	122 265 000,00	48 417,00
Juin	7	6 744,00	26 015 000,00		24	56 603,00			31	63 347,00	26 015 000,00	102 838,00
Juillet	37	26 614,00	158 228 000,00		9	15 699,00			46	42 313,00	158 228 000,00	42 775,00
Août	1	2 980,00	9 790 000,00		5	22 491,00			6	25 471,00	9 790 000,00	43 815,00
Septembre	7	1 690,00	2 640 000,00		12	8 791,00			19	10 481,00	2 640 000,00	19 934,00
Octobre	54	50 181,00	240 515 000,00		15	24 483,00			69	74 664,00	240 515 000,00	52 407,00
Novembre	40	37 366,00	145 420 000,00		6	15 170,00			46	52 536,00	145 420 000,00	31 573,00
Décembre												
<b>TOTAL</b>	<b>270</b>	<b>233 120,00</b>	<b>1 004 176 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>117</b>	<b>260 782,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>387</b>	<b>493 902,00</b>	<b>1 004 176 500,00</b>	<b>541 438,00</b>

#### IV.1.6. Politique sociale

##### IV.1.6.1. Prise en charge des soins de santé

La DGI dispose d'un Centre Médical qui assure les soins de santé des cadres et agents et leurs ayants droit. A ce titre, cette structure a bénéficié au cours de l'année 2019, des crédits subdélégés de l'ordre de **CDF 449.620.167,00** pour la prise en charge directe des soins de santé de **22.393** cas (toutes pathologies confondues) dont **20.965** traités en ambulatoire et **1.428** d'hospitalisation.

Face aux cas dépassant la capacité installée de son Centre Médical et des formations hospitalières contractantes, la DGI a procédé, au cours de l'année 2019, à l'évacuation sanitaire à l'étranger de **31** cas pour un coût global de **CDF 2.413.726.280,82**.

Par ailleurs, les montants de **CDF 494.542.323,14** et de **CDF 88.040.302,99** ont été libérés par la DGI respectivement pour honorer les appels de fonds établis en faveur de son personnel et pour couvrir différentes provisions médicales.

Aussi, une somme de **CDF 279.675.415,34** a-t-elle été affectée au remboursement des dépenses de santé préfinancées par les cadres et agents.

##### IV.1.6.2. Assistance sociale

En sus des droits et avantages sociaux statutairement reconnus aux cadres et agents, la DGI a apporté son assistance à quelques membres de son personnel pour rencontrer les difficultés liées à des besoins d'ordre social. Dans ce cadre, elle a pris en charge entre autres, l'achat de titres de voyage pour des cas de décès des

personnes n'entrant pas en ligne de compte des bénéficiaires des allocations familiales pour une valeur de **CDF 1.294.084.740,48**.

Elle a en outre, accordé des avances sur rémunérations au personnel d'un montant de **CDF 87.313.426,95**, pour lui permettre notamment de faire face à la problématique de garantie locative.

#### IV.2. GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES

Conformément à l'article 4 du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant sa création, la DGI dispose, pour son fonctionnement et la motivation de son personnel, d'une allocation budgétaire au moins égale à 5% des recettes assignées ainsi que de 50% des pénalités fiscales recouvrées.

Dans le cadre de sa motivation, le personnel de la DGI reçoit, en sus du traitement d'activité de l'ensemble des agents de carrière des services publics de l'Etat, des primes spécifiques (prime de mobilisation des recettes et prime de contentieux) prévues par le Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif au personnel de carrière de la DGI.

##### IV.2.1. Ressources financières de la DGI

Au cours de l'année 2019, les ressources financières de la DGI sont globalement évaluées à **CDF 257.319.514.032,12** dont :

- **CDF 4.167.598.632,70** au titre du solde créditeur de l'exercice 2018 ;
- **CDF 183.773.387.637,78** au titre de la rétrocession brute couvrant la période de novembre 2018 à octobre 2019 ;
- **CDF 49.378.527.761,64** au titre des pénalités recouvrées ;

- et **CDF 20.000.000.000,00** représentant la quote-part du Gouvernement au paiement de la prime de contentieux minimum garanti.

Cependant, sur la rétrocession brute de **CDF 183.773.387.637,78**, il a été opéré, au niveau du Ministère du Budget, la retenue de l'IPR de l'ordre de **CDF 13.783.004.072,83** sur la quote-part

réservée à la motivation du personnel de la DGI, dégageant ainsi une rétrocession nette de **CDF 169.999.383.564,95** et ramenant de ce fait, les ressources totales de **CDF 257.319.514.032,12** à **CDF 243.536.509.959,29**.

La situation des ressources financières de la DGI pour l'année 2019 est ventilée dans le tableau ci-dessous :

LIBELLE		MONTANT (en CDF)	POURC.
REPORT A FIN 2018	SOLDE SUR LE CREDIT DE FONCTIONNEMENT (a)	3 756 560 234,56	1,54%
	SOLDE SUR LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT (b)	411 038 398,14	0,17%
	<b>S/TOTAL (1)= (a) + (b)</b>	<b>4 167 598 632,70</b>	<b>1,71%</b>
RESSOURCES DE L'ANNEE 2019	RETROCESSION NETTE (c)	169 990 383 564,95	69,80%
	QUOTE-PART GOUVERNEMENT POUR LE PAIEMENT DE LA PRIME DE CONTENTIEUX MINIMUM GARANTI (d)	20 000 000 000,00	8,21%
	<b>S/TOTAL (2) = (c) + (d)</b>	<b>189 990 383 564,95</b>	<b>78,01%</b>
	PENALITES RECOUVREES (3)	49 378 527 761,64	20,28%
	<b>S/TOTAL (4) = (2) + (3)</b>	<b>239 368 911 326,59</b>	<b>98,29%</b>
<b>RESSOURCES TOTALES (5) = (1) +(4)</b>		<b>243 536 509 959,29</b>	<b>100,00%</b>

#### IV.2.2. Utilisation de la rétrocession

Pour une meilleure gestion de la rétrocession affectée au fonctionnement des Services, un plan de trésorerie-type conforme à la nomenclature et au cadre comptable prévus dans le manuel de procédures d'exécution de la dépense est appliqué tant au niveau de l'Administration Centrale que des Directions Urbaine et Provinciales des Impôts.

Les ressources provenant de la rétrocession sont destinées aux frais de fonctionnement des Services de la DGI et au paiement de la prime de mobilisation des recettes en faveur

du personnel. A ce titre, sur le montant de la dotation nette de l'année 2019 de **CDF 189.990.383.564,95**, la quote-part réservée à la motivation du personnel a été de **CDF 128.120.227.307,40** répartie à raison de **CDF 86.817.478.979,59** au titre de la prime de mobilisation des recettes et de **CDF 41.302.748.327,80** pour la prime de contentieux minimum garanti (couverte en partie par les frais de fonctionnement de la DGI à hauteur de **CDF 21.302.748.327,80**). La différence de **CDF 61.870.156.257,55** a été affectée au fonctionnement des services.

#### **IV.2.2.1. Motivation du personnel**

##### **IV.2.2.1.1. Prime de mobilisation des recettes**

La prime de mobilisation des recettes a été couverte par les ressources provenant de la rétrocession revenant à la DGI sur les recettes mobilisées. Au cours de l'année 2019, l'enveloppe globale de cette prime a été évaluée à **CDF 86.817.478.979,59**, somme qui a été reversée au personnel en totalité.

##### **IV.2.2.1.2. Prime de contentieux minimum garanti**

La prime de contentieux minimum garanti a été payée au cours de l'année 2019 en guise d'encouragement du personnel de la DGI pour la plus-value réalisée en matière de recettes sur les assignations budgétaires de l'année 2018. Le montant a été déterminé, après conciliation entre le Ministère des Finances (Autorité de tutelle) et le banc syndical de la DGI, à **CDF 41.302.748.327,80** et supporté concurremment par le Gouvernement de la République et la DGI respectivement à raison de **CDF 20.000.000.000,00** et de **CDF 21.302.748.327,80**.

#### **IV.2.2.2. Crédits de fonctionnement alloués aux Services**

Au cours de l'année 2019, les crédits de fonctionnement alloués aux Services ont représenté un montant de **CDF 61.870.156.257,55** dont **CDF 11.239.681.158,58** au titre de crédits subdélégués aux Services et **CDF 50.630.475.098,97** au titre de dépenses centralisées au niveau de l'Administration centrale.

##### **IV.2.2.2.1. Crédits subdélégués aux services**

Le montant de **CDF 11.239.681.158,58** alloué au titre de crédits subdélégués a été totalement transféré aux services bénéficiaires.

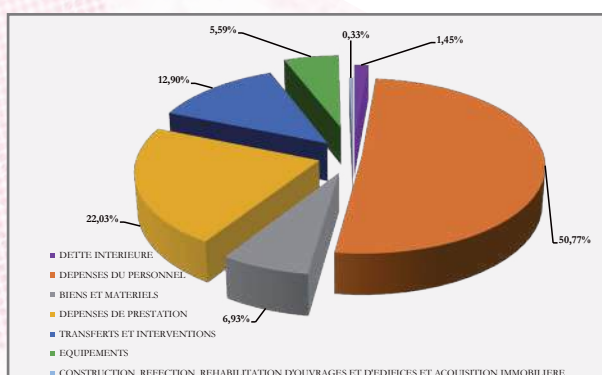
##### **IV.2.2.2.2. Dépenses centralisées**

S'agissant des dépenses de fonctionnement centralisées au niveau de l'Administration Centrale, elles ont été exécutées, au cours de l'année 2019, à hauteur de **CDF 51.687.180.647,97** sur un crédit total de **CDF 54.387.035.333,53** résultant de la somme du crédit de l'année 2019 de l'ordre de **CDF 50.630.475.098,97** et du solde de l'exercice 2018 arrêté à **CDF 3.756.560.234,56**, dégageant ainsi un solde créditeur à fin 2019 de **CDF 2.699.854.685,56**.

Par nature de dépenses, les détails sont donnés dans le tableau ci-dessous :

N°	NATURE DEPENSES	MONTANT (EN CDF)	TAUX DE COUVERTURE
1	<b>DETTE INTERIEURE</b>	749 422 904,70	1,45%
	Dettes Sociales	374 691 504,70	0,72%
	Dettes commerciales	374 731 400,00	0,72%
2	<b>DEPENSES DU PERSONNEL</b>	26 242 975 159,10	50,77%
	Indemnités permanentes	19 009 118 290,90	36,78%
	Indemnités de transport	6 012 000,00	0,01%
	Primes, gratifications et indemnités non permanentes	7 102 061 773,20	13,74%
	Frais de rapatriement et de mutation	121 751 095,00	0,24%
	Indemnités kilométriques	4 032 000,00	0,01%
3	<b>BIENS ET MATERIELS</b>	3 583 257 734,06	6,93%
	Fournitures et petits matériels de bureau	1 205 422 629,52	2,33%
	Matériaux de construction	1 021 000,00	0,00%
	Produits médicaux et pharmaceutiques	331 227 000,00	0,64%
	Pièces de rechange pour matériel roulant	33 932 098,40	0,07%
	Pièces de rechange pour autres équipements	44 750 635,13	0,09%
	Fournitures énergétiques	1 786 515 281,00	3,46%
	Textiles et tissus	180 389 090,01	0,35%
4	<b>DEPENSES DE PRESTATION</b>	11 384 498 900,98	22,03%
	Communication & télécommunication	1 331 003 071,01	2,58%
	Alimentation en eau	83 360 710,34	0,16%
	Alimentation en énergie électrique	243 166 790,04	0,47%
	Publicité	517 228 511,50	1,00%
	Reproduction, reliure et conservation	288 910 960,00	0,56%
	Imprimés de valeur	881 783 910,00	1,71%
	Location immobilière, d'équipement et de matériel	358 777 539,93	0,69%
	Titres de voyages/intérieur	639 503 819,07	1,24%
	Titres de voyages/extérieur	784 638 784,45	1,52%
	Location immobilière	529 689 075,00	1,02%
	Frais d'hébergement	267 335 000,00	0,52%
	Entretien de matériel et d'équipement	228 431 410,77	0,44%
	Réparation de matériel et d'équipement	118 380 096,21	0,23%
	Soins de protection de l'environnement	212 123 080,00	0,41%
	Entretien, réparation et décoration d'édifices	188 443 818,00	0,36%
	Frais de mission	2 905 549 617,75	5,62%
	Frais d'assurances	188 028 815,78	0,36%
	Prestation intellectuelle, d'organisme de formation	894 197 104,52	1,73%
	Commissions bancaires	683 265 861,94	1,32%
	Autres prestations	40 680 924,67	0,08%
5	<b>TRANSFERTS ET INTERVENTIONS</b>	6 668 747 800,94	12,90%
	Appuis budgétaires	1 987 674 415,79	3,85%
	Bourses d'études	14 664 000,00	0,03%
	Aides et secours	353 780 825,30	0,68%
	Frais médicaux et pharmaceutiques	2 996 251 375,56	5,80%
	Frais funéraires	1 316 377 184,29	2,55%
6	<b>EQUIPEMENTS</b>	2 887 680 930,79	5,59%
	Acquisition équipements informatiques	585 474 562,79	1,13%
	Acquisition équipements de transport	2 192 643 318,00	4,24%
	Acquisition équipements industriels	58 349 925,00	0,11%
	Acquisition équipements divers	51 213 125,00	0,10%
7	<b>CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES ET ACQUISITION IMMOBILIERE</b>	170 599 217,40	0,33%
	Réhabilitation et réfection d'ouvrages et d'édifices	170 599 217,40	0,33%
	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>51 687 182 647,97</b>	<b>100%</b>

La répartition en pourcentage des dépenses centralisées est graphiquement donnée de la manière suivante :



#### IV.2.3. Utilisation des pénalités recouvrées

Conformément à l'article 22 du Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant règlement d'administration relatif au personnel de carrière de la DGI, il est attribué aux agents de cette Régie financière ainsi qu'aux aviseurs, dans le cadre de la lutte contre la fraude, une prime de contentieux pour toute infraction en matière fiscale par eux découverte, constatée ou signalée, représentant **80%** de la quote-part des pénalités fiscales revenant aux services.

Aussi, sur pied de l'article 4 alinéa 1<sup>er</sup> *in fine*, du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI, tel que modifié et complété à ce jour, la DGI bénéficiaire, en sus des crédits budgétaires lui alloués, d'une quotité de **20%** des pénalités fiscales revenant aux services pour couvrir ses dépenses d'investissement.

Ainsi, au cours de l'année 2019, la part des pénalités fiscales recouvrées revenant à la DGI a été de **CDF 49.378.527.761,64** dont le montant de **CDF 40.087.968.930,75** affecté à la prime du contentieux en faveur du personnel et celui de **CDF 9.290.558.830,89** réservé aux investissements.

##### IV.2.3.1. Prime de contentieux

Au cours de l'année 2019, l'enveloppe allouée à la prime de contentieux de l'ordre de **CDF 40.087.968.930,75** a été totalement reversée au personnel.

##### IV.2.3.2. Dépenses d'investissement

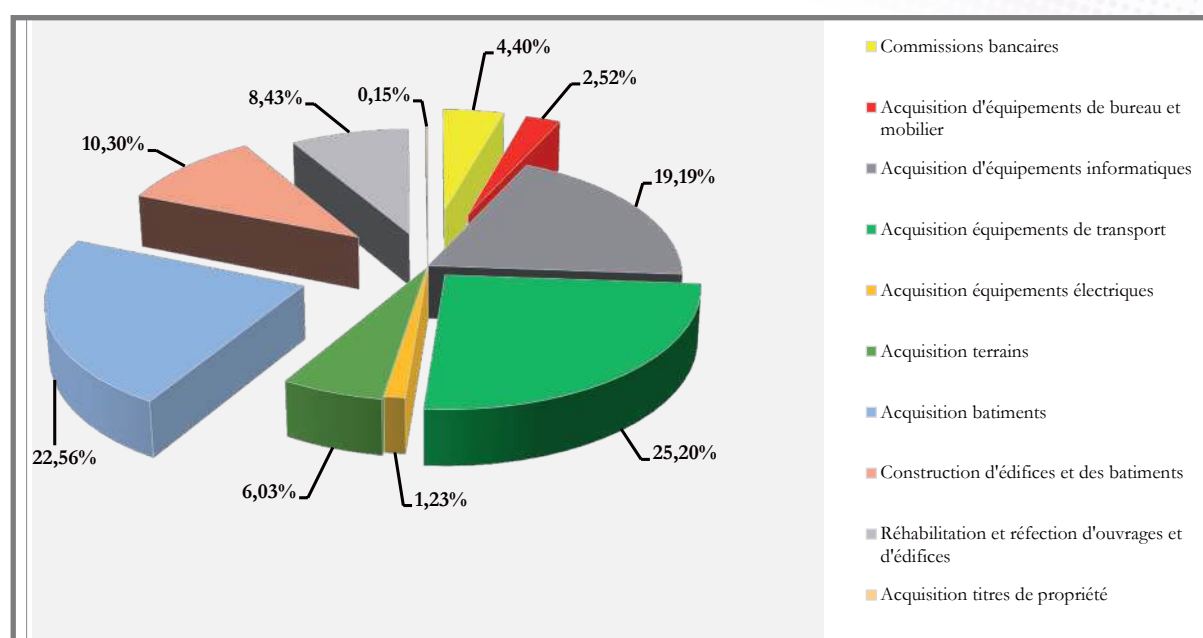
Sur l'ensemble des pénalités recouvrées au cours de l'année 2019, la quotité réservée à la couverture des dépenses d'investissement a représenté un montant de **CDF 9.290.558.830,89**, à laquelle s'ajoute le solde de l'année 2018 de **CDF 411.038.398,14** pour un total de **CDF 9.701.597.229,03**.

Par ailleurs, déduction faite du montant de **CDF 596.438.536,19** dont **CDF 516.038.536,19** relatif au remboursement du trop-perçu au titre d'AMR B, le montant net retenu au titre de dépenses investissement est de **CDF 9.105.158.692,84**.

Les dépenses effectivement réalisées sur cette enveloppe d'investissement au cours de l'année 2019 ont été évaluées à **CDF 5.471.162.770,44** dont **CDF 5.230.655.135,70** de dépenses proprement dite et **CDF 240.507.634,74** représentant les commissions bancaires, telles que renseignées dans le tableau ci-après, dégageant ainsi un solde créditeur de **CDF 3.633.995.922,40** :

NATURE DE DEPENSES	MONTANT (EN CDF)	TAUX D'EXEC.
Commissions bancaires	240 507 634,74	4,40%
Acquisition d'équipements de bureau et mobilier	138 132 123,10	2,52%
Acquisition d'équipements informatiques	1 049 974 809,59	19,19%
Acquisition équipements de transport	1 378 493 292,00	25,20%
Acquisition équipements électriques	67 063 941,09	1,23%
Acquisition terrains	329 834 000,00	6,03%
Acquisition bâtiments	1 234 040 057,00	22,56%
Construction d'édifices et des bâtiments	563 739 022,42	10,30%
Réhabilitation et réfection d'ouvrages et d'édifices	461 190 390,50	8,43%
Acquisition titres de propriété	8 187 500,00	0,15%
<b>TOTAL</b>	<b>5 471 162 770,44</b>	<b>100,00%</b>

La répartition en pourcentage des dépenses d'investissement se présente graphiquement comme suit :



#### IV.2.4. Cumul des dépenses effectuées au cours de l'année

Les dépenses effectuées par la DGI au cours de l'année 2019 ont été cumulées à **CDF 57.158.345.418,41**. Elles ont été financées respectivement par les crédits de fonctionnement à hauteur de **CDF 51.687.182.647,97** et par les fonds d'investissements de l'ordre de **CDF 5.471.162.770,44**, telles que détaillées dans le tableau ci-dessous :

N°	NATURE DE DEPENSES	DEPENSES FINANCEES PAR LES CREDITS DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES FINANCEES PAR LES FONDS D'INVESTISSEMENTS	TOTAL
1	<b>DETTE INTERIEURE</b>	749 422 904,70	0,00	749 422 904,70
	Dettes Sociales	374 691 504,70		374 691 504,70
	Dettes commerciales	374 731 400,00		374 731 400,00
2	<b>DEPENSES DU PERSONNEL</b>	26 242 975 159,10	0,00	26 242 975 159,10
	Indemnités permanentes	19 009 118 290,90		19 009 118 290,90
	Indemnités de transport	6 012 000,00		6 012 000,00
	Primes, gratifications et indemnités non permanentes	7 102 061 773,20		7 102 061 773,20
	Frais de rapatriement et de mutation	121 751 095,00		121 751 095,00
	Indemnités kilométriques	4 032 000,00		4 032 000,00
3	<b>BIENS ET MATERIELS</b>	3 583 257 734,06	0,00	3 583 257 734,06
	Fournitures et petits matériels de bureau	1 205 422 629,52		1 205 422 629,52
	Matériaux de construction	1 021 000,00		1 021 000,00
	Produits médicaux et pharmaceutiques	331 227 000,00		331 227 000,00
	Pièces de rechange pour matériel roulant	33 932 098,40		33 932 098,40
	Pièces de rechange pour autres équipements	44 750 635,13		44 750 635,13
	Fournitures énergétiques	1 786 515 281,00		1 786 515 281,00
	Textiles et tissus	180 389 090,01		180 389 090,01
4	<b>DEPENSES DE PRESTATION</b>	11 384 498 900,98	240 507 634,74	11 625 006 535,72
	Communication & télécommunication	1 331 003 071,01		1 331 003 071,01
	Alimentation en eau	83 360 710,34		83 360 710,34
	Alimentation en énergie électrique	243 166 790,04		243 166 790,04
	Publicité	517 228 511,50		517 228 511,50
	Reproduction, reliure et conservation	288 910 960,00		288 910 960,00
	Imprimés de valeur	881 783 910,00		881 783 910,00
	Location immobilière, d'équipement et de matériel	358 777 539,93		358 777 539,93
	Titres de voyages/intérieur	639 503 819,07		639 503 819,07
	Titres de voyages/extérieur	784 638 784,45		784 638 784,45
	Location immobilière	529 689 075,00		529 689 075,00
	Frais d'hébergement	267 335 000,00		267 335 000,00
	Entretien de matériel et d'équipement	228 431 410,77		228 431 410,77
	Réparation de matériel et d'équipement	118 380 096,21		118 380 096,21

	Soins de protection de l'environnement	212 123 080,00		212 123 080,00
	Entretien, réparation et décoration d'édifices	188 443 818,00		188 443 818,00
	Frais de mission	2 905 549 617,75		2 905 549 617,75
	Frais d'assurances	188 028 815,78		188 028 815,78
	Prestation intellectuelle, d'organisme de formation	894 197 104,52		894 197 104,52
	Commissions bancaires	683 265 861,94	240 507 634,74	923 773 496,68
	Autres prestations	40 680 924,67		40 680 924,67
5	<b>TRANSFERTS ET INTERVENTIONS</b>	<b>6 668 747 800,94</b>	<b>0,00</b>	<b>6 668 747 800,94</b>
	Appuis budgétaires	1 987 674 415,79		1 987 674 415,79
	Bourses d'études	14 664 000,00		14 664 000,00
	Aides et secours	353 780 825,30		353 780 825,30
	Frais médicaux et pharmaceutiques	2 996 251 375,56		2 996 251 375,56
	Frais funéraires	1 316 377 184,29		1 316 377 184,29
6	<b>EQUIPEMENTS</b>	<b>2 887 680 930,79</b>	<b>2 633 664 165,78</b>	<b>5 521 345 096,57</b>
	Acquisition équipements informatiques	585 474 562,79	1 049 974 809,59	1 635 449 372,38
	Acquisition équipements de transport	2 192 643 318,00	1 378 493 292,00	3 571 136 610,00
	Acquisition équipements de bureau et mobilier		138 132 123,10	138 132 123,10
	Acquisition équipements électriques		67 063 941,09	67 063 941,09
	Acquisition équipements industriels	58 349 925,00		58 349 925,00
	Acquisition équipements divers	51 213 125,00		51 213 125,00
7	<b>CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES ET ACQUISITION IMMOBILIERE</b>	<b>170 599 217,40</b>	<b>2 596 990 969,92</b>	<b>2 767 590 187,32</b>
	Réhabilitation et réfection d'ouvrages et d'édifices	170 599 217,40	461 190 390,50	631 789 607,90
	Acquisition terrains		329 834 000,00	329 834 000,00
	Acquisition bâtiments		1 234 040 057,00	1 234 040 057,00
	Construction d'édifices et des batiments		563 739 022,42	563 739 022,42
	Acquisition titres de propriété		8 187 500,00	8 187 500,00
	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>51 687 182 647,97</b>	<b>5 471 162 770,44</b>	<b>57 158 345 418,41</b>

### IV.3. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES, IMPRIMES DE VALEUR ET IMPRIMES SPECIFIQUES

#### IV.3.1. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES

Au cours de l'année 2019, la DGI a reçu et mis à la disposition des services un stock de plaques autos, plaques motos, cartes roses, vignettes autocollantes, tel que renseigné ci- dessous :

##### IV.3.1.1. Situation de variation de stock

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Plaque auto	0	65 689	65 689	0
2	Plaque moto	0	1 596	1 596	0
3	Carte rose UTSH-CONGO	0	29 500	29 500	0
4	Vignette autocollante	0	0	0	0

##### IV.3.1.2. Situation de mise de stock à la disposition des services

N°	SERVICE DESIGNATION	SERVICE									TOTAL
		DUI-K	DPI/BANDUNDU	DPI/EQUATEUR	DPI/KASAI-OR.	DPI/KATANGA	DPI/KONGO CENTRAL	DPI/PROVINCE ORIENTALE	DPI/NORD-KIVU	DPI/SUD-KIVU	
1	Plaque auto	35 611	0	0	90	16 743	4 320	2 335	4 495	2 095	65 689
2	Plaque moto	0	498	498	0	0	0	0	0	600	1 596
3	Carte rose	26 500	0	0	0	0	3 000	0	0	0	29 500
4	Vignette Auto collante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### IV.3.2. GESTION DE STOCK DES IMPRIMES DE VALEUR

Au cours de l'année 2019, la variation de stock des imprimés de valeur se présente de la manière ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Attestation de situation fiscale	484 000	0	14 502	469 498
2	Attestation d'exemption	0	0	0	0
3	Code des impôts Edition 2014	17	0	0	17
4	Code des impôts Edition 2017	2 874	0	1343	1 531
5	Code Général des Impôts	28	0	2	26

### IV.3.3. GESTION DE STOCK DES IMPRIMES SPECIFIQUES

Au cours de la même période, la DGI a utilisé les imprimés spécifiques renseignés dans le tableau ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Avis à tiers détenteurs	47 500	0	17 500	30 000
2	Annexe déclaration de l'impôt sur l'IBP de la prestation des personnes physique ou morale non résident en RDC	0	30000	0	30 000
3	Banderole	0	39	39	0
4	Bon à payer	23 021	0	0	23 021
5	Bordereau de versement Acompte IBP des petites entreprises	39 000	0	34000	5000
6	Bordereau de versement Acompte Provisionnel	99 950	150 000	0	249 950
7	Bordereau de versement du solde de l'impôt sur les IBP à charge des Petites Entreprises reformées	0	150 000	0	150 000
8	Calendrier de table 2019	0	400	400	0
9	Calendrier mural 2019	0	2 000	2 000	0
10	Carnet de reçu	3 277	0	0	3 277
11	Commandement	391 500	0	60 500	331 000
12	Contrainte	182 500	0	60 000	122 500
13	Consultation prénatale	0	10 000	10 000	0
14	Déclaration d'assujettissement TVA	21 900	0	5 000	16 900

15	Déclaration de l'Impôt sur les Bénéfices et Profits de prestations des PP ou PM non résident en RDC	0	30 000	0	30 000
16	Déclaration de l'Etat Récapitulatif de l'IPR	24 500	101 000	47 500	78 000
17	Déclaration de l'Impôt Mobilier	32 400	0	18 050	14 350
18	Déclaration IBP à charge des Grandes et Moyennes Entreprises	24 950	50 000	59 000	15 950
19	Déclaration TVA retenue à la source par les Entreprises Minières	58 500	0	0	58 500
20	Déclaration IBP des Micro-Entreprises	2 000	0	0	2 000
21	Déclaration IBP des Petites Entreprises	116 450	0	0	116 450
22	Déclaration IM	28 400	0	0	28 400
23	Déclaration de l'impôt sur les Sociétés de droit étranger	0	0	0	0
24	Déclaration de l'impôt/superficie/ Concession Minières et d'Hydro	128 750	0	0	128 750
25	Déclaration de l'IPR Domestique et des salaires Micro-Entreprises	55 000	0	45 000	10 000
26	Déclaration de l'IBP à charge des Petites Entreprises réformées	0	150 000	0	150 000
27	Déclaration de l'Impôt Forfaitaire à charge de Micro-Entreprises en matière d'IBP	4 500	175 000	129 050	50 450
28	Déclaration mensuelle de l'IPR	0	272 500	272 500	0
29	Déclaration mensuelle TVA(nouveau modèle)	130 500	0	0	130 500
30	Déclaration mensuelle unique/IPR (CNSS,INPP,ONEM & DGI)	0	77 468	73 100	7 000
31	Déclaration mensuel de la TVA	130 500	0	120 550	32 500
32	Demande de remboursement crédit TVA	65 000	0	0	65 000
33	Demande de de l'impôt Spécial sur les profits Excédentaires	0	10 000	9 500	500
34	Demande d' immatriculation véhicule	1 190	750	1 900	40
35	Drapeau National	0	200	200	0
36	Effigie du Chef de l'Etat	0	350	350	0
37	Fiche individuelle/Exemptions	0	381 500	0	381 500
38	Fiche médicale	0	30 000	2 500	27 500
39	Fiche de recensement PM	145 500	0	51 000	94 500

40	Fiche de recensement PP	18 000	0	0	18 000
41	Fiche intercalaire	74 000	0	23 500	50 500
42	Képis avec logo DGI	400	1 500	1 762	138
43	Main levée	150 500	0	0	150 500
44	Note de calcul	3 000	150 000	18 000	135 000
45	Note de perception informatisée	23 000	0	2 000	21 000
46	Note de perception manuelle	316 950	0	192 450	124 500
47	Pagne à logo DGI	8 900	0	129	8 771
48	Pagne 8 mars	0	1 800	1 800	0
49	Papier en-tête DG	7 000	35 000	38 750	3 250
50	Papier en-tête DG/suite	32 500	0	0	32 500
51	Papier en-tête DGA/QA&F	3 000	0	3 000	0
52	Papier en-tête DGA/QF&R	7 000	0	1 000	6 000
53	Papier en-tête DESCOM	4 000	0	2 500	1 500
54	Papier en-tête DGBSG	15 000	0	7 000	8 000
55	Papier en-tête DIRINFO	3 000	0	0	3 000
56	Papier en-tête DIRAF	0	10 000	5 000	5 000
57	Papier en-tête DIREC	500	10 000	0	10 500
58	Papier en-tête DLEG	5 000	0	1 000	4 000
59	Papier en-tête DRH	0	20 000	20 000	0
60	Papier en-tête DRR	15 000	0	15 000	0
61	Papier en-tête IS	0	15 000	15 000	0
62	Papier en-tête BANDUNDU	0	0	0	0
63	Papier en-tête DGE/Directeur	25 500	0	0	25 500
64	Papier en-tête DGE/Suite	33 000	0	0	33 000
65	Papier en-tête DGE/Division	0	20 000	20 000	0
66	Papier en-tête DUI-K	0	0	0	0
67	Papier en-tête DUI-K/CDI KINSHASA	0	15 000	15 000	0
68	Papier en-tête EQUATEUR	0	0	0	0
69	Papier en-tête KASAI-ORIENTAL	0	0	0	0
70	Papier en-tête KASAI-OCCIDENT	0	0	0	0
71	Papier en-tête KONGO CENTRAL	0	0	0	0
72	Papier en-tête MANIEMA	0	0	0	0
73	Papier en-tête NORD-KIVU	0	0	0	0

74	Papier en-tête PROVINCE ORIENT	0	0	0	0
75	Papier en-tête PROVINCE ORIENTALE/CDI KISANGANI	0	10 000	10 000	0
76	Papier en-tête SUD-KIVU	0	20 000	20 000	0
77	Procès-verbal d'évaluation du Chiffre d'Affaires	0	30 000	29 500	500
78	Polo avec logo DGI	10	500	510	0
79	T-shirt à logo DGI	65	1 800	1 802	63

#### IV.3.4. GESTION DE STOCK DES MANUELS

A fin 2019, la situation de stock des manuels se présente comme suit :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Bonne gouvernance	3	0	0	3
2	Comprendre la statistique descriptive	100	0	0	100
3	Code forestier	9	0	8	1
4	Code Minier nouveau	474	0	220	254
5	Code Minier Edition 2002	0			0
6	Code Minier Edition 2008	7	0	0	7
7	Commentaire du Code des impôts	101	0	91	10
8	Congo-Zaïre les coulisses du pouvoir sous MOBUTU	1	0	0	1
9	Constitution de la RDC	0	200	178	22
10	Controverse du circulaire n°002/du 6 juin 2019	0	25	0	25
11	Décret n°04/099 du 30 décembre 2004 modifiant le décret du 02 mars 2003 portant création de la DGI	5	0	0	5
12	Décret 017/2003 du 22 mars 2003	0	60	60	0
13	Décret 011/43 du 22 novembre 2011	0	60	60	0
14	Décentralisation fiscale en RDC	46	0	1	45
15	Droit fiscal	47	0	0	47
16	Droit fiscal congolais	9	0	1	8
17	Droit des Finances Publiques	10	0	1	9
18	Droit commercial Congolais	140	0	124	16
19	Education à la citoyenneté	1	0	0	1
20	Ethique et déontologie professionnelle	3	0	0	3
21	Finances publiques approfondies	3	0	0	3
22	Finances publiques	11	0	1	10
23	Flash impôt	725	0	401	324
24	Guide de contrôle sur pièces	5797	0	4541	1256
25	Guide de contrôle sur place	5797	0	4541	1256
26	Guide des Entreprises relevant de la DGE	650	0	0	650
27	Guide fiscal et Comptable 1ere Edition sur la TVA	2059	0	0	2059

28	Guide Comptable de la TVA 2ème Edition	51	0	40	11
29	Impôt Cédulaire sur les revenus en droit fiscal congolais	287	0	270	17
30	La gangrène de l'économie congolaise	1	0	0	1
31	Introduction Générale au management	11	0	0	11
32	Job Description	2527	0	0	2527
33	Le B.A BA du contrôle sur pièces	100	0	100	0
34	Lèves-toi congolais et redore le blason de ton identité	49	0	0	49
35	Les impôts congolais	100	0	1	99
36	Les Normes de la rédaction fiscale	1	0	0	1
37	Les Combats de KABILA	1	0	0	1
38	Les Codes Larciers	1	0	0	1
39	Les règles de profession d'avocat	1	1	0	2
40	Les projets techniques	1	0	0	1
41	Les obligations juridiques du banquier	0	25	11	14
42	Loi de finances	55	200	168	87
43	Loi sur le statut du personnel de carrière	2351	0	1465	886
44	Loi n° 10/010 relative aux Marchés Publiques	17	0	5	12
45	Loi n° 13/013 du 1er janvier 2013 portant statut du personnel de carrière de la police nationale	6	0	0	6
46	Magazine Grand Lac	96	0	0	96
47	Manuel des exercices du droit fiscal	3	0	0	3
48	Manuel des procédures de la dépense	1000	0	590	410
49	N° spécial 31 mars 2003	182	0	40	142
50	N° spécial 15 mars 2003	10	0	0	10
51	OHADA	1	0	1	0
52	Précis de Taxe sur la Valeur Ajoutée Congolaise	19	0	19	0
53	Quid du juge de validité de la saisie	1	0	1	0
54	Rapport annuel 2010	954	0	820	134
55	Rapport annuel 2011	910	0	775	135
56	Rapport annuel 2012	920	0	786	134
57	Rapport annuel 2013	1059	0	925	134
58	Rapport annuel 2014	890	0	756	134
59	Rapport annuel 2015	851	0	668	183
60	Rapport annuel 2016	950	0	801	149
61	Rapport annuel 2017	0	1000	908	92
62	Recueil des textes sur le marché Public	0	50	24	26
63	Règlement minier 2003	4	0	0	4
64	Règlement minier 2018	189	200	0	389
65	Taxe sur la Valeur Ajoutée et mesure d'exécution	10	0	0	10
66	Taxe sur la Valeur Ajoutée en droit congolais	50	0	50	0
67	Unit par le sort	1	0	0	1

#### IV.3.5. GESTION DE STOCK DES MATERIELS INFORMATIQUES ET REPROGRAPHIQUES

La situation de stock des matériels informatiques et reprographiques à fin 2019 se présente comme suit :

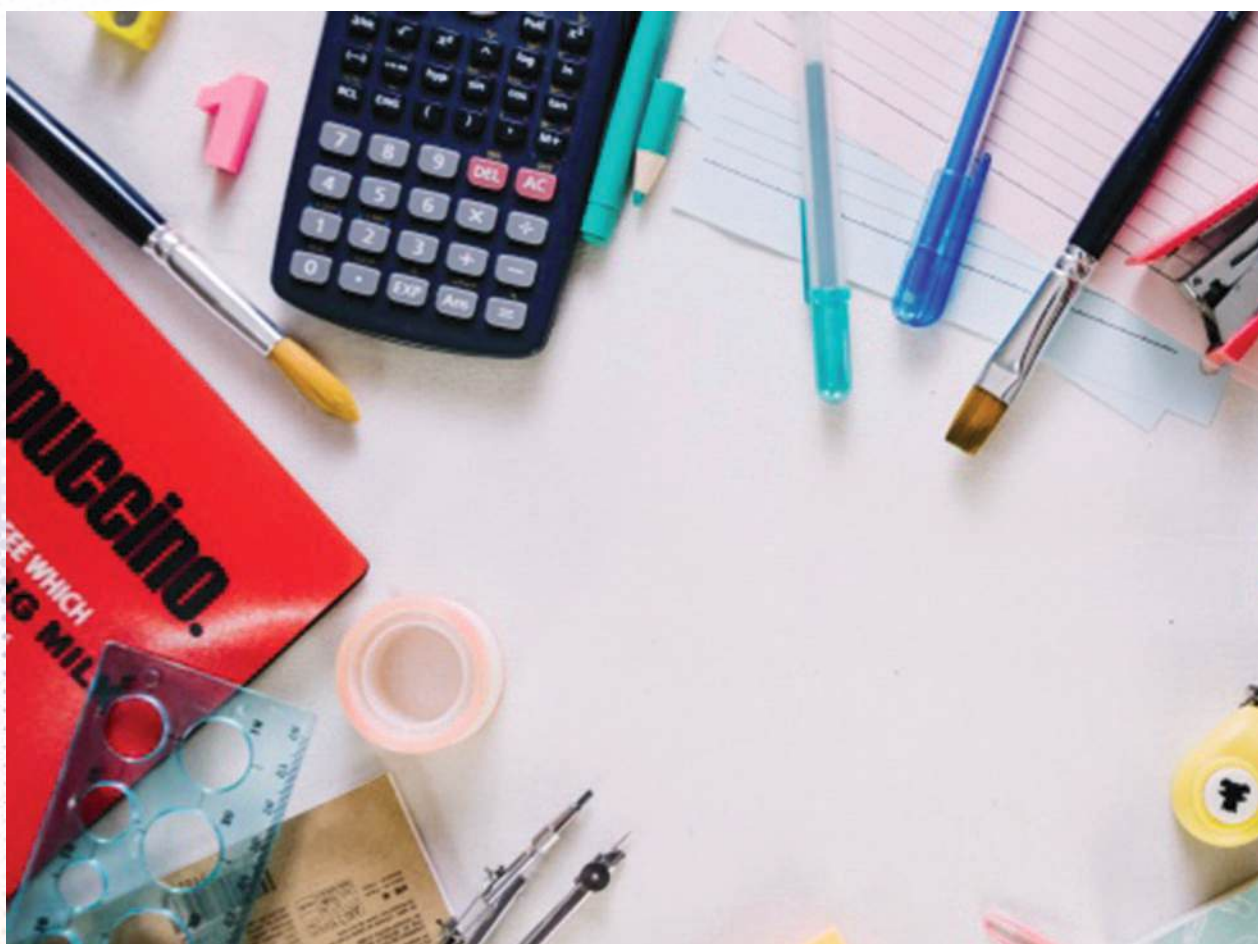
N°	DESIGNATION	QNTE RECUE	QNTE MISE A DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	PC	142	142	0
2	Onduleur 1200 VA	159	159	0
3	Imprimante P2035	20	20	0
4	Imprimante LaserJet M609	12	12	0
5	Imprimante à carte	1	1	0
6	Imprimante LaserJet M506	6	6	0
7	Imprimante MF477	1	1	0
8	Imprimante LaserJet M277	1	1	0
9	Imprimante pro M426	2	2	0
10	Imprimante MFP 281	28	28	0
11	Imprimante LaserJet M402	4	4	0
12	Copieur	1	1	0
13	Serveur	3	3	0
14	Scanner	3	3	0
15	Routeur	10	10	0
16	Laptop	23	23	0
17	Rétroprojecteur	6	6	0
18	Onduleur 5 KVA	1	1	0
19	Onduleur 10 KVA	6	6	0
20	Switch cisco	23	23	0
21	Ipad pro102 256	29	29	0
22	Stabilisateur	10	10	0
23	Destructeur papier	3	3	0

### IV.3.6. GESTION DE STOCK DES FOURNITURES

La situation de stock des fournitures à fin 2019 est renseignée comme suit:

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Boîtes Agrafes professionnelle 24/06/ Paquets	0	1 650	970	680
2	Agrafeuse petit	20	125	139	6
3	Agrafeuse grand	0	6	5	1
4	Attache tout n° 3 et 5/Pts	0	835	615	220
5	Bic rouge	0	3 426	1 316	2 110
6	Bic noir	0	1 200	1 170	30
7	Bic marqueur	18	120	81	57
8	Binder clips grand	840	0	213	627
9	Binder clips petit	540	0	353	187
10	Bloc note A4	10	1 090	1 100	0
11	Bloc note A5	0	1 100	720	380
12	Bloc note DG	156	0	150	6
13	Bloc DGA	77	0	40	37
14	Boîte d'archivage	733	1 500	465	1 768
15	Cahier/Courrier indicateur	20	0	0	20
16	Cahier registre cartonné	0	890	602	288
17	Calculatrice Citizen	0	45	41	4
18	Calculatrice Casio	27	100	56	71
19	Carbone	6	50	21	35
20	Carnet de transmission	43	1 000	365	678
21	Classeur importé	224	500	502	222
22	Crayon avec gomme	0	300	92	208
23	Dateur	20	100	52	68
24	Désagrafeuse	0	100	35	65
25	Dictionnaire	32	0	19	13
26	Encre tampon	0	0	0	0
27	Encre correcteur	182	0	0	182
28	Encre tampon	28	100	13	115
29	Enveloppe blanche par avion	726	1 000	1 650	76
30	Enveloppe kaki A3	800	2 000	1 725	1 075
31	Enveloppe kaki A4	500	2 000	1 600	900
32	Enveloppe kaki A5	500	1 500	650	1 350
33	Farde chemise étui moyen	117	0	10	107
34	Farde chemise simple	1 060	15 500	14 005	2 555
35	Farde à tringle+ rabat	1 154	0	144	1 010
36	Farde chemise avec logo DG	5 940	0	870	5 070
37	Farde chemise DGI	7 140	0	0	7 140

38	Farde chemise DGA	7 140	0	1 200	5 940
39	Gomme	40	0	10	30
40	Lattes 30 m	116	0	40	76
41	Lattes 50 m	52	0	12	40
42	Listing 11*24 3ex	0	200	187	13
43	Listing 11*38 3ex	0	60	43	17
44	Mouilleur	4	5	4	5
45	Papier duplicateur/rame	331	4400	4236	495
46	Papier Carbone	6	0	0	6
47	Perforateur petit	12	60	34	38
48	Perforateur moyen	0	2	1	1
49	Porte-Bic	14	0	5	9
50	Post-it paquets	86	700	756	30
51	Signataire	98	50	103	45
52	Stylo à bille	6100	150	265	5 985
53	Surligneur	132	150	265	17
54	Vernis correcteur	182	150	244	88



## IV.4. GESTION DU PATRIMOINE

La gestion du patrimoine de la DGI est retracée à travers la situation des immeubles, du charroi automobile, des motos et des hors-bords.

### IV.4.1. Situation des immeubles

A fin 2019, la situation des immeubles pour lesquels la DGI est propriétaire se présente de la manière suivante :

SERVICE	N°	SITE	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
Administration Centrale	1	Hôtel des Impôts	Immeuble	Croisement des avenues des Marais et Haut-Congo n° 31 Commune de la Gombe	CERTIFICAT N°19252 Vol. AI474 Folio 102 du 7 mai 2012
	2	Centre médical/Limete	Immeuble	Petit boulevard 2 <sup>ème</sup> Rue Industriel C/Limete	CERTIFICAT N° Vol. AMA 117 Folio 55 du 27 avril 2012
	3	Centre médical/Ozone	Immeuble	Route de Matadi/Av. Nsuala n° 52, Mbinza-Ozone	CERTIFICAT N°Vol. AI503 Folio
	4	Centre de Mbudi	Concession et Immeubles	Croisement des avenues des Carrières et du Fleuve, Kinsuka, C/ Mont-Ngafula	Certificat d'enregistrement en copie AMA 63 Folio 183 n° 10775
	5	A affecter	Immeuble	Avenue Pierre Mulele n° 272, C/ Gombe	
	6	A affecter	Immeuble	Avenue Col. Mpia n° 31, Q/Jolie Parc C/Ngaliema	
	7	A affecter	Immeuble	Croisement des avenues de la Libération et des Orangers n°3744, C/Gombe	Certificat d'enregistrement Vol. AGL 546 Folio 1 du 11/01/2019
	8	A affecter	Immeuble	Boulevard du 30 juin, Ville de Kinshasa	Obtenu du Ministère des ITPR
DUL-K	1	Siège	Immeuble	Avenue de la Révolution n° 819, Place Commerciale/Limete	Vol. AMA 80 Folio 104
	2	CDI	Immeuble	Croisement des avenues Commerce et Kasai, C/Gombe	Vol. AI463 Folio 124 du 15 juin 2011
	3	CIS/Kinshasa	Immeuble	Av. Kabambare n° 119, C/Kinshasa	
	4	Division Véhicules + CIS/Limete	Immeuble	Petit Boulevard 7 <sup>ème</sup> et 8 <sup>ème</sup> Rue Industrielle, C/Limete	Vol. AMA. 122 Folio 102 du 13 décembre 2012
DPI/Bandundu	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue de la Mission n° 37, Q/ Salongo Commune de Basoko	Vol. VLB. VIII Folio 9
	2	CIS Inongo	Immeuble	Avenue Mobutu n°123	Certificat d'enregistrement n° 919 C.U Plan Cadastral
	3	Résidence DP	Immeuble	Avenue Lumumba n°281	
	4	CIS Kahemba	Immeuble	Avenue de l'hôpital n°10 cité de Kahemba	
	5	CIS Masimanimba	Immeuble	Bld National n°13 cité de Masimanimba	
DPI/Kongo Central	1	Siège	Immeuble	Avenue de la Poste n° 14, Ville Basse	N° 16486 Vol. C1/7 Folio 136 du 9 juillet 2012
	2	CDI	Immeuble	Avenue de la Poste n° 14, Ville Basse	
	3	Guest House	Immeuble	Avenue Corniche, n° 25 Q/Ville Haute, Matadi	N° 28205 Vol. C1/4 Folio 105 du 01 février 2011
	4	CIS MbanzaNgungu	Immeuble	Avenue de la Poste N°3 Ville Basse	
	5	CIS Muanda	Immeuble	Avenue Cité de Muanda	
	6	CIS Inkisi	Immeuble	Concession District lukaya	
	7	CIS Tshela	Immeuble	Avenue Mavambu n°4, Quartier Tshela	
	8	CIS Luozi	Immeuble	Avenue Place Commercial vers Rond-pointNgandu Cité de Luozi	
	9	CIS Boma	Immeuble	Avenue Mahuku n° 13	

DPI/Equateur	1	Résidence DP	Immeuble	Avenue Major Vangu n° 6	N° 29088 Vol. E/1 LXII Folio 38 du 20 décembre 2013
	2	Siège DPI	Immeuble	Avenue Bolenge n° 17/Centre-Ville de Mbandaka	
	3	CIS Gemena	Immeuble	Avenue Mobutu n°2015, Ville de Gemena	Certificat d'enregistrement Vol. VII Folio 190
	4	CIS Bumba	Immeuble	Croisement des avenues Mongandengen°8, Ville de Bumba	Certificat d'enregistrement Vol. IV Folio 206
	5	CIS Lisala	Immeuble	Avenue Mobutu n° 9	
	6	CIS Zongo	Immeuble	Avenue Mobutu n° 1, Lisala	
	7	CIS Boende	Immeuble	Avenue Luila n° 5, Centre-Ville de Boende	
DPI/Kasaï-Occidental	1	Siège DPI	Immeuble	Croisement des avenues Kasa-Vubu et Guillaume Lubaya n° 236 Q/ Malandji, C/Kananga	Vol. M38 Folio 93 du 23 septembre 2009
	2	CIS Tshimbulu	Immeuble	Route de Kananga/Centre-Ville	
	3	CIS Kananga	Immeuble	Parcelle n° 464, Croisement des avenues Noella de Rover et Kinkole	
	4	CIS Dibaya	Immeuble	Route de Kananga n° 52 Q/ Tshimbulu	
	5	CIS Kananga	Immeuble	Avenue Saio n° 05, Q/Malandji, C/ Kananga	
	6	CIS Ilebo	Immeuble	Avenue Kabila n° 282 Q/Lumumba Ilebo	
	7	CIS Kamonia	Immeuble	Avenue Lumumba Cité de Kamonia Territoire de Kamonia	
	8	CIS Tshikapa	Immeuble	Avenue Likasi C/Kanzala/Tshikapa	
DPI/Kasaï-Oriental	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue Kasangulu n°8 C/Diulu	
	2	CIS Muya	Immeuble en construction	Avenue tshala C/Muya	
	3	CIS Mwene-Ditu	Immeuble en construction	Avenue Ubangi n°1 C/Mwene-Ditu	
	4	CIS Lomami	Terrain en construction	Avenue Ludimbi	
DPI/Katanga	1	CIS Sakania	Immeuble	Avenue Kasumbalesa	Vol. 2 Folio 0170 et Vol. 2 Folio 0171 du 4 mars 2014
	2	Résidence DP	Immeuble	05, Avenue Basoko	
	3	CDI Lubumbashi	Immeuble	13,Avenue Kapenda	n° Vol. 278 Folio 91
	4	CIS Lubumbashi	Immeuble	12, Avenue Sendwe, C/Lubumbashi	
	5	CIS Katuba	Immeuble	03, Avenue Kimambu, C/Katuba	
	6	CIS Likasi	Immeuble	05, Avenue de la Justice	
	7	CIS Kolwezi	Immeuble	617,Avenue Lukala C/Dilala	
	8	CIS Kalemie	Immeuble	27, Avenue Lumumba	
	9	CIS Kamina	Immeuble	21, avenue Neno C/Centre Urbain	
	10	Antenne/DGE	Immeuble	12, Avenue Sendwe C/Lubumbashi	

DPI/Manicema	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue du commerce n°5	N° 37413 Vol. H5 Folio 192 du 20 septembre 2010
	2	Résidence DP	Immeuble		
	3	CIS Kindu	Immeuble	Ancien Bâtiment Siège	
	4	CIS Kalima	Immeuble		
	5	CIS Kasongo	Terrain	Avenue Lambalamba	N°0442; vol H VII,folio 1111
	6	CIS Punia	Terrain		
	7	CIS Lubutu	Immeuble		
	8	CIS Kabambare	Immeuble	Avenue Salamabila	N°0687; vol H 67,folio 1112
DPI/Nord-Kivu	1	CIS Goma	Immeuble	Avenue Messagers n°12 C/Goma	Acte de vente du 23 juin 2008
	2	Siège DPI	Immeuble	Avenue Mont Goma n°252 C/Goma	
	3	CDI Goma	Immeuble	Avenue Messagers n° 138, Q/Goma	
	4	CIS Goma1	Immeuble	Boulevard Kanyamuhanga C/Goma	
	5	CIS Beni	Immeuble	Cellule Dokolo, Q/Résidentiel Ville de Beni	
	6	Centre Médical	Immeuble	Avenue Messagers n° 138, Q/Goma	
DPI/Province Orientale	1	CDI Kisangani	Immeuble	10, Avenue Mataba C/Makiso	Vol. CK 113 Folio 109 du 22 janvier 2014
	2	Siège DPI	Immeuble	Avenue Tanganyika N.C./Makiso/Kisangani	
	3	CIS Buta	Immeuble		
	4	CIS Watsha	Immeuble	Parcelle n° 502/Avenue Kibali	
	5	CIS Isiro	Immeuble	Avenue PangaPanga n° 6659, Centre-Ville	
	6	CIS Tshopo	Terrain		
	7	CIS Bondo	Immeuble en construction	Avenue Mobutu, Marché Central	
	8	Résidence DP	Immeuble	Avenue Salumu n° 04, C/Makiso/Kisangani	
	9	CIS Dungu	Immeuble	Q/NgilimaDungu Centre	
	10	CIS Ituri	Terrain		
	11	CIS Isangi	Immeuble	Q/ MundeleNgulu, Centre Commercial	
	12	CIS Bunia	Immeuble	Boulevard de Libération n° 265, Q/Lumumba, Ville de Bunia	
	13	CIS Mahagi	Immeuble	Avenue Népal n° 15, Q/A, C/Mamba	
	14	CIS Mambasa	Immeuble	Croisement Route Nationale n°4 et Route Beni	
	15	CIS Djugu	Immeuble	Avenue Landa, Q/DC6, Mungwalu Centre	
	16	CIS Aru	Immeuble en construction	Q/ESSEFE, Route de ABA (Principale)	
	17	CIS Banalia	Immeuble en construction	Q/AbangaNdombe, Banalia Centre	
DPI/Sud-Kivu	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue de la Cathédrale n° 306	Certificat d'enregistrement Vol. F 98 Folio 73 du 5 mars 1991
	2	CIS Bagira	Immeuble		En cours de construction
	3	CIS Kadutu	Immeuble		En cours de construction
	4	CIS Fizi	Immeuble		En cours de construction

## IV.4.2. Situation du charroi automobile

La situation du charroi automobile de la DGI à fin 2019 est détaillée dans le tableau ci-après :

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
ADMINISTRATION CENTRALE	1	TATA	BUS	40	BUS	MAT462271D0L00233	5041AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2010	2011	
	2	TATA	BUS	40	BUS	MAT462271D0L00144	5042AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013	
	3	TATA	BUS	40	BUS	MAT462271D0L177	5043AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013	
	4	TATA	BUS	40	BUS	MAT462271D0L00169	5044AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013	
	5	TATA	BUS	40	BUS	MAT462271D0L00230	5045AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013	
	6	TATA	BUS	40	BUS	MAT389066B0L00966	3179AH01	TRANSP. DU PERSONNEL	2010	2011	
	7	TATA	BUS	40	BUS	MAT38066B0L00038	9650AG01	TRANSP. DU PERSONNEL	2010	2011	
	8	TATA	BUS	40	BUS	MAT449252G0LO3594	9698AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017	
	9	TATA	BUS	40	BUS	MAT449252G0LO3587	9699AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017	
	10	TATA	BUS	40	BUS	MAT449252G0LO3583	9702AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017	
	11	TATA	BUS	40	BUS	MAT449252G0LO3588	9703AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017	
	12	TOYOTA	LAND CRUISER 200SWGX BASIS	23	JEEP	JTMHX05J3G4123391	8377AH10	DIRECTEUR GENERAL	2017	2017	
	13	TOYOTA	LAND CRUISER TXL 2016		JEEP	JTEBHPJ6GK178821	5842AV01	DIRECTEUR GENERAL HONORAIRE	2016	2016	
	14	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHSU81EDGU569850	5202AT01	DGA/QFR	2016	2016	
	15	TOYOTA	LAND CRUISER TXL	14	JEEP	JTEDX9F15HK26127	8230AX01	DGA/QFR	2016	2017	

Site	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC	MISE EN CIRC.	
ADMINISTRATION CENTRALE	16	TOYOTA	LAND CRUISER TXL 2016		JEEP	JTEBH9FJ5G5097226	5882AV01	DGA/QAF HONORAIRE	2016	2016	
	17	TOYOTA	NEW RAV4	13	JEEP	JTMDD9EVXODO55280	3342AQ01	DGA/QAF	2014	2014	
	18	TOYOTA	LAND CRUISER TXL	14	JEEP	JTEBX9FJXHK266825	8229AX01	DGA/QAF	2016	2017	
	19	TOYOTA	LAND CRUISER TXL 2016		JEEP	JTEBH9FJOGK178863	5883AV01	DGA/QFR HONORAIRE	2016	2016	
	20	TOYOTA	YARIS	8	VOITURE	MR2BW9F3801075190	1349AR01	SEC DG HONORAIRE	2014	2015	
	21	TOYOTA	YARIS	8	VOITURE	JTDBW923X01237639	3234AN01	SEC DGA/QAF HONORAIRE	2012	2013	
	22	SUZUKI	CLAZ	8	VOITURE	MA3AVC4IS00253987	0301AY01	SEC DGA/QAF	2017	2017	
	23	SUZUKI	CLAZ	8	VOITURE	MA3AVC4IS00256658	9060AX01	SEC DGA/QAF	2017	2017	
	24	SUZUKI	CLAZ	8	VOITURE	MA3AVC4IS00293532	0305AZ01	SEC DGA/QFR	2017	2017	
	25	TOYOTA	YARIS	8	VOITURE	JTDBW92360L056784	1962AM01	SEC DGA/QFR HONORAIRE	2013	2013	
	26	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMH5U8101DEU399250	5149AS01	INSPECTEUR-COORDONNATEUR	2014	2015	
	27	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMH5U81CDHU810242	9064AX01	DIRECTRICE DRR	2017	2017	
	28	TOYOTA	LAND-CRUISER	17	JEEP	JTEB71J500057940	1929AH01	AMBULANCE	2010	2011	
	29	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G203096306	4421AS01	DIRECTEUR GENERAL	2010	2015	

# GESTION DES MOYENS

N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
								FABRIC.	MISE EN CIRC.	
30	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTPK22G803094771	4422AS01	DGBSG	2010	2015	
31	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTPK22G703077895	5784AN01	DGBSG	2013	2013	
32	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P105010426	1003AS01	DGBSG		2015	
33	HYUNDAI	H-1	12	FOURGONLETTE		0222AH01	COMPTABILITE CODE.0554	2010	2011	
34	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RACU445667	0947AL01	COORDINATION	2012	2012	
35	MITSUBISHI	L200	14	PICK-UP	V5M214875	4516AK01	DETACHEMENT POLICE/DGI	2011	2012	
36	TIGO CHERY			JEEP	CHASSIS1VVD84B2CD05887	5109AL01	HAUTE DIRECTION	2012	2012	
37	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0027	0197AM/01	DIV. AFFAIRES SOCIALES/DRH	2011	2012	
38	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEB71J707025173	3612AQ01	DRR	2014	2014	
39	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P205010418	1002AS01	COORDINATION		2015	
40	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P500027503	1005AS01	DESCOM		2015	
41	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P005010417	1001AS01	DRH		2015	
42	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTERB71JX00086964	2777AY01	AMBULANCE		2017	
43	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTF22G403061530	5602AM01	DIREC	2013	2013	
44	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTPK22G103099892	0338AW01	DIRAF//ANTENNE LUFU	2015	2016	
45	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D58630	9245BB01	CD GESTION BUDGETAIRE	2018	2019	
46	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D58626	9243BB01	CD MAINTENANCE	2018	2019	
47	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D58624	9241BB01	CD INTENDANCE	2018	2019	
48	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D50730	9246BB01	INSPECTEUR-CHEF DE BRIGADE E.C.F	2018	2019	
49	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D50729	9242BB01	CHEF DE DIVISION DE LA COORDINATION	2018	2019	

ADMINISTRATION CENTRALE

Site	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
ADMINISTRATION CENTRALE	50	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4HKUG6D50728	9259BB01	INSPECTEUR-CHEF DE BRIGADE SUIVI ET ENCADREMENT DES SERVICES	2018	2019	
	51	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4LDVK6B77719	2426BE01	INSPECTEUR-CHEF DE BRIGADE ,AUDIT	2018	2019	
	52	HYUNDAI	NEW SANTAFE 2.4		JEEP	KMHS38IDKU109435	2747BC01	PRESIDENT DELEGATION SYND/DGI	2018	2019	
	53	TOYOTA	RUSH	8	JEEP	MHKE8FF300K002200	5015BC01	RECEVEUR PRINCIPAL DGI	2018	2019	
	54	HYUNDAI	H1	12	MINIBUS	KMJWA37RBKU043398	3063BC01	DGBSG	2019	2019	
	55	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHS38IFDKU142829	6249BC01	DIRECTEUR DGBSG	2019	2019	
	56	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHS38IFDKU142982	6247BC01	DIRECTEUR DIREC	2019	2019	
	57	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4HKUG6D50727	9244BB01	CD COMMUNICATION ET DOCUMENTATION/DESCOM	2018	2019	
	58	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4LDVK6B77714	2441BE01	CD POURSUITES/DIREC	2018	2019	
	59	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4LDVK6B77715	2437BE01	CELLULE TECHNIQUE/INSPECTEUR	2018	2019	
	60	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4LDVK6B77717	2414BE01	COORDO. CELLULE D'ETUDES/DESCOM	2018	2019	
	61	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4LDVK6B77718	2429BE01	CELLULE TECHNIQUE/INSPECTEUR	2018	2019	
	62	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4LDVK6B77674	1398BE01	CELLULE TECHNIQUE/INSPECTEUR	2018	2019	
	63	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4LDVK6B77654	2022BE01	CHEF DE DIVISION DES AFFAIRES SOCIALES/DRH	2018	2019	
	64	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4LDVK6B77655	2420BE01	CELLULE TECHNIQUE/INSPECTEUR	2018	2019	
	65	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4LDVK6B77675	2017BE01	CD RECOURVEMENT/DIREC	2018	2019	
	66	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4LDVK6B77678	0600BE01	CDETUDE ET DEVELOPPEMENT/DIRINFO	2018	2019	
	67	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4LDVK6B77679	2399BE01	CD LEGISLATION ET REGIMES FISCAUX D'EXCEPTION/DLEG	2018	2019	
	68	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4LDVK6B77685	2092BE01	CD SUIVI DU CONTENTIEUX ET ELABORATION DE LA DOCTRINE/DLEG	2018	2019	
69	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MAIYW4LDVK6B77686	1395BE01	CD EXPLOITATION/DIRINFO	2018	2019		

# GESTION DES MOYENS

Site	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
ADMINISTRATION CENTRALE	70	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77687	2466BE01	CELLULE TECHNIQUE/ INSPECTEUR	2018	2019	
	71	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77689	2465BE01	CD STATISTIQUES ET BUDGET DES RECETTES/DESCOM	2018	2019	
	72	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77593	1263BE01	CD COORDINATION DES OPERATIONS D'ASSIETTE/ DIRAF	2018	2019	
	73	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77702	2403BE01	CELLULE TECHNIQUE/ INSPECTEUR	2018	2019	
	74	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77690	0168BE01	CELLULE TECHNIQUE/ INSPECTEUR	2018	2019	
	75	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77692	0171BE01	CD RECOUPEMENTS/DRR	2018	2019	
	76	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77698	0172BE01	CD RESSOURCES HUMAINES/ DRH	2018	2019	
	77	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77701	0167BE01	CD IMMATRICULATION ET GESTION DES REPERTOIRES/ DIRAF	2018	2019	
	78	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77711	0170BE01	CELLULE TECHNIQUE/ INSPECTEUR	2018	2019	
	79	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77713	0169BE01	CD RECHERCHE/DRR	2018	2019	
	80	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBKU043398	3063BC01	COORDINATION	2019	2019	
	81	HYUNDAI	H1	12	MINIBUS	KMJWA37RALU105440	6114BF01	DIRAF	2019	2019	
	82	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJNA37RAKU030243	5661BE01	INSPECTION DES SERVICES	2019	2019	
	83	TOYOTA	RUSH	8	JEEP	MHKE8FE200K001733	2789BE01	MEDECIN CHEF DE CENTRE MEDICAL/DGI	2018	2018	
	84	HYUNDAI	NEW SANTAFE 2.4		JEEP	KMHS381DKU109435	2747BC01	PRESIDENT DELEGATION SYND/DGI	2018	2019	
	85	TOYOTA	RUSH	8	JEEP	MHKE8FF300K002200	5015BC01	RECEVEUR PRINCIPAL DGI	2018	2019	
	86	TATA	LP 613 NON AC		BUS	MAT381228J7L00046	5580BE01	TRANSPORT DU PERSONNEL MEDICAL	2018	2019	
	87	TATA	LP 613 NON AC		BUS	MAT381228J7L00067	5584BE01	TRANSPORT DU PERSONNEL MEDICAL	2018	2019	
	88	TATA	LP 613 NON AC		BUS	MAT381228J7L00002	5585BE01	DGBSG	2018	2019	
89	TOYOTA	HILUX		13	PICK-UP	AHTKB8CD102971216	1482BF01	BUREAU VOYAGE /DRH	2019	2019	

Site	No	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
ADMINISTRATION CENTRALE	90	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CDX02970302	BLANCHE	PROJET PAMRIM	2019	2019	
	91	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD102971581	1473BF01	COORDINATION	2019	2019	
	92	TOYOTA	PRADO VX	13	JEEP	JTEBH3FJ10K209766	9262BE01	DIRECTEUR GENERAL	2019	2019	
	93	TOYOTA	PRADO TX	13	JEEP	JTEBD9FJ10K023451	1484BF01	DGA/QAF	2019	2019	
	94	TOYOTA	PRADO TX	13	JEEP	JTEBD9FJ50K023436	1468BF01	DGA/QFR	2019	2019	
	95	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHSSN81DHU295742	5982BB01	DIRECTEUR DRH	2018	2018	
	96	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHSSN81DHU295750	5980BB01	DIRECTEUR DIRINFO	2018	2018	
	97	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHSSN81DHU295752	5978BB01	DIRECTEUR DLEG	2018	2018	
	98	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHSSN81DHU295746	5977BB01	DIRECTEUR DIRAF	2018	2018	
	99	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHSSN81DHU295735	5983BB01	DIRECTEUR DGE	2018	2018	
	100	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	10	JEEP	KMHSSN81DHU220395	6569BB01	DIRECTEUR DESCOM	2017	2017	
	101	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU738852	5981BB01	DIRECTEUR GENERAL	2018	2018	
	102	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU734868	0382BB01	DGA/QFR	2018	2018	
	103	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU736991	5976BB01	DGA/QAF	2018	2018	
	104	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHS381FDKU142982	6247BC01	DIRECTEUR DIREC	2019	2019	
105	HYUNDAI	GRAND SANTAFE	12	JEEP	KMHS381FDKU142829	6249BC01	DIRECTEUR DGBSG	2019	2019		

# GESTION DES MOYENS

Site	No	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS	
									FABRIC.	MISE EN CIRC.		
DGE	1	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTERB71J20006552	8494AL01	DGE	2011	2012		
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB871J407024851	6124AP01	DGE	2014	2014		
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEE9B71J407024118	6280AP01	DGE	2014	2014		
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB7571J107025122	6019AP01	DGE	2014	2014		
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71J607017713	1124AJ05	DGE/ANT. KATANGA		2014		
	6	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71JX07017763	1125AJ05	DGE/ANT. KATANGA		2014		
	7	TOYOTA	HILUX	13	CAMIONNETTE	AHTPK22GG03050042	1400AE05	DGE/ANT. KATANGA	2010	2010		
	8	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD702970662	1481BF01	DGE	2019	2019		
	9	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD302970416	1474BF01	DGE	2019	2019		
DUI-K	1	HYUNDAI	IX35	9	VOITURE	KMHJT181BDCU448640	0948AL01	DIRECTEUR URBAIN DES IMPOTS	2012	2012		
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	17	JEEP	JTGRB71J0A7004921	3222AH01	SIEGE	2010	2011		
	3	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0027559	8543AT01	SIEGE	2013	2013		
	4	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP		4954AK01	CDI KINSHASA		2011	2012	
	5	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0031581	3262AN01	SIEGE		2013	2013	
	6	NISSAN	HARBODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0015264	3436AK01	CDI KINSHASA/COURRIER		2013	2013	
	7	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTERB71J800064753	1251AM01	CDI KINSHASA		2012	2013	
	8	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014322	2788BE01	CDI KINSHASA		2018	2019	
	9	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD002971216	1477BF01	SIEGE		2019	2019	

Site	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
BANDUNDU	1	HYUNDAI	SANTA FE GL	14	JEEP	KMHSU81CDFU397905	2194AS01	DIRECTION	2014	2015	
	2	NISSAN	BLEU		PICK-UP	JN1CTUD227005710B	0196AA/11	SIEGE		2005	MAUVAIS ETAT
	3	TOYOTA	HILUX		PICK-UP	AHTFK22G503034253	0197AA/11	CIS KIKWIT		2009	MAUVAIS ETAT
	4	NISSAN	HARBODY		PICK-UP	ADNJ98000E006611	0441AA/12	SIEGE		2010	MAUVAIS ETAT
	5	TOYOTA	HILUX		PICK-UP	AHTFK22G903069524	8492AL/01	SIEGE		2012	
	6	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTERB71X00072160	0833AA/12	SIEGE		2013	
	7	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTEEV73JA0014300	1416AA/12	SIEGE	2018	2019	
EQUATEUR	1	TOYOTA	LAND CRUSER	14	JEEP	JTEEBZ1J207017286	0575AA03	SIEGE		2014	
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEBF182041722	0001AA03	SIEGE		2009	
	3	NISSAN	HARBODY	14	CAMIONNETTE	0062968	0088AA26	SIEGE		2010	
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV735001431	0900AA03		2018	2019	
KASAI-OCCIDENTAL	1	TOYOTA	PRADO TX	14	JEEP	JTEBD9HJ30K015156	1765AA08	DIRECTION	2014	2014	
	2	TOYOTA	PRADO GX	14	JEEP	JTBK28J2800034547	0990AA08	INSPECTION	2006	2007	
	3	NISSAN	HARBODY	14	JEEP	ANDJ98000E006680	1280AA08	DIV. GB&SG	2010	2010	
	4	TOYOTA	HIACE	14	MINIBUS	LH119-0011427	KW2055BB	DIV. GB&SG	2007	2007	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73JXJ0014277	1993AA08		2018	2019	

## GESTION DES MOYENS

Site	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
KASAI-ORIENTAL	1	HYUNDAI	GALOPER	14	JEEP			DIV. GB&SG		1998	
	2	TOYOTA	HILUX	12	PICK UP	AHTFK22G602034018	055AA09	DIRECTION		2009	
	3	NISSAN	HARD BODY	12	PICK UP	ADN]980000E006647	2020AA09	DIV. GB&SG		2010	
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	12	JEEP	JTRB71]400072087	3333AA09	DIRECTION		2014	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73]0]0014288		DIRECTION		2018	
KATANGA	1	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	AHTFK6CD000046193	9571AN05	SIEGE		2018	
	2	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P000031959	9572AN05	SIEGE		2018	
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71]607017713	1124AJ05			2014	
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71]X07017763	1125AJ05			2014	
	5	TOYOTA	HILUX	15	CAMIONNETTE	AHTFK22GG03050042	1400AE05			2010	
	6	TOYOTA	PRADO TXL	12	JEEP	JTEBH9FJ80K198431	9570AN05	DIRECTION		2017	
	7	TOYOTA	HILUX	12	PICK-UP	AHTFK6CD80004202	9573AN05	SIEGE		2017	
	8	TOYOTA	HILUX	12	PICK-UP	AHTFK6CD000046193	9571AN05	CDI LUBUMBASHI		2017	
	9	TOYOTA	HIACE	12	MINIBUS	JTFJK02P000031958	9572AN05	SIEGE		2017	
	10	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD802970279	1496BF01	CIS KOLWEZI		2019	
	11	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73]0]0014281		CDI LUBUMBASHI		2018	

Site	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
KONGO CENTRAL	1	TOYOTA	RUNNER	15	JEEP	9008058	0615AA10	SIEGE	1990	1990	HORS USAGE
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	17	JEEP	14509	9353AJ10	SIEGE	2018	2018	
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	207025501	4950AG10	SIEGE	2014	2014	
	4	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	3033930	0600AA10	SIEGE	2008	2008	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	17	JEEP	OO14495	9354AJ10	SIEGE	2018	2018	
MANIEMA	6	NISSAN	HARD BODY	14	PICK-UP	Z0027660	1247AM01	CDI MATADI	2012	2012	
	7	NISSAN	HARD BODY	14	PICK-UP	Z0027664	2401AC01	CDI MATADI	2011	2011	
	8	TOYOTA	LAND CRUISER	17	JEEP	JTEEV73J5J0014509	9353AJ10	SIEGE	2018	2019	
PROVINCE ORIENTALE	1	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHSLU810DEU399745	5975AS01	DIRECTION	2014	2015	
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014513			2018	2019	
	1	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEB71J807042743	6764AA25	CDI KISANGANI	2018	2019	
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEBB71J304338290	6763AA25	CDI KISANGANI	2018	2019	
PROVINCE ORIENTALE	3	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEB71607045589	6812AA25	CDI KISANGANI	2018	2019	
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEB71J607045625		SIEGE	2018	2019	

## GESTION DES MOYENS

Site	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
NORD-KIVU	1	FORD			CAMIONNETTE	FE406W492493	0006AA19	SIEGE		2006	AMORTI
	2	TOYOTA	HILUX		PICK-UP	AHTFK22G-503034026	0005AA19	SIEGE		2008	AMORTI
	3	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTEBX9FJ10K114927	5913AC19			2013	AMORTI
	4	TOYOTA	HILUX		PICK-UP	MBOFR226700752	5912AA19	CDI GOMA		2013	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	KZ195001132	0007AA19	CDI GOMA		2008	AMORTI
	6	FORD			CAMIONNETTE	IZL15PLA3DHC	1399AA19	CIS BUTEMBO		2006	MAUVAIS
	7	FORD			CAMIONNETTE		8100AA19	CIS BENI		2010	
	8	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTEEV73J0J0014272	0949AP19	CDI GOMA		2018	2019
	9	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTEEV73J0J0014273	0948AP19	DIRECTION		2018	2019
SUD-KIVU	1	TOYOTA	HARRIER	7	JEEP	ACU10-0004797	0009AA22	DIRECTION		2001	2002
	2	FORD	RANGER	15	PICK UP	MNCBSFE406W493680	0003AA22	CIS IBANDA		2005	2006
	3	TOYOTA	HILUX	15	PICK UP	D915417FB	0002AA22	DIV. RECOUR.		2008	2008
	4	NISSAN	HARD BODY	15	PICK UP	ADN1980000E006241	2399AB/19	CIS KADUTU		2008	2008
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	15	JEEP	JTERB71J00069647	4900AB	DIRECTION		2007	2013
	6	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014274	5164AC22			2018	2019

#### IV.4.3. Situation des motos

A la clôture de l'année 2019, la situation des motos se présente comme suit :

N°	SERVICE	NOMBRE
1	DUI-K	51
2	DPI/BANDUNDU	38
3	DPI/KONGO CENTRAL	36
4	DPI/EQUATEUR	2
5	DPI/KASAI-OCCIDENTAL	28
6	DPI/KASAI-ORIENTAL	46
7	DPI/KATANGA	9
8	DPI/MANIEMA	75
9	DPI/NORD-KIVU	44
10	DPI/PROVINCE ORIENTALE	25
11	DPI/SUD-KIVU	14
<b>TOTAL</b>		<b>368</b>

#### IV.4.4. Situation des hors-bords

A fin 2019, la situation des hors-bords se présente de la manière ci-dessous :

N°	SERVICE	ANNEE D'ACQUISITION	AFFECTATION
<b>DPI/BANDUNDU</b>			
1	YAHABA	2012	CIS/BOLOBO
2	YAHABA		CIS/INONGO
<b>DPI/EQUATEUR</b>			
1	YAHABA	2010	CIS/MBANDAKA
2	YAHABA	2011	CIS/LUKOLELA
<b>DPI/MANIEMA</b>			
1	YAHABA	2012	DIVISION/ GBSG
<b>DPI/KASAI-OCCIDENTAL</b>			
1	YAHABA	2010	CIS/ILEBO
<b>DPI/KASAI-ORIENTAL</b>			
1	YAHABA	2010	CIS/LUSAMBO
<b>DPI/PROVINCE ORIENTALE</b>			
1	YAHABA	2010	CIS/ISANGI



V

INFORMATISATION



## DES SERVICES

**A**u cours de l'année 2019, la DGI a poursuivi les processus d'informatisation des Services tant centraux qu'urbain et provinciaux, de mise en œuvre de la télé-déclaration ainsi que de renforcement des capacités des utilisateurs pour une meilleure exploitation des applications informatiques dans le cadre de la gestion de l'impôt et des ressources humaines. Ces processus se sont traduits par :

### 1° Dans le domaine de l'informatisation des Services

- l'évaluation des activités du projet interfaçage des régies financières par les points focaux du projet ;
- la tenue de l'atelier pour la modification de la base des données et de l'application GESIMPOTS en vue de la prise en charge de la déclaration unique de la DGE et son extension au CDI/Kinshasa ;
- la présentation à la DGE de la déclaration unique prenant en charge les nouvelles modifications du bloc CNSS ;
- la mise en place de la tripartie SONAS, DGI et SYNTELL à la DUI-K relative au lancement de la prise en charge de l'assurance et de la redevance audiovisuelle dans la procédure d'immatriculation des véhicules au moyen de l'application INV ;
- la mise en place de la tripartie SONAS, DGI et SYNTELL à la DUI-K sur l'intégration de la police d'assurance et de la redevance audiovisuelle dans la procédure d'immatriculation des véhicules au moyen de l'application INV ;
- l'organisation des travaux sur la fiabilisation de la base de données du NIF ainsi que l'application CTR ;
- l'évaluation de la version améliorée du logiciel DGIREP ;
- la tenue de la séance de travail sur la prise en compte du nouveau taux d'imposition de l'Impôt sur les Bénéfices et Profits dans le logiciel GESIMPOTS ainsi que la prise en charge de la nouvelle déclaration de l'impôt spécial sur les profits excédentaires ;
- l'assistance aux postes déconcentrés du NIF sur l'utilisation et la gestion des anomalies sur la version améliorée du logiciel DGIREP ;
- l'évaluation de la version améliorée du logiciel DGIREP ;
- la modification de l'application GESETATS pour son fonctionnement avec la nouvelle base DGIREP ;
- la tenue de la séance de travail avec le CTR sur les modalités pratiques d'envoi et de récupération des données via l'entrepôt de données ;
- la modification de l'application GESETATS pour son fonctionnement avec la nouvelle base DGIREP ;
- la migration de la base des données et de l'application de la banque de données (GESRECOUP) ;
- la centralisation des bases de données pour la création d'une base des données consolidée ;
- l'évaluation de la migration de la Base des données et de la version améliorée du logiciel GESIMPOTS au CDI/Kinshasa ;
- le suivi de la finalisation de l'application DGIREP dans les modules des rapports et des audits ;
- l'intégration des utilisateurs de la DRR dans le nouveau domaine DGIRDC (DGIRDC.CD) ;

- le déploiement de l'application DGIREP dans toutes les machines de la DRR ;
- l'analyse et la conception d'une nouvelle base de données d'Access pour la DGBSG ;
- la migration de la base des données des recouvrements d'Access vers SQL server version 2012 ;
- la poursuite de déploiement d'un nouvel applicatif sur les statistiques à la DIREC ;
- le décryptage des bases de données des Services reformés, pour extraire les statistiques des répertoires des contribuables ;
- la production des états des AMR et des fiches de prise en charge non validés pour la DIRAF et la DIREC ;
- la mise à jour de l'application GESIMPOTS pour la prise en charge des états sur les impositions et sur le suivi des AMR ;
- l'évaluation de la migration de la base des données et de la version améliorée du logiciel GESIMPOTS au CDI/Kinshasa ;
- la préparation de la mise en place d'un numéro de série chronologique sur les formulaires de déclaration des impôts ;
- le lancement des travaux de connexion par fibre optique (Projet Interfaçage des Régies Financières).

## 2° Dans le Cadre de la mise en œuvre de la Télé-déclaration

- le suivi de l'évolution des travaux sur les préparatifs des tests de la télé-déclaration ;
- la tenue d'une réunion préparatoire avec les contribuables sélectionnés en vue du démarrage des tests de l'application télé-déclaration ;

- le lancement des tests de l'application télé-déclaration de février à avril et de août à octobre 2019 ;
- la correction des erreurs constatées lors des tests par les utilisateurs des contribuables sur les modules IPR & IBP de non-résidents dans le logiciel de télé déclaration ;
- le test du logiciel de télé déclaration auprès d'un groupe des contribuables préalablement choisis ;
- les tests et l'évaluation de la version améliorée du logiciel de télé déclaration ainsi que le déploiement de la nouvelle application sur les statistiques à la DIREC ainsi que de l'évaluation des tests du logiciel de télé déclaration ;
- la poursuite des tests et l'évaluation de la version améliorée du logiciel de télé-déclaration.

## 3° Dans le domaine du renforcement des capacités des utilisateurs

- la formation des agents du CDI/Kinshasa sur le module de saisie de la déclaration unique des impôts, cotisations sociales et contributions patronales sur les rémunérations ;
- l'assistance aux postes déconcentrés du NIF sur l'utilisation et la gestion des anomalies sur la version améliorée du logiciel DGIREP ;
- l'intégration des utilisateurs de la Direction de la Recherche et Recouvrement dans le nouveau domaine DGI RDC.

VI

PLAN DE  
PERSPECTIVES



# REFORMES ET D'AVENIR

## VI.1. LES REFORMES MISES EN ŒUVRE PAR LA DGI

Les réformes mises en œuvre par la DGI au cours de l'exercice 2019 visent la mobilisation accrue des recettes, la modernisation de l'Administration fiscale ainsi que l'amélioration du climat des affaires. Elles se sont matérialisées, notamment, par la prise en compte des mesures fiscales contenues dans la Loi de finances n° 18/025 du 31 décembre 2018 pour l'exercice 2019, à savoir :

### 1. En matière d'Impôts cédulaires sur les revenus

- Admission en déduction des bénéfices réalisés dans la limite de 60% du bénéfice fiscal avant imputation, de l'impôt minimum de 1% payé par les entreprises en matière d'impôt sur les bénéfices et profits en cas de résultats déficitaires, au même titre que les pertes professionnelles ;
- réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices et profits (IBP) dû par les personnes physiques et morales soumises au droit commun de 35% à 30% ;
- modification du barème d'imposition à taux progressifs de l'impôt professionnel sur les rémunérations (IPR) par l'actualisation des tranches de revenus imposables et la réduction de leur nombre de 10 à 4, dont la première tranche est imposée au taux de 0%.

### 2. En matière de taxe sur la valeur ajoutée

- suppression de la procédure d'achat en franchise de TVA instituée en faveur des entreprises minières exportatrices, des entreprises pétrolières de production

et des entreprises ayant réalisé des investissements lourds qui sont dans la phase d'implantation ;

- suppression de la disposition relative à l'imposition à la TVA de l'importation et de l'acquisition des équipements, matériels, réactifs et autres produits chimiques pendant l'exploitation minière ou pétrolière ;
- exclusion du droit à déduction de la TVA reprise sur une facture émise en dehors des dispositifs électroniques fiscaux par les personnes soumises à l'obligation d'utiliser ces dispositifs ;
- institution d'un Numéro TVA comme identifiant de toute personne assujettie à la TVA à côté du Numéro impôt ;
- institution d'une amende de 5.000.000,00 de francs congolais ou du triple de ce montant en cas de récidive, pour sanctionner toute personne physique ou morale qui corrompt délibérément le fonctionnement du dispositif électronique fiscal.

### 3. En matière de procédures fiscales

- réduction du délai de souscription de la déclaration comportant une documentation allégée sur le prix de transfert de six à deux mois prenant cours à la date de l'échéance de dépôt de déclaration de l'IBP ;
- formalisation de l'avis d'enquête fiscale dans les procédures fiscales en matière de contrevérification fiscale en cas de dénonciation ou réquisition d'une autorité publique.

### 4. En matière de sanctions fiscales

#### 4.1. Dans la phase d'assiette (contrôle)

- Cas de régularisation du dépôt de déclaration après mise en demeure :

- application au redevable défaillant uniquement d'une majoration égale à 25% du montant de l'impôt déclaré.
- **Cas de redressement :**
- application au contribuable à la fois d'un intérêt de retard de 2% par mois de retard, plafonné à 50% de l'impôt élué au titre de la réparation du préjudice subi par le Trésor du fait du retard dans le paiement des droits dus et d'une majoration égale à 20% du montant de l'impôt élué ou de 40% en cas de récidive au titre de sanction ;
  - décompte de l'intérêt de retard à partir du 1er jour du mois qui suit celui au cours duquel l'impôt aurait dû être déclaré et payé, au lieu du 1er jour du mois au cours duquel l'impôt aurait dû être payé, jusqu'au dernier jour du mois de la notification des impositions, au lieu du jour du mois du paiement effectif.
- **Cas de taxation d'office :**
- application des mêmes taux des pénalités (majoration et intérêt de retard) aussi bien aux cas d'absence de déclaration servant au calcul de l'impôt ou accompagnant le paiement d'un droit qu'aux cas d'opposition au contrôle fiscal ou d'absence de comptabilité ;
  - application au contribuable à la fois d'un intérêt de retard de 2% par mois de retard, plafonné à 50% de l'impôt élué au titre de la réparation du préjudice subi par le Trésor du fait du retard dans le paiement des droits dus et d'une majoration égale à 50% du montant de l'impôt élué ou de 100% en cas de récidive comme sanction du mauvais comportement du contribuable.

#### 4.2. Dans la phase de recouvrement

- adaptation de la nouvelle terminologie « Majoration » portée par la loi de Finances pour l'exercice 2018, en lieu et place de l'intérêt moratoire ;
- application au contribuable d'une majoration égale à 2% du principal, par mois de retard, pour sanctionner le retard dans le paiement des droits dus au trésor ;
- décompte de la majoration à partir du 1er jour du mois au cours duquel l'impôt aurait dû être payé au jour du mois du paiement effectif.

### VI.2. PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans l'objectif de la maximisation des recettes et de la modernisation de la DGI, les mesures suivantes ont été envisagées :

#### VI.2.1. En ce qui concerne la réforme des structures

- la restructuration de l'Inspection des Services par la création de deux nouveaux Services, tous rattachés à la Direction Générale et dirigés par des Directeurs, en l'occurrence le Service d'Audit interne et l'Inspection des Services ;
- la suppression des Brigades au sein du Service d'Audit ;
- la suppression du Comité de réformes et transfert des attributions de celui-ci à la Cellule d'Etudes de la DESCOM ;
- le renforcement des attributions de la Direction de la Législation et de la Coopération Fiscale Internationale par certaines missions exercées actuellement par l'Unité prix de transfert ;
- la création d'une nouvelle Direction au sein de l'Administration centrale dénommée « Direction de la Formation » ;

- l'enrichissement des attributions de la Direction de la Formation contenues dans le projet de restructuration par celles proposées par la DRH ;
- l'intégration du Centre Médical de la DGI dans les structures de la DRH avec un organigramme en exploitant les travaux de la commission permanente chargée de l'élaboration des outils de maîtrise des risques et de la réorganisation de l'Inspection des Services ;
- le remplacement du Bureau Santé dans l'organigramme de la DRH ;
- la scission de la DGBSG en deux Directions distinctes : la « Direction de la Gestion Budgétaire » et la « Direction des services Généraux » ;
- le retrait de l'attribution relative à l'élaboration des monographies professionnelles de la DESCOM et son maintien à la DIRAF ;
- l'acceptation du transfert de l'attribution relative à l'évaluation des dépenses fiscales à la DESCOM ;
- le maintien de l'attribution relative au suivi des régimes fiscaux d'exception à la Direction de la Législation et de la Coopération Fiscale Internationale ;
- l'ajout de nouvelles attributions à la DESCOM : « Evaluation des réformes » et « Coordination des réformes » ;
- le maintien de l'actuelle appellation de la « DRR » en lieu et place de la « Direction des enquêtes et du Renseignement » proposée ;
- le maintien de la banque de données de recoupements à la DRR ;
- la finalisation des instructions relatives au fonctionnement de la DRR dans le respect du cadre légal ;
- l'enrichissement des attributions de la DRR par les aspects relatifs à la lutte contre le blanchissement des capitaux et le financement du terrorisme ;
- la création d'une nouvelle Direction au sein de la DGI ; dénommée « Direction des Affaires Juridiques », avec des attributions distinctes de celles de la Direction de la Législation et de la Coopération Fiscale Internationale ; chargée notamment des questions juridiques autres que fiscales ;
- le maintien de dénomination « Direction du suivi des Recettes » ;
- la création des « Directions des Moyennes Entreprises » et des « Directions des Entreprises de petite taille » en remplacement des actuelles DUI-K et DPI ;
- la suppression de l'Inspection Urbaine et Provinciale des Impôts ;
- la création des Brigades spécialisées et des Brigades de contrôle général au sein de la Division Contrôle ;
- la création de la Division de suivi des Centres Fiscaux de Recensement et de Perception en lieu et place de la Coordination des Centre Fiscaux de Recensement et de perception ;
- la réflexion à mener par la DESCOM sur le seuil d'assujettissement à la TVA et le seuil de gestion pour permettre aux Directions des Entreprises de Petite Taille de gérer la TVA ;
- la réflexion à mener par L'Inspection des services sur la collaboration entre la DGI et le cadastre dans le domaine foncier ;
- la possibilité d'existence de plus d'une DGE avec les Divisions proposées en fonction du potentiel fiscal ;
- la possibilité pour une DGE de disposer des Antennes dans son ressort ;

- la création des Brigades spécialisées des Brigades de contrôle général au sein de la Division Contrôle ;
- la prise en compte, dans la Division du Recouvrement, de l'aspect Analyse des comptes courants fiscaux, avec possibilité de création d'une cellule dans le cadre de la définition du job description.

#### VI.2.2. En ce qui concerne la réforme de la législation

- la consolidation de la réforme de la fiscalité indirecte (TVA) ;
- le renforcement du dispositif législatif sur le prix de transfert ;
- l'amélioration des procédures fiscales dans le sens de renforcer l'efficacité de l'action de l'Administration des Impôts ;
- la réforme de la fiscalité directe par l'institution d'un impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et d'un impôt sur les sociétés (IS).

#### VI.2.3. En ce qui concerne le dispositif d'appui à la gestion de l'impôt

La mise en place du plan de modernisation du système informatique de la DGI comprend notamment :

- 1) la consolidation des bases des données par :
  - la réorganisation des applications informatiques métiers par leur migration vers les applications Web ;
  - la mise en œuvre des télé-procédures (télé-déclaration et télé-paiement), en commençant par les entreprises minières gérées par la DGE en ce qui concerne la télé-déclaration ;
  - la mise en œuvre des applications informatiques métiers (immatriculation des contribuables, gestion de l'impôt et banque des données des recoupements) ;

- 2) l'acquisition d'un dispositif informatique pour la collecte et la gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis devant permettre la remontée des informations à la DGI ;
- 3) l'acquisition d'un logiciel intégré de gestion de l'impôt ;
- 4) la poursuite de l'installation des postes déconcentrés d'attribution du NIF au sein des DPI non encore connectées au serveur central.

#### VI.2.4. En ce qui concerne le renforcement des capacités du personnel et des opérateurs économiques

- 1) la poursuite de la vulgarisation de la législation en matière de TVA ;
- 2) l'organisation des sessions de formation, notamment, par rapport aux matières ci-après :
  - prix de transfert ;
  - contrôle, notamment des entreprises des secteurs minier, bancaire, d'hydrocarbure et de télécommunication ;
  - normes comptables internationales pour le contrôle des banques commerciales ;
  - exercice du droit d'enquête et du droit de visite et de saisie ;
  - TVA et droit OHADA ;
  - évaluation de la dépense fiscale ;
  - élaboration des prévisions budgétaires des recettes fiscales ;
  - tenue et analyse des données statistiques sur les recettes fiscales ;
  - audit interne.

Fait à Kinshasa, le 10 MARS 2021

Barnabé MUAMBA



## SUCCESSION DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE LA DGI



**MUDERHWA  
IGULU**  
1989-1990



**BANGULI NSAMBUE  
MBALI**  
1990-1991



**LOFUMBWA  
BOKILA**  
1991-1992



**MONGBONDO  
NDJ'UMBAMBELE**  
1992-1997



**Laurent  
BATUMONA K.K.**  
1997-2001



**Charles  
DIMOKE DUMBU T.**  
DG a.i.  
2001-2002



**François KABALA  
ILUNGA MBIDI**  
2002-2005



**Norbert LEMVI  
MBUNZIMU**  
DG a.i.  
Oct. 2005-Mars 2006

## SUCCESSION DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE LA DGI



**Sam BOKOLOMBE  
BATULY**  
Mars 2006-Déc. 2007



**Claude KALUBI-BA-  
TABELA-NE-BATOKE**  
Déc. 2007-Déc. 2008



**Florentin MANGENDA  
MUKOKO**  
DG a.i.  
Janv. 2009-Août 2009



**Vincent KABWA  
KANYAMPA**  
DG a.i.  
Août 2009-Mai 2010



**Dieudonné LOKADI  
MOGA**  
Mai 2010-Nov. 2016



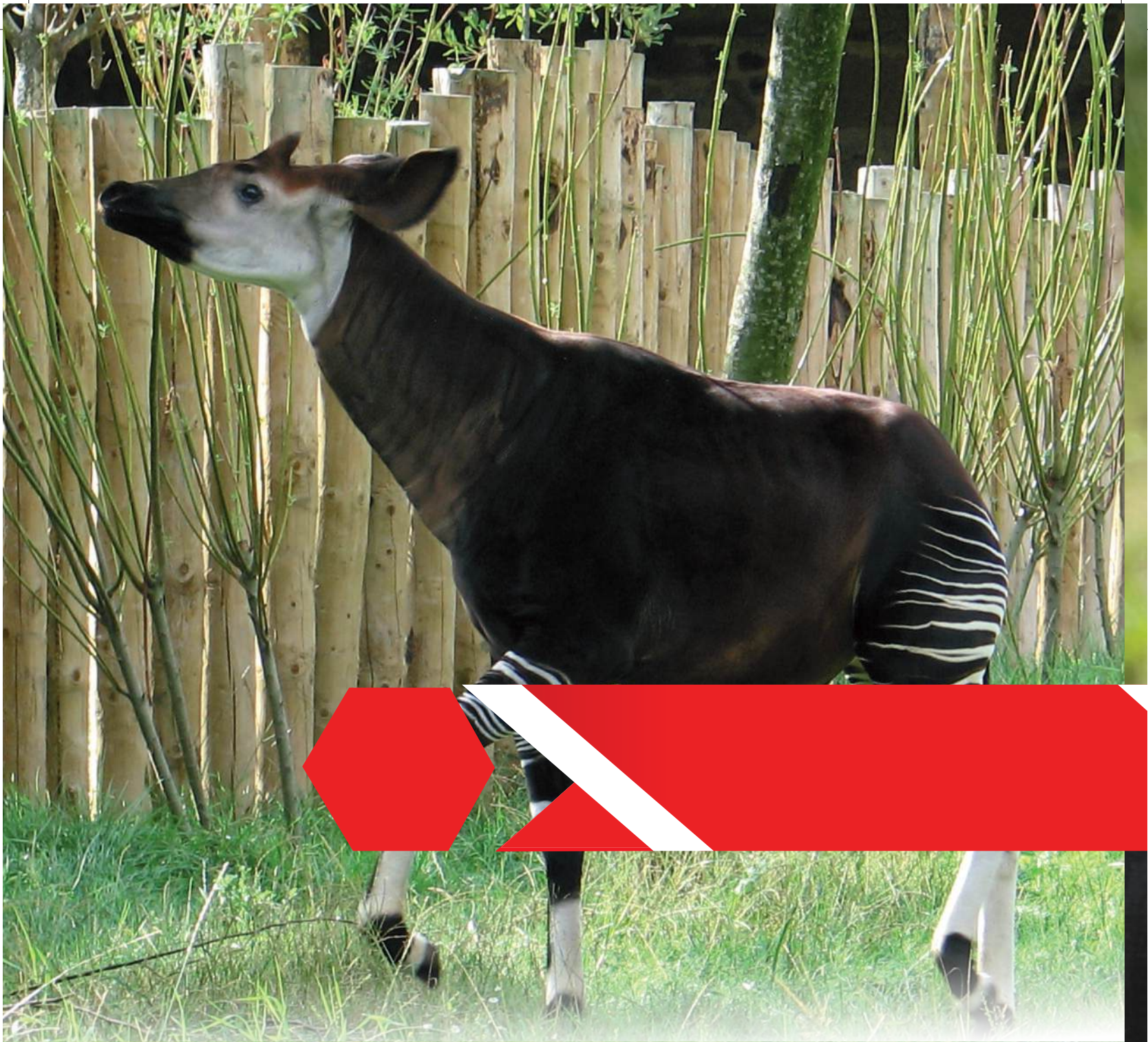
**SELE  
YALAGHULI**  
Nov. 2016-Août 2019



**NGOY YAV N'ZAM**  
DG a.i.  
Sept. 2019-Juin 2020



**Barnabé MUAKADI  
MUAMBA**  
Juin 2020-





# ANNEXES

## ANNEXE N° 1. PREVISIONS BUDGETAIRES DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT / EXERCICE 2019

NATURE D'IMPOT	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	Taux de Participation
<b>RECETTES HORS TVA</b>														
<b>IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS</b>	111 444 296 472,20	80 237 119 664,60	83 348 278 403,47	83 824 533 964,78	85 053 043 975,46	85 787 350 723,51	87 015 850 426,99	88 337 828 929,77	89 036 640 913,40	90 638 141 395,45	91 089 605 749,15	91 107 004 682,22	1 066 919 693 301,00	25,57%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	73 525 842 886,52	51 201 879 764,74	52 319 868 457,07	52 621 749 373,24	53 721 422 228,71	54 281 781 616,21	55 378 557 253,36	56 409 765 077,25	56 672 582 407,30	58 105 668 991,39	58 258 931 911,48	58 129 232 361,03	680 621 282 328,00	16,31%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Membres des Institutions Politiques	1 860 576 718,42	1 860 576 718,42	1 860 576 718,42	1 860 576 718,42	1 860 576 718,42	1 860 576 718,42	1 860 576 718,42	1 860 576 718,42	1 860 576 718,42	1 860 576 718,42	1 860 576 718,42	1 860 576 718,42	22 326 920 621,00	0,54%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Fonctionnaires et Agents publics														
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Autres fonctionnaires et Agents publics	782 518 668,58	782 518 668,58	782 518 668,58	782 518 668,58	782 518 668,58	782 518 668,58	782 518 668,58	782 518 668,58	782 518 668,58	782 518 668,58	782 518 668,58	782 518 668,58	9 390 224 023,00	0,23%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Agents des Régies financières	3 167 537 152,75	3 167 537 152,75	3 167 537 152,75	3 167 537 152,75	3 167 537 152,75	3 167 537 152,75	3 167 537 152,75	3 167 537 152,75	3 167 537 152,75	3 167 537 152,75	3 167 537 152,75	3 167 537 152,75	38 010 445 833,00	0,91%
Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	21 527 522 139,15	15 296 281 360,10	16 827 016 198,51	16 936 654 664,55	17 025 589 499,90	17 138 013 000,76	17 226 473 416,18	17 420 418 488,77	17 708 560 433,04	17 823 561 108,97	18 022 462 513,28	18 120 377 718,78	211 070 730 534,00	5,06%
Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	10 580 298 906,78	7 928 326 000,02	8 400 761 208,13	8 455 497 387,24	8 498 399 707,10	8 556 323 566,79	8 600 187 218,00	8 697 012 832,00	8 840 865 533,31	8 898 278 755,34	8 997 578 784,64	9 046 562 062,66	105 500 091 962,00	2,53%
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS</b>	29 863 895 423,82	22 943 411 556,57	22 428 637 048,82	446 980 382 943,30	23 586 879 691,26	33 204 617 861,44	475 496 387 500,96	49 704 422 490,39	49 425 929 550,20	49 712 065 232,80	48 199 344 752,74	36 155 050 358,72	1 723 701 024 411,00	41,31%
Impôt sur les bénéfices et profits de grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	10 144 391 439,24	7 400 922 143,79	7 400 922 143,79	424 666 121 585,32	7 400 922 143,79	16 237 471 345,70	45 885 759 676,13	31 900 747 637,95	33 616 999 328,09	33 961 516 360,16	469 001 699 377,79	21 118 268 723,53	1 520 735 741 926,00	36,45%
Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	4 750 525 663,80	985 803 229,85	985 803 229,85	8 014 962 428,93	985 803 229,85	737 443 182,63	608 762 739,09	544 422 503,83	480 082 271,56	447 912 164,43	383 571 938,16	351 401 825,03	19 276 494 404,00	0,46%
Impôt sur les bénéfices et profits de petites entreprises	4 235 003 853,67	471 081 419,22	471 081 419,22	3 068 396 683,73	471 081 419,22	222 721 372,49	222 721 372,49	222 721 372,49	222 721 372,49	222 721 372,49	222 721 372,49	222 721 372,49	10 276 494 404,00	0,25%
Impôt sur les bénéfices et profits de micro-entreprises	514 721 810,13	514 721 810,13	514 721 810,13	4 946 565 745,20	514 721 810,13	514 721 810,13	386 041 337,60	321 701 131,33	257 360 903,07	225 190 791,93	160 850 865,67	128 680 452,53	9 000 000 000,00	0,22%
Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	7 611 849 886,44	7 611 849 886,44	7 611 849 886,44	7 611 849 886,44	7 611 849 886,44	7 611 849 886,44	7 611 849 886,44	7 611 849 886,44	7 611 849 886,44	7 611 849 886,44	7 611 849 886,44	7 611 849 886,44	91 222 198 638,00	2,19%
Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	7 367 128 413,64	6 954 836 296,48	6 440 061 788,73	6 697 449 042,61	7 598 304 431,17	8 627 853 446,67	9 400 015 208,30	9 657 402 462,17	7 726 998 058,11	7 700 786 821,76	7 212 223 551,36	7 083 329 923,01	92 466 589 443,00	2,22%
<b>IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES</b>														
Impôt sur le Chiffre d'Affaires à l'intérieur														
<b>AUTRES RECETTES</b>	2 391 203 397,14	1 847 372 583,61	1 847 372 583,61	1 847 372 583,61	1 847 372 583,61	3 510 131 405,54	4 349 309 713,41	6 457 464 144,46	6 780 408 380,73	6 845 235 579,71	4 823 517 413,96	4 428 542 956,60	46 975 303 323,00	1,13%
Immatriculation des véhicules	306 357 591,75	306 357 591,75	306 357 591,75	306 357 591,75	306 357 591,75	306 357 591,75	306 357 591,75	306 357 591,75	306 357 591,75	306 357 591,75	306 357 591,75	306 357 591,75	3 676 201 101,00	0,09%
Vente des imprimés	175 992 476,19	148 395 737,26	148 395 737,26	148 395 737,26	148 395 737,26	148 395 737,26	148 395 737,26	148 395 737,26	148 395 737,26	148 395 737,26	148 395 737,26	148 395 737,26	1 808 545 586,00	0,04%
Amendes et pénalités	1 908 853 329,20	1 392 619 254,60	1 392 619 254,60	1 392 619 254,60	1 392 619 254,60	3 055 378 073,54	3 894 556 384,41	6 002 710 815,45	6 325 655 051,73	6 390 482 259,70	4 368 764 084,95	3 973 789 627,60	41 490 666 636,00	0,99%
<b>SOUS-TOTAL HORS TVA</b>	143 699 395 293,17	105 027 903 804,78	107 624 288 035,90	532 652 289 491,69	110 487 296 250,32	122 502 099 987,49	566 861 547 641,37	144 499 715 564,61	145 242 978 844,33	147 195 442 207,95	580 112 467 915,86	131 690 397 997,54	2 837 896 023 035,00	68,01%
<b>RECETTES TVA</b>														
Taxe sur la Valeur Ajoutée sur Déclarations	87 718 718 226,24	88 252 569 938,01	90 681 394 826,03	92 201 292 868,26	91 536 732 041,33	92 642 443 941,29	95 207 974 970,62	96 354 132 846,76	97 847 775 847,16	98 439 960 538,66	99 156 698 374,90	99 795 624 687,97	1 129 833 339 707,23	27,08%
Taxe sur la Valeur Ajoutée Recouvrée sur A.M.A.	3 665 227 450,90	3 665 227 450,90	3 665 227 450,90	3 665 227 450,90	3 665 227 450,90	3 665 227 450,90	3 665 227 450,90	3 665 227 450,90	3 665 227 450,90	3 665 227 450,90	3 665 227 450,90	3 665 227 450,90	45 982 729 410,77	1,05%
<b>SOUS-TOTAL TVA</b>	91 383 945 677,13	91 917 797 388,91	94 346 622 276,93	95 866 520 319,16	95 201 979 492,22	96 307 671 392,19	98 873 202 421,52	100 019 360 297,66	101 513 003 298,06	102 105 187 989,56	102 821 926 425,80	103 460 852 138,87	1 173 818 069 118,00	28,13%
<b>TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS</b>	235 083 340 970,30	196 945 701 193,69	201 970 910 312,83	628 518 809 810,85	205 689 275 742,55	218 809 771 379,68	665 734 750 062,89	244 519 075 862,28	246 755 982 142,39	249 300 630 197,50	682 934 394 341,65	235 151 460 136,41	4 011 414 092 153,00	96,14%
IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS													161 170 032 606,00	3,86%
<b>RECETTES GLOBALES</b>	235 083 340 970,30	196 945 701 193,69	201 970 910 312,83	628 518 809 810,85	205 689 275 742,55	218 809 771 379,68	665 734 750 062,89	244 519 075 862,28	246 755 982 142,39	249 300 630 197,50	682 934 394 341,65	235 151 460 136,41	4 172 584 124 759,00	100,00%

## ANNEXE N° 2. RECETTES COMPTABILISEES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/EXERCICE 2019

N°	NATURE D'IMPOT	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	TAUX DE PARTICIP
<b>A.</b>	<b>RECETTES HORS TVA</b>														
<b>I.</b>	<b>IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS</b>	124 889 002 095,99	66 987 529 426,81	76 557 990 047,41	96 653 857 743,45	85 869 983 584,90	65 664 736 397,15	72 473 023 754,80	74 385 073 753,42	86 290 533 061,67	69 533 469 681,95	64 733 543 996,48	71 028 386 504,59	955 156 859 068,62	23,36%
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des institutions politiques et fonctionnaires	81 540 306 948,40	41 704 282 741,90	45 435 925 981,23	68 450 467 289,88	59 916 945 936,26	44 478 908 446,74	45 786 859 411,54	52 156 529 528,06	62 470 810 058,54	44 007 322 958,81	38 739 635 540,88	46 658 053 021,61	631 366 157 864,75	15,44%
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	2 246 458 664,00	2 267 811 036,00	2 287 099 932,81	2 277 275 086,00	2 297 949 872,00	95 307 714 625	2 768 017 261,00	4 320 000,00	2 894 171 866,00	2 933 181 536,10	3 906 256 811,50	2 726 415 889,00	27 224 466 280,06	0,67%
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics	1 095 370 786,00	1 095 425 973,00	1 095 425 973,00	1 095 425 973,00	1 099 279 536,00	0,00	1 099 279 536,00	0,00	1 103 245 102,00	0,00	0,00	1 171 522 602,00	8 854 975 601,00	0,22%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régions financières	2 792 858 209,04	1 820 917 990,70	2 071 888 109,39	2 867 456 978,69	4 304 004 790,60	1 074 700,00	659 392 933,76	824 081 238,38	1 048 630 049,32	1 103 245 102,00	0,00	0,00	18 093 550 221,88	0,44%
71 115	Impôt sur les revenus salariaux des Espatriés (HERE)	15 737 101 045,05	8 853 551 747,33	13 789 482 214,40	12 595 633 884,04	9 881 638 819,72	11 246 227 710,19	12 305 867 276,48	11 810 880 434,53	10 443 975 069,30	10 967 266 085,81	11 275 465 620,65	11 370 745 961,49	148 489 359 658,01	3,63%
<b>II.</b>	<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS</b>	39 424 166 644,12	57 051 005 547,25	80 641 095 761,91	674 452 293 802,61	22 941 277 357,82	49 519 511 021,05	408 759 114 176,86	46 621 219 667,66	84 386 806 252,22	70 216 466 673,15	312 464 302 219,05	20 301 159 255,35	1 862 709 406 979,05	45,55%
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	2 320 592 765,04	42 766 379 705,57	66 311 803 493,30	635 461 826 338,73	2 819 758 025,65	29 836 773 694,79	386 254 339 895,24	16 780 482 331,90	63 650 860 253,38	56 643 178 301,23	297 060 186 245,42	3 323 200 252,68	1 603 429 501 310,53	27,52%
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	1 575 289 098,67	373 441 576,09	225 614 438,41	1 993 473 414,05	342 265 806,78	204 280 484,40	362 247 201,03	408 186 755,00	387 967 741,74	360 384 762,23	297 297 945,33	217 028 569,78	6 747 497 813,51	0,30%
71 124	Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises	1 528 028 542,41	336 377 715,19	186 266 264,79	1 415 547 868,44	248 771 694,08	159 755 074,90	344 090 651,03	397 931 455,00	373 823 341,74	332 881 280,23	274 023 859,33	209 532 069,78	5 809 131 321,22	0,22%
71 125	Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises	47 260 556,26	37 683 860,90	39 348 193,62	577 926 452,91	93 514 112,70	44 523 404,90	18 156 530,00	10 255 300,00	12 142 460,00	27 403 482,00	23 274 066,00	7 496 500,00	938 366 492,29	0,02%
71 126	Impôt professionnel sur les prestations de services des non-résidents	8 446 276 735,35	9 497 215 751,54	6 444 256 799,38	8 409 485 877,51	6 029 388 521,17	8 109 110 910,26	9 023 028 785,60	12 673 993 803,86	7 881 837 229,73	6 711 884 135,19	7 207 311 942,66	6 388 722 615,88	97 818 433 098,53	2,39%
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	27 082 088 045,06	4 415 968 514,05	7 659 419 010,82	6 572 910 220,32	12 849 845 044,22	11 560 345 931,60	13 110 298 294,99	10 758 636 777,30	12 466 141 036,37	6 495 099 266,50	7 899 506 086,24	10 172 198 817,01	130 849 377 044,48	3,20%
<b>III.</b>	<b>IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES</b>	1 928 828,91	1 822 215,21	1 557 799,23	978 302,40	1 260 242,00	1 119 561,07	1 018 421,36	1 728 002	814 681,37	1 579 732,70	1 268 968,95	875 821,60	14 241 458,82	0,06%
71 131	Impôt sur le Chiffre d'Affaires à l'Intérieur	1 928 828,91	1 822 215,21	1 557 799,23	978 302,40	1 260 242,00	1 119 561,07	1 018 421,36	1 728 002	814 681,37	1 579 732,70	1 268 968,95	875 821,60	14 241 458,82	0,06%
<b>IV.</b>	<b>AUTRES RECETTES</b>	4 529 936 159,34	5 986 680 300,05	2 807 936 421,41	6 650 587 793,26	11 322 733 120,53	13 361 386 372,14	5 285 898 056,90	12 320 303 942,19	9 129 499 850,76	5 657 232 539,44	4 399 683 838,87	10 566 008 692,75	94 416 087 057,62	2,31%
71 451 1	Immatriation des véhicules	302 990 680,14	234 530 157,09	233 400 568,15	284 939 461,02	245 787 358,17	310 081 838,43	312 739 459,25	339 699 693,97	310 017 215,76	337 186 376,26	294 132 688,50	274 591 102,08	3 476 096 658,82	0,08%
74 233 9	Vente des imprimés	22 559 740,89	7 661 995,29	4 165 443,25	3 308 197,53	2 979 922,36	2 862 327,29	3 918 760,43	2 070 655,70	6 471 789,05	4 311 582,00	3 510 580,00	10 907 361,97	74 737 255,76	0,00%
71 181	Amendes et pénalités	4 204 385 738,31	5 744 488 347,65	2 570 390 410,01	9 362 340 134,71	11 073 963 840,00	13 048 642 206,42	4 360 239 807,22	11 978 333 392,52	8 813 010 845,95	4 715 714 381,18	4 106 031 570,37	10 278 510 168,70	90 865 233 143,04	2,22%
<b>SOUS-TOTAL HORS TVA</b>		168 945 033 728,36	130 026 767 489,30	160 008 598 029,96	782 757 717 241,72	120 135 234 305,25	128 536 953 351,41	486 510 054 379,92	127 326 614 601,29	179 807 653 872,02	144 808 728 367,24	381 598 799 023,35	101 894 420 274,29	2 912 336 594 864,11	71,21%
<b>B.</b>	<b>RECETTES TVA</b>														
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE SUR DECLARATIONS	87 026 488 676,87	75 141 884 442,31	75 487 441 784,72	84 261 204 538,36	87 216 385 600,74	83 646 218 442,13	92 759 544 267,73	95 505 693 176,26	93 324 356 297,04	79 332 495 713,07	87 608 967 966,69	84 917 814 181,90	1 027 028 495 107,22	25,11%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE RECOURVÉE SUR AMR A	1 157 158 593,58	1 781 642 103,29	1 486 262 651,05	2 732 529 282,25	990 724 031,60	2 925 862 863,43	2 108 691 117,71	3 260 934 408,62	1 277 182 696,56	2 931 782 561,37	4 055 217 641,49	3 311 217 791,58	26 638 545 195,62	0,76%
	<b>SOUS-TOTAL TVA</b>	89 683 647 270,45	76 923 526 545,60	76 973 704 435,77	86 993 733 820,61	88 207 109 632,34	86 572 081 305,56	94 867 635 385,44	98 826 627 584,88	94 601 538 993,60	82 264 278 274,44	91 664 184 997,18	88 229 031 973,48	1 055 667 040 302,84	25,81%
	<b>TOTAL RECETTES HORS PÉTROLIERS</b>	258 628 680 998,81	206 950 294 034,90	236 982 242 465,73	869 751 451 132,33	208 342 363 937,68	214 299 034 656,97	581 379 765,36	226 153 242 186,17	274 409 192 856,62	227 113 066 541,68	473 262 983 990,93	101 123 452 247,77	3 968 023 634 866,95	97,02%
	<b>IBP DES PÉTROLIERS PRODUCTEURS</b>	10 969 586 369,41	8 642 325 845,51	7 731 958 687,85	26 369 996 893,12	10 626 538 569,42	5 939 376 167,95	8 262 139 841,74	11 262 863 011,90	9 753 064 575,02	4 400 082 306,16	6 672 920 363,36	10 518 735 279,37	121 703 098 853,81	2,98%
	<b>RECETTES GLOBALES</b>	269 598 267 368,22	215 592 619 880,41	244 714 201 153,58	896 121 448 025,45	218 968 902 507,10	220 222 410 824,92	589 639 820 607,10	239 416 056 198,07	284 162 257 431,64	231 513 088 847,84	479 935 903 354,29	200 642 197 527,14	4 089 726 733 220,76	100,00%

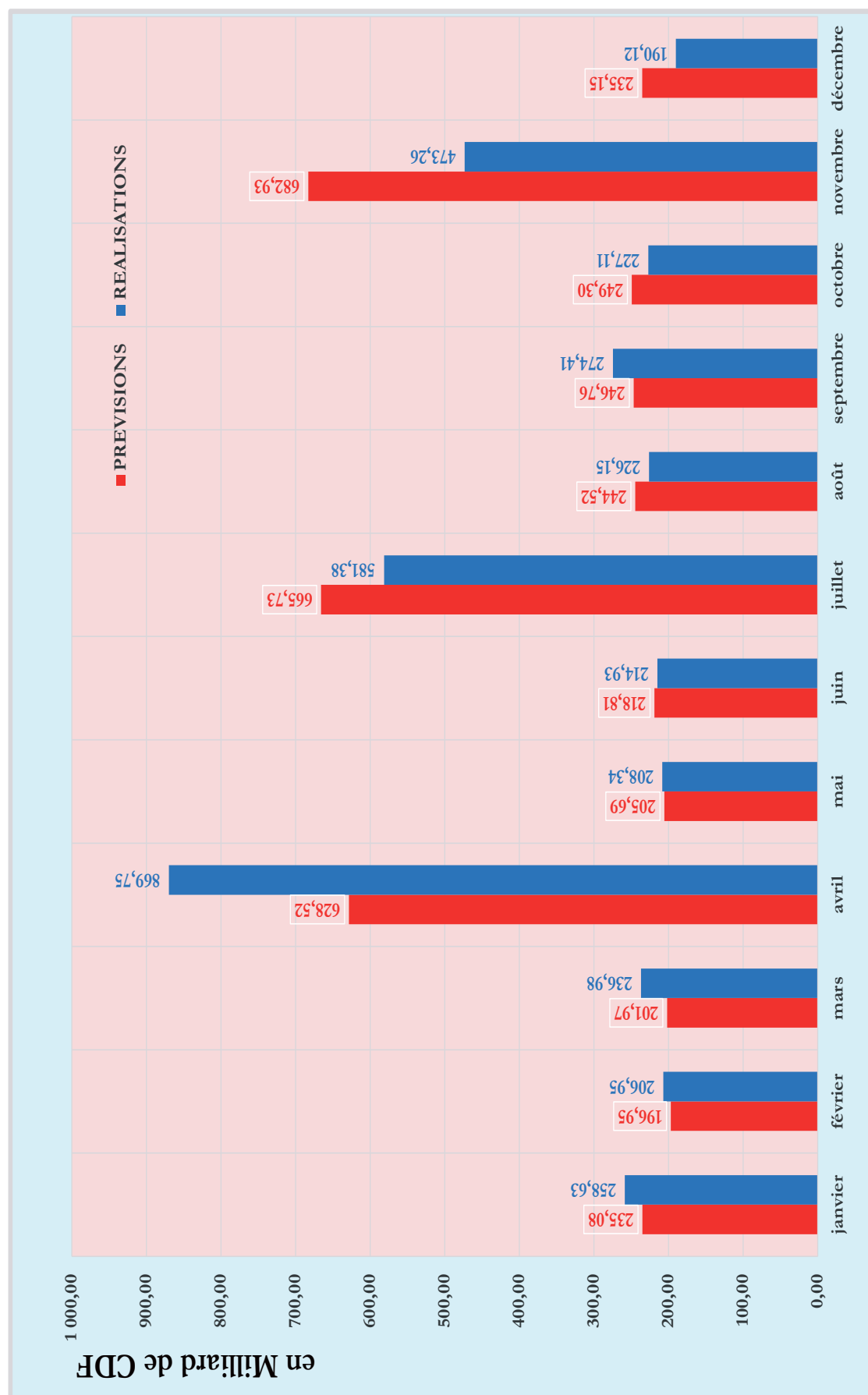
### ANNEXE N° 3. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/EXERCICE 2019

N°	NATURE D'IMPOT	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUTION	TAUX DE PARTICIPATION
<b>A</b>	<b>RECETTES HORS TVA</b>					
<b>I.</b>	<b>IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS</b>	<b>1 066 919 695 301,00</b>	<b>955 156 859 068,62</b>	<b>-111 762 836 232,38</b>	<b>89,52%</b>	<b>23,36%</b>
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	680 621 282 328,00	631 366 157 864,75	-49 255 124 463,25	92,76%	15,44%
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Membres des Institutions Politiques	22 326 920 621,00	27 224 466 289,06	4 897 545 668,06	121,94%	0,67%
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Fonctionnaires et Agents publics					
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Autres fonctionnaires et Agents publics	9 390 224 023,00	8 854 975 601,00	-535 248 422,00	94,30%	0,22%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Agents des Régies financières	38 010 445 833,00	18 093 550 221,88	-19 916 895 611,12	47,60%	0,44%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	211 070 730 534,00	148 489 359 058,01	-62 581 371 475,99	70,35%	3,63%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	105 500 091 962,00	121 128 350 033,92	15 628 258 071,92	114,81%	2,96%
<b>II.</b>	<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS</b>	<b>1 723 701 024 411,00</b>	<b>1 862 769 406 979,05</b>	<b>139 068 382 568,05</b>	<b>108,07%</b>	<b>45,55%</b>
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	1 520 735 741 926,00	1 603 429 501 510,53	82 693 759 584,53	105,44%	39,21%
	Impôt spécial sur les profits excédentaires		23 924 597 552,00	23 924 597 552,00		0,58%
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	19 276 494 404,00	6 747 497 813,51	-12 528 996 590,49	35,00%	0,16%
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises</i>	<i>10 276 494 404,00</i>	<i>5 809 131 321,22</i>	<i>-4 467 363 082,78</i>	<i>39,17%</i>	<i>0,23%</i>
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises</i>	<i>9 000 000 000,00</i>	<i>938 366 492,29</i>	<i>-8 061 633 507,71</i>	<i>4,64%</i>	<i>0,03%</i>
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	91 222 198 638,00	97 818 433 098,53	6 596 234 460,53	107,23%	2,39%
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	92 466 589 443,00	130 849 377 004,48	38 382 787 561,48	141,51%	3,20%
<b>III.</b>	<b>IMPÔTS &amp; TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES</b>		<b>14 241 458,82</b>	<b>14 241 458,82</b>	<b>100,00%</b>	<b>0,00%</b>
	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur		14 241 458,82	14 241 458,82	100,00%	0,00%
<b>IV.</b>	<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>46 975 303 323,00</b>	<b>94 416 087 057,62</b>	<b>47 440 783 734,62</b>	<b>200,99%</b>	<b>2,31%</b>
71 451 1	Immatriculation des véhicules	3 676 291 101,00	3 476 096 658,82	-200 194 442,18	94,55%	0,08%
74 233 9	Vente des imprimés	1 808 345 586,00	74 737 255,76	-1 733 608 330,24	4,13%	0,00%
71 181	Amendes et pénalités	41 490 666 636,00	90 865 253 143,04	49 374 586 507,04	219,00%	2,22%
	<b>SOUS-TOTAL HORS TVA</b>	<b>2 837 596 023 035,00</b>	<b>2 912 356 594 564,11</b>	<b>74 760 571 529,11</b>	<b>102,63%</b>	<b>71,21%</b>
<b>B.</b>	<b>RECETTES TVA</b>					
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE SUR DECLARATIONS	1 129 835 339 707,23	1 027 028 495 107,22	-102 806 844 600,01	90,90%	25,11%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE RECOUVRÉE SUR AMR A	43 982 729 410,77	28 638 545 195,62	-15 344 184 215,15	65,11%	0,70%
	<b>SOUS-TOTAL TVA</b>	<b>1 173 818 069 118,00</b>	<b>1 055 667 040 302,84</b>	<b>-118 151 028 815,16</b>	<b>89,93%</b>	<b>25,81%</b>
	<b>TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS</b>	<b>4 011 414 092 153,00</b>	<b>3 968 023 634 866,95</b>	<b>-43 390 457 286,05</b>	<b>98,92%</b>	<b>97,02%</b>
	<b>IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS</b>	<b>161 170 032 606,00</b>	<b>121 703 098 353,81</b>	<b>-39 466 934 252,19</b>	<b>75,51%</b>	<b>2,98%</b>
	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>4 172 584 124 759,00</b>	<b>4 089 726 733 220,76</b>	<b>-82 857 391 538,24</b>	<b>98,01%</b>	<b>100,00%</b>

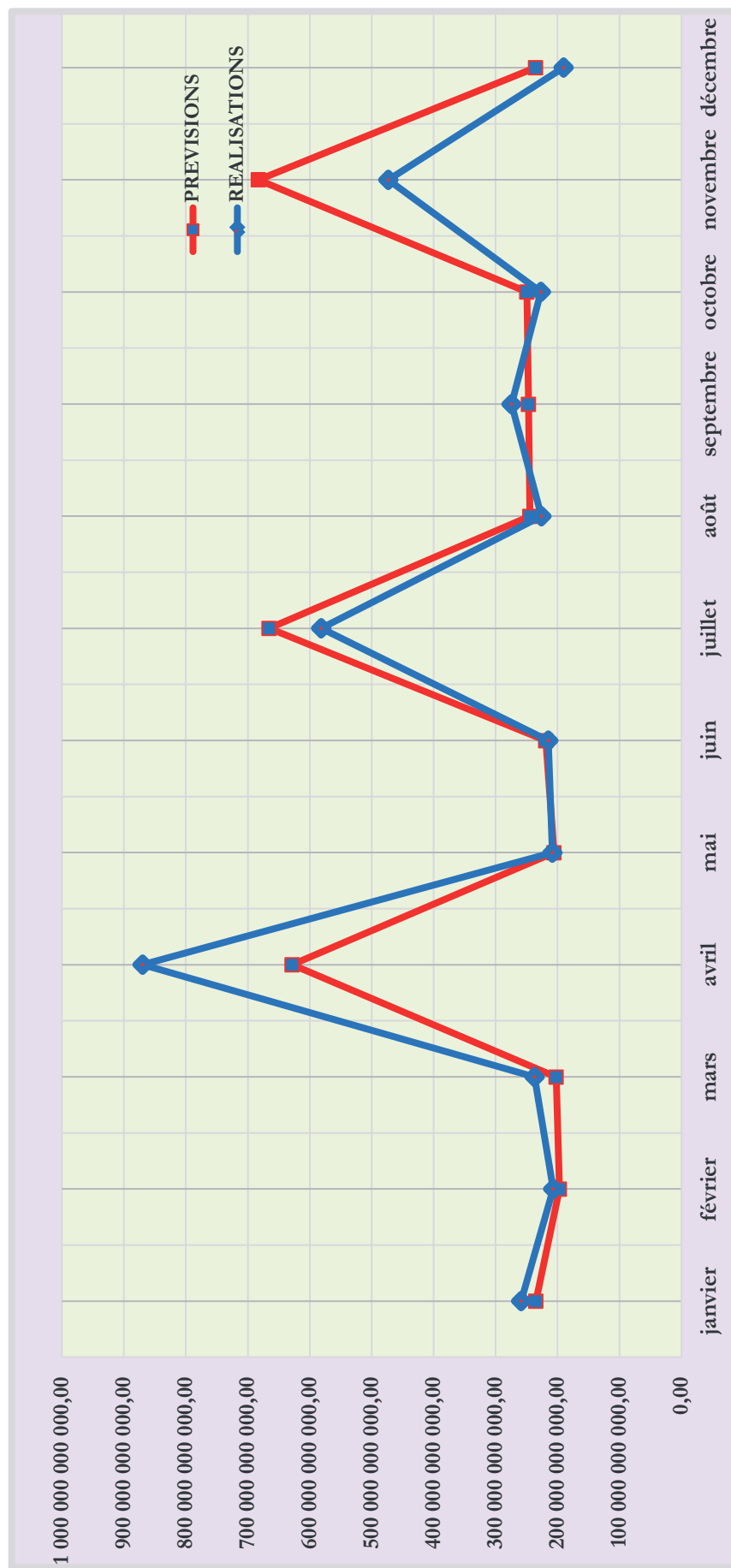
#### ANNEXE N° 4. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES GLOBALES DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION / EXERCICE 2019

CENTRE DE PERCEPTION	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXEC.	TAUX DE PARTIC.
DGE	3 588 609 039 115,83	3 504 722 753 326,58	-83 886 285 789,25	97,66%	85,70%
DUI-K	196 001 679 602,72	168 513 555 285,65	-27 488 124 317,07	85,98%	4,12%
<b>S/TOTAL KINSHASA</b>	<b>3 784 610 718 718,55</b>	<b>3 673 236 308 612,23</b>	<b>-111 374 410 106,32</b>	<b>97,06%</b>	<b>89,82%</b>
DPI/BANDUNDU	2 029 808 027,01	1 309 001 208,21	-720 806 818,80	64,49%	0,03%
DPI/KONGO CENTRAL	33 024 129 308,74	38 010 900 723,18	4 986 771 414,44	115,10%	0,93%
DPI/EQUATEUR	1 647 397 280,14	1 157 776 494,29	-489 620 785,85	70,28%	0,03%
DPI/KASAI- OCCIDENTAL	1 963 923 527,58	1 596 454 584,42	-367 468 943,16	81,29%	0,04%
DPI/KASAI-ORIENTAL	6 778 229 637,52	9 402 021 785,38	2 623 792 147,86	138,71%	0,23%
DPI/KATANGA	248 722 850 094,63	276 034 330 189,35	27 311 480 094,72	110,98%	6,75%
DPI/MANIEMA	2 021 471 237,46	1 686 206 678,43	-335 264 559,03	83,41%	0,04%
DPI/NORD-KIVU	31 517 345 386,30	33 097 981 308,44	1 580 635 922,14	105,02%	0,81%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	40 880 309 631,71	37 188 780 675,25	-3 691 528 956,46	90,97%	0,91%
DPI/SUD-KIVU	19 387 941 909,36	17 006 970 961,58	-2 380 970 947,78	87,72%	0,42%
<b>S/TOTAL DPI</b>	<b>387 973 406 040,45</b>	<b>416 490 424 608,53</b>	<b>28 517 018 568,08</b>	<b>107,35%</b>	<b>10,18%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 172 584 124 759,00</b>	<b>4 089 726 733 220,76</b>	<b>-82 857 391 538,24</b>	<b>98,01%</b>	<b>100,00%</b>

## ANNEXE N° 5 : EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI HORS IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS/EXERCICE 2019



## ANNEXE N° 6 : EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES HORS IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS/EXERCICE 2019



## ANNEXE N° 7. EVOLUTION DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT / DE 2015 A 2019

N°	NATURE D'IMPOT	2015	2016	2017	2018	2019
<b>A</b>	<b>RECETTES HORS TVA</b>					
<b>I.</b>	<b>IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS</b>	563 575 108 563,72	552 272 198 412,68	718 567 906 085,96	912 603 308 483,07	955 156 859 068,62
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	417 442 451 494,91	409 976 807 098,94	507 845 397 132,43	589 376 795 297,90	631 366 157 864,75
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	16 698 190 143,00	18 828 463 546,00	17 189 717 930,33	21 901 465 165,50	27 224 466 289,06
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics	12 825 189 023,81	12 788 966 879,00	9 631 917 398,00	10 968 024 208,00	8 854 975 601,00
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	8 186 112 465,38	5 093 909 373,25	5 021 603 444,88	27 633 897 242,84	18 093 550 221,88
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	59 920 642 343,22	62 241 125 064,99	119 706 075 668,51	170 926 225 893,02	148 489 359 058,01
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	48 302 523 093,40	43 342 926 450,50	59 172 394 511,81	91 776 900 675,81	121 128 350 033,92
<b>II.</b>	<b>IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS</b>	709 095 298 194,45	467 230 322 913,31	751 073 507 815,30	1 742 852 510 758,93	1 862 769 406 979,05
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	607 004 187 860,34	365 466 418 753,77	604 456 313 191,88	1 466 175 517 024,04	1 603 429 301 510,53
	Impôt spécial sur les profits excédentaires					23 924 597 552,00
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	2 755 728 119,43	2 869 156 114,90	6 590 413 887,20	9 494 337 112,70	6 747 407 813,51
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises</i>					5 809 131 321,22
	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises</i>					938 366 492,29
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	46 123 843 311,73	45 449 647 623,73	75 010 148 966,17	102 597 057 643,94	97 818 433 098,53
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	53 211 538 902,95	53 445 100 420,91	65 016 631 770,04	164 585 598 978,26	130 849 377 004,48
<b>III.</b>	<b>IMPÔTS &amp; TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES</b>	142 575 506,71	47 121 618,46	195 693 770,99	118 407 414,49	14 241 458,82
	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur	142 575 506,71	47 121 618,46	195 693 770,99	118 407 414,49	14 241 458,82
<b>IV.</b>	<b>AUTRES RECETTES</b>	17 216 688 976,68	41 648 861 425,81	20 981 132 382,78	69 478 276 631,79	94 416 087 057,62
71 451 1	Immatriculation des véhicules	1 365 969 639,04	1 372 632 958,73	2 425 043 554,31	3 734 335 762,43	3 476 096 658,82
74 233 9	Vente des imprimés	690 337 705,71	217 756 779,63	52 383 195,15	219 267 251,05	74 737 255,76
71 181	Amendes et pénalités	15 160 381 631,93	40 058 471 687,45	18 503 705 633,33	65 524 653 618,31	90 865 253 143,04
	<b>SOUS-TOTAL HORS TVA</b>	1 290 029 671 241,56	1 061 198 504 370,26	1 490 818 240 055,03	2 725 652 503 288,28	2 912 356 594 564,11
<b>B.</b>	<b>RECETTES TVA</b>					
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	617 247 229 158,68	561 365 656 409,20	679 962 893 625,99	900 150 106 885,93	1 027 028 493 107,22
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOURUE SUR AMRA	22 747 983 340,35	57 846 054 901,12	25 665 041 673,99	39 051 844 589,11	28 638 545 195,62
	<b>SOUS-TOTAL TVA</b>	639 995 212 499,03	619 211 711 310,32	705 627 935 299,98	939 201 951 475,04	1 055 667 040 302,84
	<b>TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS</b>	1 930 024 883 740,59	1 680 410 215 680,58	2 196 446 175 355,01	3 664 254 454 763,32	3 968 023 634 866,95
	RECETTES IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	78 417 249 269,39	35 539 576 747,36	74 388 893 800,95	106 245 420 652,99	121 703 098 353,81
	RECETTES GLOBALES DE LA DGI	2 008 442 133 009,98	1 715 949 792 427,94	2 270 835 069 155,96	3 770 499 875 416,31	4 089 726 733 220,76
	TOTAL RECETTES EN USD	2 084 156 957,36	1 672 231 775,99	1 506 164 092,70	2 259 064 041,34	2 408 625 227,59

# TABLE DES MATIERES

<b>LISTE DE PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>7</b>
<b>EDITORIAL .....</b>	<b>8</b>
<b>PRESENTATION DE LA DGI.....</b>	<b>13</b>
1. Organigramme de la DGI .....	14
2. Haute direction de la DGI.....	15
3. Administration Centrale et Direction des Grandes entreprise.....	16
4. Directions Urbaine et Provinciales : .....	17
5 Centres des Impots : .....	18
6. Centres d'impots Synthetiques : .....	20
<b>I. INTRODUCTION .....</b>	
<b>22</b>	
<b>II. FAITS SAILLANTS DE L'ANNEE .....</b>	
<b>27</b>	
1) Organisation d'un atelier sur le projet de restructuration de la DGI .....	28
2) Signature des contrats de prestation des services avec quelques cabinets d'Avocats.....	28
3) Négociation pour le calcul et le paiement de la prime de contentieux minimum garantie .....	29
<b>III. EXECUTION DES MISSIONS DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS.....</b>	
<b>31</b>	
III.1. RAPPEL DES MISSIONS DE LA DGI.....	32
III.2. ACTIVITES DE LA HAUTE DIRECTION .....	32

III.2.1. Supervision et coordination de l'ensemble des activités de la DGI.....	32
III.2.2. Participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales .....	33
III.2.3. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales .....	33
III.3. MISSION DE LEGISLATION FISCALE .....	34
III.3.1. TEXTES FISCAUX.....	34
III.3.2. NOTES DE SERVICE .....	34
III.4. BUDGET DES RECETTES DE LA DGI POUR L'EXERCICE 2019 .....	46
III.4.1. Mesures d'accompagnement du budget des recettes des impôts ...	46
a) Mesures législatives .....	47
b) Mesures administratives.....	47
III.4.2. Exécution du Budget des recettes des impôts .....	48
III.4.2.1. Exécution du Budget des recettes par nature d'impôt .....	48
III.4.2.2. Exécution du Budget des recettes par Centre de perception .....	52
III.4.2.3. Justification du niveau d'exécution du Budget des recettes des Impôts .....	53
III.4.3. Suivi des paiements issus des ressources naturelles.....	55
III.4.4. Suivi des statistiques des Pétroliers producteurs .....	56
III.4.5. Suivi de remboursements des crédits de TVA .....	57
III.5. MISSIONS D'ASSIETTE.....	57
III.5.1. Attribution du Numéro Impôt .....	58
III.5.2. Tenue et mise à jour des répertoires .....	60
III.5.2.1. Répertoires généraux des Services opérationnels.....	60
III.5.2.1.1. Répertoire des services par état d'activités .....	60
III.5.2.1.2. Répertoire des services par forme juridique .....	61
III.5.2.2. Répertoires sectoriels des Services opérationnels .....	61
III.5.3. Suivi des déclarations souscrites en 2019 .....	62
III. 5.3.1. Situation des déclarations IBP des grandes et moyennes entreprises....	63
III.5.3.2. Situation des déclarations IBP des petites entreprises.....	64
III.5.3.3. Situation des déclarations IBP des micro-entreprises.....	65
III.5.3.4. Situation des déclarations IPR.....	66
III.5.3.5. Situation des déclarations IERE .....	67
III.5.3.6. Situation des déclarations TVA.....	68



IV.1.2. Promotion.....	91
IV.1.3. Situation de décès.....	91
IV.1.4. Formation du personnel de la DGI.....	92
IV.1.4.1. <i>Formation sur place</i> .....	92
IV.1.4.2. <i>Formation à l'étranger</i> .....	93
IV.1.5. Missions de service .....	97
IV.1.6. Politique sociale .....	98
IV.1.6.1. <i>Prise en charge des soins de santé</i> .....	98
IV.1.6.2. <i>Assistance sociale</i> .....	98
IV.2. GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES .....	98
IV.2.1. Ressources financières de la DGI .....	98
IV.2.2. Utilisation de la rétrocession .....	99
IV.2.2.1. <i>Motivation du personnel</i> .....	100
IV.2.2.1.1. <i>Prime de mobilisation des recettes</i> .....	100
IV.2.2.1.2. <i>Prime de contentieux minimum garanti</i> .....	100
IV.2.2.2. <i>Crédits de fonctionnement alloués aux Services</i> .....	100
IV.2.2.2.1. <i>Crédits subdélégués aux services</i> .....	100
IV.2.2.2.2. <i>Dépenses centralisées</i> .....	100
IV.2.3. Utilisation des pénalités recouvrées .....	103
IV.2.3.1. <i>Prime de contentieux</i> .....	103
IV.2.3.2. <i>Dépenses d'investissement</i> .....	103
IV.2.4. Cumul des dépenses effectuées au cours de l'année.....	104
IV.3. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES, IMPRIMES DE VALEUR ET IMPRIMES SPECIFIQUES.....	107
IV.3.1. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES .....	107
IV.3.1.1. <i>Situation de variation de stock</i> .....	107
IV.3.1.2. <i>Situation de mise de stock à la disposition des services</i> .....	107
IV.3.2. GESTION DE STOCK DES IMPRIMES DE VALEUR.....	108
IV.3.3. GESTION DE STOCK DES IMPRIMES SPECIFIQUES.....	108
IV.3.4. GESTION DE STOCK DES MANUELS .....	111
IV.3.5. GESTION DE STOCK DES MATERIELS INFORMATIQUES ET REPROGRAPHIQUES.....	113
IV.3.6. GESTION DE STOCK DES FOURNITURES.....	114

IV.4. GESTION DU PATRIMOINE .....	115
IV.4.1. Situation des immeubles .....	115
IV.4.2. Situation du charroi automobile .....	119
IV.4.3. Situation des motos.....	130
IV.4.4. Situation des hors-bords.....	130

## **V. INFORMATISATION DES SERVICES .....131**

1° Dans le domaine de l'informatisation des Services .....	132
2° Dans le Cadre de la mise en œuvre de la Télé-déclaration .....	133
3° Dans le domaine du renforcement des capacités des utilisateurs.....	134

## **VI. PLAN DE REFORMES ET PERSPECTIVES D'AVENIR.....135**

VI.1. LES REFORMES MISES EN ŒUVRE PAR LA DGI .....	136
1. En matière d'Impôts cédulaires sur les revenus.....	136
2. En matière de taxe sur la valeur ajoutée .....	136
3. En matière de procédures fiscales.....	136
4. En matière de sanctions fiscales .....	137
4.1. <i>Dans la phase d'assiette (contrôle)</i> .....	137
4.2. <i>Dans la phase de recouvrement</i> .....	137
VI.2. PERSPECTIVES D'AVENIR.....	137
VI.2.1. En ce qui concerne la réforme des structures .....	137
VI.2.2. En ce qui concerne la réforme de la législation .....	139
VI.2.3. En ce qui concerne le dispositif d'appui à la gestion de l'impôt .....	139
VI.2.4. En ce qui concerne le renforcement des capacités du personnel et des opérateurs économiques .....	139

## **ANNEXES .....141**

<b>TABLES DES MATIERES.....</b>	<b>149</b>
---------------------------------	------------



**PAYER L'IMPOT EST UN DEVOIR CIVIQUE**